

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'INCIDENCE DES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT FERNANDEZ SUR
L'ÉDUCATION ET LA POLARISATION SOCIALE EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
CASSANDRE GUIBORD CYR

MARS 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Une pensée particulière pour mes parents, Marie-Andrée Cyr et Benoit Guibord ainsi que pour Joanie Belisle et Benoit Vergnaud. Merci pour votre soutien moral inestimable tout au long de ce parcours. Un remerciement particulier à ma tante Esther Cyr Nadeau, pour ses conseils remarquables.

De plus, un grand merci aux professeurs Aziz S. Fall et Lawrence Olivier ainsi que qu'à mon directeur Julian Durazo Herrmann, pour l'appui et les encouragements précieux, je vous en suis grandement reconnaissante.

Je dédie ce mémoire à Johnny Alfonso Eusebio et à toute sa famille.

TABLE DES MATIÈRES

RESUME.....	I
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	3
LA MÉTHODOLOGIE	3
LA REVUE DE LA LITTÉRATURE ET LA THÉORIE.....	4
<i>La dimension macro-politique.....</i>	<i>4</i>
<i>Les paramètres structurels de l'État.....</i>	<i>5</i>
<i>La structure du système d'éducation.....</i>	<i>10</i>
LA DIMENSION MICRO-POLITIQUE	14
<i>L'effet d'établissement</i>	<i>14</i>
<i>L'inégale distance.....</i>	<i>17</i>
LES SOURCES ET LA MÉTHODOLOGIE.....	19
LE CADRE ANALYTIQUE.....	20
<i>La dimension macro-politique.....</i>	<i>21</i>
<i>La dimension micro-politique.....</i>	<i>21</i>
CHAPITRE 2	24
LA DIMENSION MACRO-POLITIQUE	24
LES PARAMÈTRES STRUCTURELS DE L'ÉTAT DOMINICAIN	25
<i>L'histoire dominicaine.....</i>	<i>25</i>
<i>L'idéologie politique et la bureaucratie dominicaine</i>	<i>34</i>
LA STRUCTURE DU SYSTÈME D'ÉDUCATION DOMINICAIN	40
<i>La structure politique et les ressources.....</i>	<i>40</i>
<i>L'universalisation du système d'éducation</i>	<i>44</i>
<i>La privatisation.....</i>	<i>46</i>

<i>L'universalisation du système d'éducation</i>	<i>44</i>
<i>La privatisation.....</i>	<i>46</i>
CHAPITRE 3	48
3. LA DIMENSION MICRO-POLITIQUE	48
L'EFFET D'ÉTABLISSEMENT	49
<i>La situation géographique.....</i>	<i>49</i>
<i>Les ressources et la mobilisation</i>	<i>52</i>
<i>La clientèle</i>	<i>57</i>
L'INEGALE DISTANCE.....	59
<i>Les origines sociales et le milieu familial.....</i>	<i>59</i>
<i>L'accès aux ressources et le travail.....</i>	<i>63</i>
CHAPITRE 4	70
4. L'ANALYSE DE LA SITUATION DOMINICAINE	70
LA MISE EN RELATION DES NIVEAUX POLITIQUES	71
<i>Les paramètres structurels de l'État et l'inégale distance</i>	<i>71</i>
<i>La décentralisation, l'effet d'établissement et l'inégale distance.....</i>	<i>75</i>
<i>La structure du système d'éducation et l'effet d'établissement</i>	<i>78</i>
<i>L'éducation et la reproduction de la polarisation sociale.....</i>	<i>81</i>
CONCLUSION	84
ANNEXES.....	87
ANNEXE I :CARTE DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE : INDICE DE QUALITE DE VIE PAR PROVINCE, 2002	88
ANNEXE II :CARTE DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE : POURCENTAGE DE FOYERS EN SITUATION D'EXTREME PAUVRETE PAR PROVINCE, 2002	89
ANNEXE III :CARTE DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE : POURCENTAGE DE FOYERS EN SITUATION DE PAUVRETE PAR PROVINCE, 2002	90
BIBLIOGRAPHIE	91

RÉSUMÉ

Ce travail a comme but l'analyse, par un cadre analytique précis, de données littéraires, scientifiques, empiriques et statistiques portant sur la République dominicaine. Les principaux sujets traités sont l'incidence des changements politiques apportés par le gouvernement Fernandez, de 1996 à aujourd'hui, sur l'éducation et la polarisation sociale.

L'analyse se construit à deux niveaux, soit les niveaux macro-politique et micro-politique, pour ensuite, établir les liens rationnels expliquant leurs impacts sur l'éducation et la polarisation sociale. Les concepts de paramètres structurels de l'État et du système d'éducation seront utilisés, considérant l'histoire dominicaine, l'idéologie étatique ainsi que la décentralisation et la privatisation, et ce, afin d'expliquer l'envergure et l'impact des politiques du gouvernement Fernandez au niveau macro-politique. Les concepts d'inégale distance et d'effet d'établissement, concepts utilisant des faits et données, telles que le milieu familial ou les ressources pour l'inégale distance; le rendement d'une institution scolaire, ses ressources et son environnement pour l'effet d'établissement. Ces concepts permettront l'analyse du niveau micro-politique.

La question centrale de ce travail est la suivante : les politiques et les réformes ont-elles transformé les structures étatiques et éducatives? Ces changements de structure ont-ils permis d'éviter la reproduction de la polarisation sociale? C'est en étudiant la relation linéaire entre les deux dimensions, soit macro-politique et micro-politique, que les réponses à la question de recherche seront trouvées.

Le travail permet d'arriver aux conclusions suivantes : les politiques de Fernandez ont eu un impact relativement mitigé sur la polarisation sociale et sur l'éducation. Bien qu'il y ait eu plusieurs améliorations, elles ne sont pas suffisantes, à l'instant où cette étude a été rédigée, pour affirmer que l'impact sur la polarisation sociale est important. La population dominicaine demeure, jusqu'à maintenant, habitée par une grande iniquité et les changements politiques, aux deux niveaux analysés lors de ce travail, n'ont su modifier profondément l'inégalité et la polarisation sociale du pays.

Mots clés : République dominicaine, Fernandez, Éducation, Polarisation sociale, État, Effet d'établissement, Inégale distance

INTRODUCTION

La République dominicaine, pays dont l'histoire chargée par les lourds événements politiques, est aujourd'hui reconnue principalement pour son industrie touristique. Cependant, depuis 1996, le pays a connu plusieurs changements importants, qui ont modifié la face du pays, mais qui n'ont pas révolutionné l'intérieur et les relations sociales bien ancrées dans l'histoire dominicaine. Depuis 1996, le régime politique dominicain a connu un changement important, la fin de la succession politique trujilliste¹ et ce, avec l'arrivée au pouvoir de Leonel Fernandez, chef du *Partido de la Liberacion Dominicana*, parti politique social-démocrate. Cette nouvelle politique relance l'espoir d'une nouvelle société dominicaine plus équitable.

Toutefois, la polarisation sociale est très prononcée en République dominicaine et cette situation est causée par plusieurs aspects de la conjoncture dominicaine, mais aussi, des différentes conjonctures économiques internationales. Or, dans ce travail, l'accent sera mis sur le lien entre la reproduction de la polarisation sociale et l'éducation. Cependant, comme l'éducation est édifiée à partir de plusieurs aspects sociaux, l'analyse du rôle de l'éducation dans cette problématique nous amènera à considérer plusieurs de ces éléments sociaux.

Beaucoup d'études portent sur la République dominicaine, notamment les études de genre et d'identité. Les études de genre se concentrent sur le tourisme et ses effets sur

¹ Depuis 1961, les gouvernements importants succédant la mort de Trujillo ont été calqués sur les manières de faire de Trujillo. Quelques partis ont réussi à atteindre le pouvoir, mais ce fut Balaguer, bras droit de Trujillo, qui su garder le pouvoir jusqu'en 1996.

l'économie informelle et la prostitution. Les études portant sur l'identité et les relations ethniques se concentrent sur les relations entre les Dominicains et les Haïtiens, et la situation particulière de ces derniers sur le sol dominicain, proche de l'esclavage. Cependant, peu d'études se penchent sur la transition politique depuis la fin de la succession trujilliste, et de l'impact des changements économiques et politiques, sur les populations dominicaines. La question de recherche qui sera abordée est la suivante : les politiques et les réformes ont-elles transformé les structures étatiques et éducatives? Ces changements de structure ont-ils permis de changer substantiellement l'effet d'établissement et l'inégale distance pour éviter la reproduction de la polarisation sociale?

Cette étude servira à répondre à ces questions, mais également à mettre en relation, à travers l'analyse des données et statistiques provenant de sources scientifiques, mais également primaires, les différents niveaux structurant la société et l'État dominicain. Ainsi, il sera possible de percevoir si les changements dans le système éducatif sur la polarisation sociale dominicaine, ont été positifs, négatifs ou tout simplement, et plausiblement, mitigés.

La démarche utilisée est la cueillette d'informations, de faits et de statistiques au sein de ces sources pour ensuite être en mesure de les relier afin de peindre un portrait global du système dominicain d'éducation et de la polarisation sociale et ce, à travers les structures étatiques, économiques et sociales, modelant la société dominicaine d'aujourd'hui. Ainsi, afin de structurer le travail, le premier chapitre présentera la construction du cadre analytique qui permettra de mettre en ordre les aspects et concepts englobés lors de cette étude.

Le deuxième chapitre portera sur la dimension macro-politique. Cette dimension englobe les concepts de paramètres structurels de l'État, de la décentralisation ainsi que la structure même du système d'éducation. Ce chapitre permettra de percevoir si l'État dominicain est en mesure d'appliquer des changements modifiant la polarisation sociale. Le troisième chapitre portera sur la dimension micro-politique, c'est-à-dire sur les dimensions sociales édifiant la société dominicaine, sur l'impact relatif à la reproduction de la polarisation sociale ainsi que sur l'éducation des populations. Cette dimension comprend les concepts d'effet d'établissement ainsi que d'inégale distance. Pour poursuivre, le quatrième chapitre établira, par le biais de l'analyse des faits, données et statistiques indiqués précédemment, les relations entre les deux dimensions.

CHAPITRE I

LA MÉTHODOLOGIE

Au cours de ce chapitre, il s'agira de définir les concepts et le cadre analytique appliqués lors de ce mémoire. Ces concepts et le cadre analytique permettront d'analyser les données recueillies sur la République dominicaine et ainsi de répondre à la question de recherche. Rappelons-la ici : les politiques et les réformes en République dominicaine ont-elles transformé les structures étatiques et éducatives? Ces changements de structure ont-ils permis de changer substantiellement l'effet d'établissement et l'inégale distance pour éviter la reproduction de la polarisation sociale?

Afin de répondre à cette question, les dimensions macro-politique et micro-politique seront utilisées, chacune d'entre elles représentant un chapitre du mémoire. Ces dimensions encadrent plusieurs concepts, comme les paramètres structurels de l'État, ou encore l'inégale distance, concepts qui seront définis ultérieurement. Chaque partie de cette étude évaluera des niveaux politiques et sociaux différents, même si ces niveaux restent liés par leurs structures. Ce sont ces structures qui seront établies dans ce chapitre. Cependant, tout d'abord, il s'agira de faire la revue de la littérature afin de cerner les concepts puis les définir. Ensuite, en utilisant ces concepts, le cadre analytique sera déterminé.

Comme l'éducation est considérée comme un avantage comparatif important pour toute société, mais également pour chaque individu, elle est comprise comme un moyen

d'augmenter et d'améliorer son accès à un mode de vie plus facile, en termes financier et social. Généralement, l'éducation permet une plus grande chance d'obtenir un emploi formel donc de recevoir un salaire plus important, améliorant ainsi certaines conditions de vie pour l'individu et ses proches et contribuant à la société en payant des impôts.²

Lorsqu'une majeure partie de la société a accès à une éducation de qualité, cette société aura tendance à mieux se porter généralement et à être mieux intégrée puisque l'éducation permettra une évolution, une amélioration des conditions de vie, des technologies et du développement global.³ Une meilleure éducation permet également une sensibilisation à plusieurs niveaux sociaux et culturels, prenons l'exemple de la sensibilisation relative aux comportements sexuels et aux maladies transmises sexuellement.⁴ Ainsi, si le système d'éducation est plus efficace et rejoint une plus grande partie ou l'ensemble de la population, la pauvreté et la polarisation sociale auront tendance à diminuer.⁵

La revue de la littérature et la théorie

Dans cette partie, la revue de la littérature abordera la polarisation sociale. Premièrement, la dimension macro-politique et tout ce qu'elle porte comme sens quant à l'éducation seront mis de l'avant. Puis, en deuxième partie, il en sera de même pour la dimension micro-politique.

La dimension macro-politique

La dimension macro-politique est ici considérée comme la structure supérieure quant à l'État et l'éducation. C'est cette dimension qui permet de percevoir, globalement, les causes des inégalités. Elle permet de cerner les intentions de l'État relatives à l'éducation, à la

² UNESCO & IBE. 2006. *Dominican Republic*. World Data on Education. Sixth Edition, UNESCO & IBE, p. 1-30 [En ligne] <http://www.ibe.unesco.org/Countries/WDE/2006/index.html>, Consultée le 14 octobre 2009

² Duru-Bellat, Marie. « Inégalités sociales à l'école et politiques éducatives. » Paris, UNESCO, Institut International de Planification de l'Éducation, (2003), p. 54

³ *Ibid*

⁴ Kirby, Douglas. (2002). « The Impact of Schools and School Programs upon Adolescent Sexual Behavior » *Journal of Sex Research*, Vol. 39, No.1, p. 28

⁵ UNESCO & IBE, *loc. Cit.* p. 24

population dominicaine et à ses classes sociales. C'est au sein de cette dimension que se retrouvent les paramètres structurels de l'État ainsi que la structure du système d'éducation. Ces deux structures influencent la redistribution des richesses ainsi que la manière de rendre l'éducation à la population. Ce sont donc des structures qui ont un impact sur les inégalités sociales et sur la reproduction de la polarisation sociale.

Les paramètres structurels de l'État

Dans plusieurs ouvrages sur l'éducation, les paramètres structurels de l'État sont considérés comme importants lorsqu'il s'agit de la direction de l'éducation nationale. L'orientation de l'État, ses structures ministérielles, l'idéologie du gouvernement en place, par exemple, ont des impacts sur le rendement du système national d'éducation.

Plusieurs auteurs nomment l'importance des paramètres structurels de l'éducation, notamment, en évoquant l'affaiblissement de structure qu'ont causé les ajustements structurels néolibéraux sur l'État dominicain, déjà affaibli par les années de dictature trujilliste. Les faits marquant cette période seront brièvement établis ici, mais ils seront expliqués plus largement lors du deuxième chapitre.

En effet, malgré l'assassinat de Trujillo en 1961, son régime et ses idéaux établis depuis une trentaine d'années paralyseront longtemps encore les volontés de changement de l'État dominicain. Le principal successeur de Trujillo, Joaquim Balaguer, reprendra largement l'idée centrale du régime.⁶ Des élections le démettront temporairement de ses fonctions et il sera remplacé par Jorge Blanco, qui entamera les procédures d'ajustements structurels avec le FMI et Balaguer reprendra le pouvoir quelques années plus tard, en 1986. La polarisation sociale s'accroîtra durant cette période d'instabilité économique et démocratique. En 1986, accusé de corruption, Blanco est démis de ses fonctions et Balaguer retrouve le pouvoir. Les inégalités grandissantes sous Blanco furent majoritairement le résultat des ajustements structurels, mais sous Balaguer, ces inégalités furent plutôt soutenues

⁶ Knippers Black, Jan, *The Dominican Republic, Politics and Development in an Unsovereign State*, Boston Éditions Allen & Unwin, 1986, p. 56

par une politique élitiste blanche, combinée, lors de son deuxième mandat, à la nouvelle association avec le FMI.

Sous le régime de Balaguer, plusieurs écoles publiques ont été fermées et les services à la population ont été restreints.⁷ Certains auteurs, comme Emilio Betances⁸, abordent l'abandon dans lequel s'est construit l'État dominicain. Également, Juan Alfonseca⁹ raconte comment l'État s'est concentré sur une minorité de l'élite blanche et ne s'est formé qu'autour de leurs besoins; puis, André Corten¹⁰ évoque comment l'État fut incapable, de par sa structure, de répondre aux besoins primaires et aux requêtes de la population. Aussi, Jan Knippers Black¹¹ soutient que lors de l'entrée au pouvoir de Leonel Fernandez en 1996, et longtemps durant sa présidence, la structure était tellement handicapée par l'héritage trujilliste, qu'il fut difficile pour le nouveau président Fernandez, de changer quoi que ce soit.

En 1996, des élections eurent lieu en République dominicaine, suite à un mouvement populaire contestant les élections apparemment frauduleuses de 1994 où le président de cette époque, Balaguer, successeur de Trujillo, avait été réélu. Suite à cette contestation et au constat d'anomalies au sein du système électoral dominicain, d'autres élections furent réorganisées deux ans plus tard.¹² À la tête du PLD, *Partido de la Liberacion Dominicana*, fondé par Juan Bosch, écrivain et homme politique, en 1973, se retrouve Leonel Fernandez, visage prometteur sur la scène politique dominicaine.¹³ Il est la représentation d'une nouvelle image politique, plus près du peuple, plus axé sur son bien-être; de grands espoirs sont véhiculés par sa présence et son identité, car le seul fait qu'il ait la peau plus foncée que ses prédécesseurs interpelle la majorité plus souvent de peau noire alors que l'élite, politique et économique, est habituellement blanche.¹⁴

Les changements proposés sont importants et significatifs pour l'ensemble de la population et, contrairement aux habitudes politiques précédentes, les changements ne sont

⁷ *Ibid*

⁸ Betances, Emilio. R. (1995) « Social Classes and the Origin of the Modern State: The Dominican Republic 1844-1930 ». *Latin American Perspectives*, Vol. 22, No. 20 p. 20-40

⁹ Alfonseca Giner de Los Rios, Juan. (2008) « Escolarizacion y minoras etnicas en la Republica dominicana, 1918-1944 ». *Cuadernos Interculturales*, Vol. 6, No. 11 p. 17-45

¹⁰ Corten, André. « Un mouvement social sans sestinataire » Chapitre in *L'État faible, Haïti et République Dominicaine*, p. 141-165, Montréal, Les Éditions du CIDIHCA, 1989

¹¹ *Ibid*, Knippers Black, p. 57

¹² Duarte, Isis & Rosario Espinal. (2008) *Reformas politicas en America latina : Republica dominicana*, Instituto de Investigaciones Jurídicas UNAM [En Ligne] Biblioteca Jurídica Virtual del Instituto de Investigaciones Jurídicas UNAM : www.juridicas.unam.mx, Consultée le 11 mars 2011, p. 2

¹³ Knippers Black, *op. cit.*, p. 57

¹⁴ *Ibid*

pas seulement avantageux pour les classes sociales bien nanties. Ce nouveau phénomène politique apporte l'espoir d'un changement idéologique vers le centre gauche, plutôt que la droite bien ancrée des régimes trujillistes.¹⁵ Cependant, cette orientation sera corrigée ultérieurement vers une idéologie beaucoup plus néo-libérale, axée sur l'ouverture des marchés. Ces changements tant attendus seront difficiles à réaliser, notamment à cause de la structure étatique partiellement paralysée par l'ancien régime.

Ce travail sera orienté en grande partie par cette perspective d'un appareil bureaucratique partiellement paralysé par l'héritage trujilliste, incapable de répondre, à un certain niveau¹⁶, aux besoins de la population, notamment éducationnels. Cette dimension étatique nous permettra de comprendre comment l'État conçoit et perçoit l'éducation de sa population, selon les classes sociales. Ainsi, il sera possible d'évaluer l'impact de l'État sur le système d'éducation, permettant l'analyse quant aux inégalités sociales et à la polarisation en République dominicaine.

Dans son texte portant sur la globalisation et les politiques éducatives, Bonal¹⁷ décrit les effets qu'a eus le Consensus de Washington sur les institutions académiques latino-américaines. Comme la République dominicaine fut considérée comme étant une bonne élève des institutions économiques internationales, on peut affirmer que l'impact pour l'ensemble de la région, décrit par Bonal, s'applique également à l'État dominicain. Il soutient que le Consensus a eu des effets directs et indirects sur le système éducatif.

Bien entendu, les coupures budgétaires et la réduction des infrastructures ont grandement touché le système d'éducation, ayant comme impacts la fermeture d'écoles, la réduction des budgets et des salaires des professeurs, la décentralisation et la privatisation de certaines institutions. Ces effets directs eurent un impact immédiat sur l'inégalité et la polarisation sociale; en effet, puisque les écoles ont moins de ressources à accorder aux étudiants, la qualité diminue, on note alors plus d'échec et d'abandon, laissant alors ces personnes en marge de la société et dans un cadre de travail informel et précaire. Effectivement, cette reproduction des inégalités est perceptible, notamment puisque les enfants dominicains vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté auront tendance à rester

¹⁵ *Ibid.*, p. 58

¹⁶ Le régime dominicain n'est pas totalement obsolète. Il est en mesure de répondre de manière inégale à plusieurs besoins, mais ils ne sont pas tous comblés.

¹⁷ Bonal, Xavier. « Globalización y política educativa: un análisis crítico de la agenda del Banco Mundial para América Latina ». *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 64, No. 3 (2002), p. 3

dans le cadre informel, puisque l'accès à l'éducation est compromis, ainsi que l'accès à un travail formel et mieux rémunéré.¹⁸

D'un autre point de vue, on constate que, même si le gouvernement actuel de Fernandez tente de se dissocier de l'héritage trujilliste, le président s'affiche ouvertement quant à son orientation idéologique et économique. Le néo-libéralisme et l'ouverture des marchés, parfois de secteurs traditionnellement soumis à davantage de protectionnisme, ou tout simplement régis davantage par l'État, seront soumis aux lois du libre marché, comme le domaine de l'éducation.¹⁹

On peut soulever ici le lien entre les situations macro et micro-politiques et la polarisation sociale puisque les structures de l'État influenceront grandement les facteurs micro-sociaux. Ces mêmes facteurs auront une grande influence sur la capacité d'apprentissage des étudiants. Donc, ce lien politique entre les dimensions macro et micro-politique est important au sein de l'analyse puisque c'est dans ce lien que réside l'avenir des politiques étatiques d'éducation. La manière dont le système d'éducation se bâtit doit prendre en compte les réalités sociales, puisque sinon, les inégalités seront transmises d'une dimension à l'autre, selon les variables mentionnées plus haut : effet d'établissement et inégale distance.

Les effets des changements politiques, idéologiques et économiques au sein de la structure étatique ont nécessairement un impact sur le rendement de l'éducation, au niveau macro-politique et micro-politique. Il est à considérer que la République dominicaine, depuis plusieurs décennies, a subi plusieurs changements politiques majeurs, influençant les structures de l'État et de l'idéologie dominante, ainsi que les processus décisionnels quant à l'éducation nationale. Nous considérons donc que l'étude de la structure de l'État est nécessaire afin de percevoir l'impact micro-politique de l'éducation sur la population et sur la polarisation sociale.

¹⁸ Marchesi, Alvaro. (2000) « Un sistema de indicadores de desigualdad educativa ». *Revista Iberoamericana de Educacion*, No. 23 p. 135-163

¹⁹ Ziffer, Alicia. *Los procesos participativos de planificacion y gestion educativa. La experiencia del Plan Decenal de Educacion en la Republica dominicana*. Buenos Aires, CLACSO, 2005, p. 17 [En ligne] bibliotecavirtual.clacso.org.ar, Consultée le 29 octobre 2010

La décentralisation

La décentralisation est l'une des conséquences de cette ouverture du marché, et, en République dominicaine, elle s'applique à plusieurs secteurs, dont celui de l'éducation. Les impacts, au niveau macro-politique, de la décentralisation auront des effets répercutant sur la dimension micro-politique. La décentralisation sera considérée ici, selon la définition de Mons :

« le transfert de responsabilités, en matière de planification, management, financement et allocation des ressources, du gouvernement central vers des unités locales subnationales publiques ou privées, ces unités pouvant soit être directement placées sous l'autorité du gouvernement, soit disposer d'une autonomie partielle ou totale. »²⁰

Dans le cas de la République dominicaine, ce transfert de responsabilité se fait afin de répondre à un besoin d'alléger les charges étatiques quant à l'éducation.²¹ Dans ce cas-ci, l'État tente de réduire ses charges et ses responsabilités quant à l'éducation et nous verrons en quoi ceci conduit à la reproduction des inégalités sociales, dans le cadre d'un État optant pour une perspective néo-libérale, et ce, autant dans un environnement rural ou urbain, environnements inégaux de par leurs caractéristiques intrinsèques.²² L'État tente, par cette décentralisation, de transférer aux communautés les responsabilités liées à l'éducation en se basant sur l'opinion que les communautés sauront mieux gérer leurs ressources et mieux cibler les besoins locaux.²³

Le point central qui sera soutenu quant à la décentralisation est que cette responsabilisation soudaine engendre la reproduction des inégalités. Effectivement, puisque les communautés moins nanties n'auront pas les moyens et les capitaux, qu'ils soient financiers ou sociaux, afin de rendre leur système d'éducation efficace, ces communautés auront alors un milieu académique faible et moins rentable au niveau des résultats scolaires. En contrepartie, les milieux aisés pourront investir davantage de ressources et rendre leurs

²⁰ Mons, Nathalie. (2004) *Politique de décentralisation en éducation : Diversité internationale, légitimations théoriques et justifications empiriques*, Revue Française de pédagogie, n° 146, p. 41

²¹ Bonals, *loc. cit* p. 10

²² Broccolicho, Sylvain, & Choukri Ben-Ayed & Danièle Trancart. 2006. *Quatrième partie : Transversalité* in *Les inégalités socio-spatiales d'éducation : Processus ségrégatifs, capital social et politiques territoriales*. France, Ministère de l'Éducation Nationale, p.337-422,

²³ *Ibid* & Zajda, Josph. *Decentralisation and Privatisation in Education. The Role of the State*. Springer, Pays-Bas, 2006, p.12

institutions de meilleure qualité. Ainsi, de la décentralisation découleront une baisse de la qualité dans les milieux plus pauvres, et probablement une hausse dans les milieux aisés.²⁴

En plus de la décentralisation, la réduction de la taille de l'État par rapport à l'éducation a contribué grandement à cette baisse de qualité puisque les outils de contrôle ont été sabrés ou amoindris.²⁵ Ces éléments nous illustrent la relation entre la dimension macro-politique et micro-politique puisque la décentralisation, concept englobé par le macro-politique, nous questionne quant à l'inégale distance, concept qui sera établi au sein de la dimension micro-politique.

La structure du système d'éducation

La décision de l'État de structurer son système d'éducation d'une manière ou d'une autre relève de l'idéologie dominante. Ce sont les décisions en matière d'éducation de l'État qui façonnent la structure du système national d'éducation. La décision de rendre l'éducation universelle fut prise par le gouvernement Fernandez, le président souhaitant rendre l'éducation accessible à tous.²⁶

Cependant, dans un rapport évaluant le *Plan Decenal*²⁷ pour le système d'éducation dominicain, l'UNESCO²⁸ constate que les objectifs de ce plan, tels que l'établissement de standards de qualité, un meilleur accès à l'éducation primaire et secondaire couvrant les années 1999 à 2003, n'ont pas ou que partiellement été atteints, et ce, surtout dans les zones rurales ou dans les secteurs pauvres des milieux urbains. Même si l'État permet un accès universel à l'éducation, ce n'est pas automatiquement permettre un accès à des institutions de qualité.

C'est ce que Duru-Bellat²⁹ explique lorsqu'elle parle des inégalités politiques d'accès à l'éducation et des paramètres structurels de l'éducation et de ses politiques. Elle avance que l'universalisation de l'éducation initiale n'est pas nécessairement garante d'une diminution

²⁴ Bonals, *loc.cit.*, p. 11

²⁵ *Ibid*

²⁶ Ziffer, *loc.cit.*, p. 12

²⁷ Le *Plan Decenal* est un document rédigé par le gouvernement dominicain, afin de planifier l'évolution du système d'éducation.

²⁸ UNESCO & IBE, *loc.cit.*, p. 3

²⁹ Duru-Bellat, *loc.cit.*, p. 57

des inégalités puisque les classes sociales ne perdent rien de leurs avantages (comme des écoles plus performantes ayant accès à plus de ressources et mieux structurées), et les classes sociales inférieures ont accès à un système d'éducation qui s'élargit soudainement, diminuant radicalement la qualité de son rendement. De plus, même si les inégalités éducatives diminuent sensiblement, puisque tous ont accès à une certaine acquisition de connaissances, les inégalités sont rattrapées plus loin lorsque les étudiants plus aisés ont accès aux niveaux académiques supérieurs et que les moins nantis doivent cesser leur parcours académique. Cette évolution de l'accès à l'éducation primaire et la subvention de l'éducation des classes sociales supérieures créent une dévaluation des diplômes et reproduisent les inégalités.³⁰

Selon Marchesi³¹, l'éducation ne peut être considérée comme universelle que lorsque l'État offre à tout un chacun un accès égal à des institutions de même qualité; sinon, le système d'éducation tend à la reproduction des inégalités sociales puisque ce ne sont pas tous les individus qui auront accès aux mêmes chances, aux mêmes connaissances, aux mêmes ressources, donc qui n'auront pas accès, par la suite, aux mêmes chances de réussite sociale et économique, aux chances d'acquérir un emploi permettant un niveau de vie plus appréciable.

Il est possible de percevoir, et c'est ce point qui sera étudié lors de ce travail, que malgré les changements et les réformes, ainsi qu'une certaine amélioration quant à l'accès à l'éducation, la structure actuelle du système d'éducation dominicain ne mène pas à une amélioration de l'éducation pour une grande partie de la population dominicaine. Cette analyse sera effectuée en considérant les critères qui seront énoncés à l'instant. Les outils de contrôle et d'évaluation du système d'éducation, des institutions académiques et des professeurs représentent un critère primordial dans l'analyse de l'évolution du système scolaire puisqu'ils permettent de percevoir si cette structure nécessaire à l'amélioration du système d'éducation est perfectionnée. La construction du système d'éducation et de ses composantes représente un autre critère d'analyse pertinent à ce travail puisqu'il permet la compréhension technique de la répartition et de l'utilisation du système d'éducation. L'analyse du critère suivant, soit la formation des professeurs et leurs conditions de travail,

30 Jacinto, Claudia. 1999. *Los jóvenes, la educación y el trabajo en América latina. Nuevos temas, debates y dilemas*. Montevideo, Proyecto : Estrategias de Mejoramiento de la Equidad Educativa en América Latina UNESCO, [En ligne] www.cinterfor.org.uy/public/spanish/region/.../jacinto.pdf, p. 79

31 Marchesi, *loc.cit.*, p. 143

permet la perception de la qualité de l'éducation consentie aux différentes classes sociales. De plus, l'observation de l'existence ou de la pertinence des programmes d'aides étatique, reliée à l'éducation, est également révélatrice quant aux efforts fournis pour que l'éducation nationale soit un succès, tels que des programmes d'aide alimentaire. Le critère analytique suivant est le niveau de l'offre éducative fourni par l'État, soit sa qualité, mais aussi son rendement, en tenant compte des ressources injectées afin de percevoir l'efficacité de ce système, et ce, pour l'ensemble de la population.

La privatisation

La privatisation est ici définie comme la privatisation circulaire des institutions académiques, mais également la valorisation, l'appui et la consolidation des institutions académiques privées par l'État dominicain. En effet, la privatisation au niveau de l'éducation est en partie financée par l'État, mais également par certaines compagnies privées ainsi que par les parents des étudiants fréquentant ces institutions. En République dominicaine, la privatisation des institutions s'est accélérée avec les ajustements structurels, mais également avec le processus de décentralisation et d'accentuation du marché au sein de l'éducation, entamé par le gouvernement Fernandez. La privatisation est un moyen de réduire les charges de l'État, mais également de mettre l'idéologie néolibérale dominante de l'avant. L'accentuation et l'incitation à la privatisation sont également une réponse aux besoins des classes plus aisées afin d'offrir plus de choix d'institutions académiques ainsi que de permettre une variation du modèle académique national alors que les écoles publiques doivent se conformer au modèle érigé par l'État.³²

Mizala³³ démontre que, dans plusieurs pays d'Amérique latine, comme la République dominicaine, ce sont les institutions privées qui ont le plus de ressources et où les élèves réussissent le mieux. Elle avance trois modèles de système d'éducation : le premier, centralisé, où un ministère de l'Éducation s'occupe de la gestion des écoles publiques ayant toutes le même genre de ressources de la part de l'État et les professeurs le même salaire, mais énonce également des normes et régulations pour les écoles privées. Le deuxième

³² Zajda, *op.cit.*, p. 11

³³ Mizala, Alejandra & Pilar Romaguera. (2002) « Equity and Educational Performance ». *Economia*, Vol. 2, No. 2 p. 219-273

modèle est la décentralisation, où les écoles publiques et privées sont incitées à s'améliorer par la compétition et où l'État pousse le domaine de l'éducation vers le marché tout en gardant un certain contrôle et en édictant certaines normes. Le troisième modèle est un système d'éducation complètement tourné vers le marché; les écoles doivent alors construire leur réputation, en ayant des programmes orientés vers les demandes de la population et de bons professeurs; ces écoles doivent alors lutter pour attirer et conserver les élèves ayant les moyens financiers pour payer les frais académiques. Comme les écoles privées ont plus de latitude et davantage de moyens, il est plus facile pour elles de rediriger et modeler leur cursus selon les demandes des entreprises et ainsi attirer plusieurs étudiants voulant accéder au marché du travail.³⁴ Aussi, les écoles privées ont la liberté de culte alors que les institutions publiques doivent être catholiques et doivent promouvoir « l'Être dominicain », soit les valeurs que l'État considère comme faisant partie intégrante d'un bon citoyen.³⁵

Donc, lors de cette étude, l'argument qui sera vérifié est que l'idéologie étatique d'ouverture du marché répond davantage aux besoins des classes plus aisées et accentue la polarisation de la qualité d'éducation promulguée entre les institutions privées et publiques, alors que l'universalisation et la décentralisation de l'éducation nationale ont fait diminuer la qualité des institutions publiques et que la privatisation permet une amélioration et spécialisation des institutions privées. La polarisation s'accroissant entre les institutions reproduira-t-elle les inégalités sociales?

Ces constatations lors de la revue de la littérature permettent d'extraire des concepts et des outils qui serviront la construction du cadre analytique afin de répondre à la question de recherche de base, soit : les politiques et les réformes ont-elles transformé les structures étatiques et éducatives? Ces changements de structure ont-ils permis de changer substantiellement l'effet d'établissement et l'inégale distance pour éviter la reproduction de la polarisation sociale?

Comme mentionnée lors de ce questionnement, l'étude des structures macro-politiques mène à l'étude des structures micro-politiques afin de percevoir si les changements socio-politiques et économiques apportés par Leonel Fernandez ont un impact quant à la

34 Rama, German W. 1994), « Educacion y cambios en la estructura social de America latina ». *Proyecto principal de educacion*, No. 35, p. 15

35 El Congreso Nacional de Republica Dominicana. *Ley organica de educacion de la Republica dominicana*. Ley No. 66-97e, 1997, p. 1-45

reproduction des inégalités sociales, en considérant l'apport important de l'éducation comme avantage comparatif. Ce lien entre les dimensions démontre l'importance de considérer les deux niveaux, et ce, afin d'obtenir un portrait complet de la conjoncture dominicaine quant à l'éducation et à la polarisation sociale.

La dimension micro-politique

Le facteur micro-politique permet l'observation, pour l'ensemble de la République dominicaine, de ce qu'il advient au niveau de l'environnement proche de population touchée par les changements du système éducatif. Les concepts englobés par le facteur micro-politique, soit l'inégale distance et l'effet d'établissement, permettent l'analyse et l'observation de comportements et d'interactions sociales au niveau de l'éducation et de la reproduction des inégalités, et ce, en considérant l'influence de l'État.

La dimension micro-politique évalue les possibilités et les principes régissant les réactions, les répercussions et l'implication de la société relatives à l'objet d'étude et permet la création de liens entre les concepts qui y sont traités. C'est au sein de cette dimension que seront étudiés les liens sociaux avec l'éducation, ce qui permettra aussi de faire le lien avec le facteur macro et d'y associer les paramètres structurels étatiques et d'éducation.

L'effet d'établissement

Alain Léger donne une définition sommaire de l'effet d'établissement: « [...] la valeur ajoutée (ou retranchée) que produit l'établissement fréquenté sur les performances scolaires des élèves [...] ».³⁶ L'effet d'établissement permet donc de percevoir comment la population reçoit l'éducation de la part de l'État et quelles contributions et conséquences l'établissement scolaire et l'éducation dans son ensemble apportent à la communauté. Cet effet d'établissement permet de rendre compte des disparités quant à l'accès à l'éducation, aux inégalités de fréquentation selon l'établissement ainsi qu'aux résultats. Il est ainsi possible

36 Léger, Alain. (2003) « L'effet d'établissement ». *Cours de licence de sociologie, Université de Caen, Centre de Télé-Enseignement Universitaire de l'Université de Caen, France*, p. 47

d'évaluer le rendement selon les établissements en fonction de leur environnement, par exemple, de comparer les rendements entre les écoles publiques d'une région urbaine pauvre versus les écoles publiques d'une région urbaine riche. On peut aussi constater que les inégalités entre établissements vont mener à une inégalité au niveau des chances de réussite des élèves fréquentant ces différentes institutions scolaires.

Le concept d'effet d'établissement regroupe plusieurs indicateurs relatifs à l'institution académique où évoluent les étudiants. Ces indicateurs sont :

- La situation géographique
- Les ressources reçues de l'État et de l'environnement et la capacité d'utilisation de ces dernières
- La capacité de mobilisation de la population,
- Le type de clientèle de l'institution ainsi que leur provenance ou le nombre d'étudiants par classe.

Selon Duru-Bellat,³⁷ la situation géographique et le climat social influent grandement sur les réussites académiques des étudiants. L'environnement de l'école détermine si le climat est favorable ou non à l'apprentissage. Dans un milieu où la pauvreté est grande et où la violence ou les conflits sont fréquents, l'environnement académique sera donc moins propice à l'apprentissage, créant ainsi des préoccupations supplémentaires.

Certaines régions éloignées des centres urbains et les quartiers pauvres des grandes villes ont moins d'institutions et elles sont de moins bonnes qualités.³⁸ En zone rurale, les ressources et les services étatiques sont moins disponibles et le nombre d'institutions primaires oblige certains enfants à marcher sur une distance considérable pour pouvoir assister aux cours.

Les inégalités territoriales, provoquées par le poids des politiques, sont, la plupart du temps, significatives d'inégalités en éducation.³⁹ Comme les infrastructures sont primaires dans certaines zones rurales, les établissements scolaires sont parfois démunis d'accès à l'eau

37 Duru-Bellat, *loc. cit.*, p. 51

38 Canals, Yanet. 2006. *Informe de progreso educativo Republica dominicana*. Santo Domingo, PREAL & EDUCA, p. 1-44 [En ligne]

http://www.preal.org/Biblioteca.asp?Id_Carpeta=270&Camino=63|Preal%20Publicaciones/262|Informes%20de%20Progreso%20Educativo/270|Informes%20Nacionales, p. 6

39 Broccolicho, *loc. cit.* p. 398

ou à l'électricité⁴⁰ et, avec la décentralisation, la redistribution des ressources vers les milieux ruraux est moins efficace puisque ces petites communautés n'ont pas assez d'impact et d'influence afin de recevoir les ressources nécessaires.⁴¹ Selon Fernandes, l'inégalité territoriale, soit le fait d'étudier dans un milieu rural, est ce qui désavantage le plus les étudiants, plus encore que l'origine sociale ou de classe.⁴²

En zone urbaine, les institutions se retrouvent dans un milieu surpeuplé, où la violence est grande et où la discrimination est plus accentuée.⁴³ Les établissements sont donc dans un environnement beaucoup plus turbulent, entraînant une difficulté de plus dans l'environnement social des étudiants.

Les ressources financières matérielles et humaines attribuées aux écoles ont une conséquence sur l'effet d'établissement. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte : la qualité des professeurs disponibles et engagés, ainsi que la qualité de leur formation; la qualité et l'abondance des ressources matérielles ainsi que les ressources financières pour acquérir ce matériel; les ressources attribuées à l'entretien de l'édifice accueillant les étudiants sont des facteurs influents sur la qualité des services rendus à la population. Ces ressources et la manière dont elles sont utilisées par les établissements peuvent aider à comprendre l'effet d'établissement et à dégager des informations pertinentes pour l'analyse du sujet.

Au sein des régions plus riches, les communautés ont tendance à s'impliquer davantage auprès des écoles et à faire en sorte que l'utilisation des ressources soit maximale.⁴⁴ Le capital social des classes supérieures favorise la préoccupation commune vis-à-vis des performances des institutions académiques locales. Dans les milieux plus pauvres, les réseaux sociaux sont moins forts quant à l'éducation et les personnes ont moins de temps à consacrer à la mobilisation communautaire reliée à l'institution scolaire.⁴⁵

Pour Broccolichio et Canals, les communautés les plus pauvres auront moins la capacité de faire valoir leurs maigres ressources et les communautés riches auront les moyens

40 Resendiz, Francisco. 2006. « Crecimiento económico, pobreza y desigualdad ». In *Informe sobre la pobreza en la República dominicana: Logrando un crecimiento económico que beneficie a los pobres*, Santo Domingo, Banco Mundial & Banco Interamericano de Desarrollo, p. 12

41 Bonal, *loc.cit.* p. 11

42 Cireno Fernandes, Danielle & Jorge Alexandre Neves. (2010) « Urban Bias in Development and Educational Attainment in Brazil ». *The Journal of Developing Areas*, Vol. 43, No. 2, p.278

43 Pomeroy, Carlton & Steve Jacob. (2002) « From Mangos to Manufacturing : Uneven Development and its Impact on Social Well-Being in the Dominican Republic ». *Social Indicator Research*, No. 65 p. 73-107

44 Broccolichio, *loc.cit.* p. 398

45 *Ibid*

d'appuyer et d'assister les structures scolaires afin que les enfants reçoivent une meilleure éducation. Ainsi, les politiques macros qui divisent les sociétés au niveau scolaire, en permettant une décentralisation, donc des structures scolaires différentes, seront inégales puisque les communautés ne sont pas en mesure de fournir le même soutien. Les écoles sont donc polarisées selon l'implication communautaire et ne permettent pas aux étudiants d'avoir des chances égales de réussite. Ainsi, la polarisation sociale sera accrue, considérant l'approfondissement des différences à fournir des ressources aux établissements académiques.

L'inégale distance

Le concept d'inégale distance est défini par la distance entre les classes, représentée par les acquis sociaux et les ressources disponibles, les différences entre les revenus, les chances de réussite et d'accès à l'emploi et aux ressources, ou encore la différence à l'accès à un environnement propice pour l'éducation des enfants. Le concept d'inégale distance regroupe les facteurs qui, culturellement, économiquement ou encore au niveau familial, alimentent la reproduction des inégalités au niveau de l'éducation :

- Les origines sociales
- Le milieu familial, le niveau d'éducation et la sensibilisation à l'éducation
- L'accès aux ressources et le travail.

Le concept traite des inégalités sociales et de leur répercussion sur les inégalités éducatives, l'inégalité d'accès à la réussite académique.

Duru-Bellat⁴⁶ parle des différences d'origines sociales, du niveau d'éducation des parents et de leur implication auprès de leurs enfants, de l'accès aux ressources, qu'elles soient financières ou matérielles, appuyant la réussite, ou encore de la capacité des parents à choisir l'institution académique. L'inégale distance regroupe les différences qui influent sur la réussite scolaire ou le comportement des enfants en classe, bref, les qualités cognitives du quotidien qui favorisent ou non cette réussite, comme la nutrition, l'environnement, le milieu familial, l'état de santé, les conditions de vie en générale, qui sont généralement en lien avec

46 Duru-Bellat, *loc.cit.* p. 51

les politiques et les programmes du gouvernement en place. Selon Duru-Bellat, l'inégale distance se situe entre les niveaux sociaux, c'est-à-dire que ce concept retrouve ses bases dans les différences entre les classes sociales, les inégalités qui provoquent une distance de choix, de chance, de possibilité. Avant même d'entrer à l'école, les enfants n'ont pas les mêmes ressources, donc, ils n'ont pas les mêmes chances d'apprentissage. Ainsi, les enfants, en débutant leur parcours académique, ne partent pas tous sur le même pied d'égalité au niveau des ressources leur étant accessibles.

Aujourd'hui, les origines sociales importent toujours beaucoup et tendent à contribuer à la reproduction des inégalités et à la pauvreté en République dominicaine. Selon Howard, les origines sociales et la couleur de la peau hiérarchisent la société dominicaine, et ce, depuis longtemps. La violence et la discrimination raciale sont présentes dans toutes les sphères de la société. Howard soutient que la construction identitaire en cours depuis si longtemps contribue à la hiérarchisation et à la méritocratie raciale, qui facilitent l'accès à de meilleurs postes pour les personnes à la peau plus pâle au sein de la population, population qui accepte relativement bien cette catégorisation selon la couleur.⁴⁷

La perception de l'éducation par le milieu familial, le taux de chômage élevé menant les enfants vers le travail informel ainsi que le niveau d'éducation des parents influent également sur l'inégale distance. De manière générale, le niveau d'éducation diminue selon le niveau de pauvreté.⁴⁸ Le milieu familial, le niveau d'éducation des parents et leur sensibilisation à l'éducation contribuent à la réussite académique des enfants. Un milieu familial pauvre, où les parents ont peu de moments libres pour s'occuper du développement académique de l'enfant favorise moins la réussite académique qu'un milieu familial riche, où les parents ont soit plus de temps ou plus de ressources à octroyer à leurs enfants.⁴⁹ La situation familiale de pauvreté peut conduire les parents à sacrifier l'éducation de l'enfant pour obtenir un revenu de plus, selon Diaz Rios.⁵⁰

⁴⁷ Howard, David. (2007) « Development, Racism, and Discrimination in the Dominican Republic ». *Development in Practice*, Vol. 17, No 6, p. 729

⁴⁸ Jacinto, *loc.cit.* p. 81

⁴⁹ Marchesi, *loc.cit.* p. 143

⁵⁰ Diaz Rios, Claudia Milena. (2006) « Trabajo, familia y desigualdad : La educacion en las estrategias familiares frente a la crisis de la relacion laboral ». Programa Regional de Becas CLACSO, Buenos Aires, Argentina. 2006. p. 1-31, [En ligne] <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/becas/2005/2005/trabjov/diaz.pdf> Consultée le 7 octobre 2009

Selon Billings,⁵¹ l'implication des parents dans l'éducation des enfants est primordiale pour leur réussite académique. Des parents ayant un faible niveau d'éducation, ou étant analphabètes, ne seront pas en mesure d'appuyer l'évolution scolaire des enfants, et de ce fait réduiront leurs chances de réussite.

La dimension micro-politique soulève la question de l'implication de l'État auprès des institutions, des classes sociales et des familles et celle de l'impact sur la reproduction des inégalités. Les conjonctures sociales et économiques influent grandement sur les résultats et performances académiques des étudiants et accentuent la polarisation sociale puisque les étudiants, à cause de l'effet d'établissement et de l'inégale distance, ne réussissent pas tous de la même manière. Les inégalités d'apprentissage sont grandes, ne leur permettant pas de se sortir de la pauvreté, reproduisant les inégalités. Les liens entre les perspectives macros et micros seront à développer davantage lors des analyses puisque plusieurs éléments sont interreliés et que les liens seront plus clairement explicités à ce moment. Il est toutefois possible, à plusieurs niveaux, de créer des liens entre ces deux aspects du cadre analytique se dessinant.

Les sources et la méthodologie

Ce travail comporte plusieurs aspects qui, mis en relation, permettront de répondre à la question de recherche. Afin de soutenir cette démarche, le cadre analytique ainsi que l'argumentation, plusieurs sources sont utilisées.

La majeure partie des sources provient d'articles scientifiques. Plusieurs des articles proviennent de revues traitant globalement de science politique, mais également de sciences de l'éducation et de sociologie. Ces revues et articles sont en partie d'origine latino-américaine, mais également étatsunienne, française et québécoise.

Certains documents primaires sont également issus d'organisations internationales exposant diverses conjonctures au niveau de l'éducation ou de la République dominicaine. Ces organisations sont, pour n'en nommer que quelques-unes, l'UNESCO, l'OIT, la CEPAL

⁵¹ Billings, Elsa S. (2009) « El alfabetismo y las familias latinas: A Critical Perspective on the Literacy Values and Practices of Latino Families With Young Children ». *Journal of Latinos and Education*, Vol. 8, No. 4, p. 252-269.

et l'Organisation des États Ibéroaméricains pour l'Éducation. D'autres sources primaires sont tirées de documents officiels, comme les projets de lois et de réformes en République dominicaine, ainsi que des rapports et projets publiés par le gouvernement dominicain et ses instances.

Afin de rédiger ce travail, la méthodologie utilisée et les techniques d'analyse seront surtout basées sur une analyse qualitative de la littérature. Le cadre analytique développé plus haut sera utilisé et appliqué aux réalités dominicaines et aux faits rencontrés lors des lectures et des recherches. Le cadre analytique sera la base de la recherche et de l'analyse afin de vérifier si les politiques actuelles du gouvernement dominicain sont susceptibles d'influencer les inégalités sociales nationales. Il sera donc impératif de percevoir si les aspects micro-politiques influençant les politiques du gouvernement Fernandez sont axés davantage vers l'un ou l'autre des concepts de la dimension micro-politique. De plus, il sera nécessaire de percevoir l'influence qu'on les dimensions politiques entre elles, et quels sont les rapports qui en résultent. Nous tenterons de résoudre ce paradoxe, ce cycle d'application des changements politiques et de leurs répercussions.

Il sera aussi essentiel de percevoir l'impact des politiques de l'éducation sur les facteurs macro-politiques. Afin de valider la démonstration de l'influence des politiques d'éducation sur la reproduction des inégalités sociales en République dominicaine, ce cadre analytique sera appliqué aux conjonctures dominicaines provenant des textes scientifiques contenus dans la revue de la littérature.

Le cadre analytique

Dans cette section sera synthétisé le cadre analytique afin d'être en mesure d'appliquer une ligne directrice à l'analyse des données sur l'éducation et la polarisation sociale en République dominicaine.

La dimension macro-politique

Afin de bien orienter la recherche et de percevoir comment la conjoncture politique, sociale et économique s'est construite, la dimension macro-politique est donc la première partie qui sera abordée. L'histoire politique, économique et sociale et la construction de l'État dominicain et de la culture dominicaine ont un impact toujours influent aujourd'hui et c'est en partie ce qui sera considéré pour la dimension macro-politique. La construction de l'État et de la culture dominicaine, ainsi que son évolution sont des caractéristiques inhérentes à la réalité actuelle, et sont des éléments importants dans la constitution du système d'éducation de chaque société.

L'historique, constituant la première étape de cette recherche, permettra de démontrer qu'aujourd'hui, les paramètres structurels de l'État et l'idéologie dominante construisent les éléments et structures qui façonnent la vie sociale et politique dominicaine, ainsi que les aspects économiques. L'idéologie dominante et les paramètres structurels, tels que la hiérarchie décisionnelle et l'état de la bureaucratie, ainsi que les objectifs étatiques politiques et économiques, façonnent, entre autres, le système national d'éducation (nationale) ou les structures d'aides à la population. Dans le cas de la République dominicaine, la décentralisation est un point important dans la considération de la mise en place des structures dans la société.

Le système national d'éducation, structuré par l'État, est la seconde étape de ce chapitre à considérer dans l'étude de cas de la reproduction des inégalités via l'éducation. Le système d'éducation est la structure organisant le service d'éducation pour la population et si ce système est construit par un État ayant une idéologie ouverte ou plutôt protectionniste quant au marché, cela aura un impact différent, selon l'orientation. Un des impacts en République dominicaine est la privatisation menant à une différente voie pour l'éducation nationale.

La dimension micro-politique

Le lien entre les deux parties du mémoire est structurel. Il permet de suivre logiquement l'impact des changements du gouvernement Fernandez jusqu'au sein de la population, via

l'éducation. Ainsi, il est possible de dégager le niveau de polarisation sociale résultant de l'interaction entre l'État et la population, en considérant le service d'éducation.

Au sein de la dimension micro-politique se retrouvent l'effet d'établissement et l'inégale distance, qui sont deux aspects démontrant les répercussions de ces décisions macro-politiques. Ces deux concepts seront utilisés afin de percevoir comment un établissement scolaire, dans un milieu défini, ayant des ressources données, peut influencer les résultats académiques et la réussite des étudiants fréquentant cet établissement. Ceci étant dit, cette influence de l'établissement scolaire a un impact sur la réussite, mais aussi sur la perception de l'éducation dans ce milieu, ainsi qu'un impact sur l'avenir et l'accès au marché du travail de ces étudiants.

Afin d'examiner l'effet de ce concept en République dominicaine, plusieurs sources statistiques telles que le PIB et le pourcentage attribué à l'éducation, l'indice de développement humain et le coefficient de Gini seront utilisées. Des sources statistiques provenant également de l'État dominicain et d'institutions internationales comme l'IPEC et l'IBE, certaines organisations spécialisées de l'ONU ou d'ONG internationales, portant sur les niveaux de pauvreté, de polarisation sociale, culturelle ou économique, ainsi que des sources statistiques provenant de plusieurs organisations, comme l'Organisation des États Ibéroaméricains pour l'Éducation, fournissant des données sur l'état des structures académiques et des résultats des étudiants, seront utilisées. Aussi, des textes de sources primaires et secondaires seront utilisés. Comme l'effet d'établissement représente un lien logique entre la dimension macro et micro-politique, les établissements scolaires sont soit sous la tutelle de l'État ou ont été la cible de la décentralisation ou de la privatisation, deux actions sous la responsabilité de l'État, mais qui ont un effet direct sur les populations; il est nécessaire d'étudier ce phénomène afin de répondre aux questions préalables.

L'inégale distance sera observée de la même manière. Comme ce concept représente la distance sociale entre les classes, plusieurs textes abordant les problèmes de polarisation en République dominicaine ainsi que les problèmes raciaux seront utilisés afin de démontrer comment l'inégale distance peut nuire à la réussite académique des étudiants, comme les origines sociales, le milieu familial, le niveau d'éducation et la sensibilisation à l'éducation ainsi que l'accès aux ressources et le travail. L'inégale distance est liée à l'effet d'établissement, ces deux concepts se complètent et se rejoignent de plusieurs manières, mais

ce travail ne sera pas l'endroit où seront démantelés les liens entre ces dimensions, et ce, par souci d'espace. Cependant, il est facile de nommer les liens entre le macro et le micro-politique quant à l'inégale distance puisque cette distance sociale est en grande partie causée par les paramètres structurels de l'État ainsi que la décentralisation et la privatisation. Ce concept est donc révélateur quand il s'agit d'étudier la reproduction des inégalités sociales au sein d'une société, via la qualité de l'éducation transmise aux différentes classes sociales.

Dans la suite de ce travail, l'effet d'établissement et l'inégale distance feront l'objet d'un chapitre, afin de rendre explicite le lien direct et profond les unissant et révélant la condition actuelle du système d'éducation dominicain, et ce, au quatrième chapitre. Dans la partie suivante, il sera donc question de la dimension macro-politique et de son impact sur la dynamique éducationnelle dominicaine.

CHAPITRE 2

LA DIMENSION MACRO-POLITIQUE

Dans ce chapitre, il s'agira de cerner l'influence des politiques du gouvernement Fernandez sur la dimension macro-politique présentée plus tôt. Comme les dimensions macro-politique et micro-politique sont liées par plusieurs facteurs, il est difficile d'affirmer quelle dimension est la base de l'autre. Il sera plutôt considéré ici que les deux sont inhérentes l'une à l'autre, mais pour une question pratique et logique, la dimension macro-politique sera illustrée en premier puisque l'objet de l'étude est de percevoir les impacts des politiques du gouvernement Fernandez sur l'éducation et la polarisation sociale.

Cette dimension macro-politique, représentée par les paramètres structurels de l'État ainsi que ceux du système d'éducation, permettra d'établir la relation avec la dimension micro, ainsi que la relation entre politique, éducation et polarisation sociale. Afin de hiérarchiser cette dimension, les paramètres structurels de l'État dominicain seront identifiés, pour faire suite à la structure du système d'éducation. Ces deux paramètres permettront de répondre à une partie de la question de départ.

Les paramètres structurels de l'État dominicain

Dans toutes nations, le système d'éducation est nécessairement influencé par la structure de l'État. Que ce soit positivement ou négativement, il est impossible de nier l'impact des décisions précédentes, surtout lorsque l'on considère que parfois, dans tous systèmes, l'application des décisions peut se faire lentement. La structure bureaucratique, l'idéologie et son application influencent aussi les structures académiques puisque ce sont ces structures qui attribuent les ressources au système d'éducation ou qui décident d'appliquer des concepts idéologiques et économiques aux institutions académiques, comme la décentralisation. Les prochaines sections définiront et expliqueront l'impact de ces aspects sur l'éducation et la polarisation sociale en République dominicaine.

L'histoire dominicaine

L'histoire dominicaine foisonne d'événements perturbateurs. Plusieurs périodes ont laissé place à une structure étatique actuelle plutôt faible. C'est en retraçant ces périodes de l'histoire qu'il sera possible d'établir que le gouvernement actuel, celui de Leonel Fernandez, a eu de la difficulté à établir des changements et à faire en sorte qu'ils se répercutent sur la société dominicaine, dû à cette structure étatique faible. Ce retour en arrière se fera à partir des années 1850, par souci d'espace, considérant que les événements précédents, même s'ils sont capitaux dans l'histoire dominicaine, peuvent être écartés de la démonstration actuelle.

L'influence extérieure

Tout d'abord, vers le milieu du 19^e siècle, la République dominicaine se trouve dans une situation bien particulière. Haïti a acquis son indépendance depuis quelques décennies, et les Haïtiens ont longtemps été à la tête de régimes autoritaires du territoire dominicain, dominant les populations dominicaines.⁵² Puisque les énergies sont concentrées vers plusieurs guerres d'indépendance en République dominicaine, les structures étatiques ne sont pas

⁵² Betances, *loc.cit.* p.20-40

développées. Suite à l'indépendance à l'égard d'Haïti, les rôles et l'administration du territoire sont plutôt remises dans les mains de l'Espagne. Les précédentes guerres et les fortes influences des caudillos locaux n'ont pas permis l'éclosion d'une bourgeoisie nationale, mais ont plutôt permis l'évolution d'une branche militaire forte.⁵³ Cependant, le manque d'investissement de l'Espagne relance la vague indépendantiste et la souveraineté sera acquise en 1865.

Suite à cette indépendance, les conflits entre caudillos, régnant sur différentes parties du territoire, ainsi qu'un chef de gouvernement plutôt despotique, Ulise L'Heureaux, empêcheront la création d'une structure étatique solide. L'Heureaux, percevant le manque de cohésion entre les régions et une petite bourgeoisie locale naissante, ainsi que le grand potentiel économique d'une éventuelle industrie sucrière, laissa entrer l'investissement étatsunien.⁵⁴

La bourgeoisie locale fleurissante fut incapable de survivre à l'industrie étatsunienne et à ses moyens techniques. Cependant, l'industrialisation du secteur sucrier permit la mise en place de plusieurs infrastructures, mais non d'une bourgeoisie locale capable de prendre les rôles du pays. L'internationalisation de l'industrie sucrière n'a pas aidé la cause locale puisque le pays accumulera une grande dette et plongera le gouvernement L'Heureaux en crise, jusqu'à son assassinat en 1899, par la petite bourgeoisie locale.⁵⁵

La faible intégration nationale laisse la porte grande ouverte pour l'interventionnisme étatsunien. Dans les domaines politique et économique, par exemple, ils s'acquitteront de la gestion des douanes et des frais s'y rapportant. Ils iront même jusqu'à freiner les développements d'infrastructures édifiées par le nouveau gouvernement en place puisqu'ils vont à l'encontre des intérêts étatsuniens.⁵⁶ Donc, l'État dominicain reste faible et n'a pas le loisir de se développer. Puisque les infrastructures politiques sont instables et que la conjoncture économique fait place à beaucoup d'incertitudes, les Étatsuniens, en 1916 prendront charge des dettes de la République dominicaine. Le pays deviendra un semi-protectorat étatsunien et ces derniers introduiront les marines sur le territoire suite à la menace de Wilson en 1914.⁵⁷

⁵³ *Ibid*

⁵⁴ *Ibid*

⁵⁵ *Ibid*

⁵⁶ *Ibid*

⁵⁷ *Ibid*

Les États-Unis s'occupant des finances et de la sécurité de l'État, la bourgeoisie locale est encore une fois éclipsée, incapable de s'imposer sur la scène politique, de prendre le contrôle du pays et de mettre les intérêts nationaux ainsi que ceux de la population de l'avant. La République dominicaine n'aura donc pas de gouvernement national fort qui aurait pu réussir à mettre en place un État appuyant la population locale. En 1916, malgré leur présence accrue, les États-Unis craignent pour leurs investissements et réussissent à mettre sur pied un gouvernement militaire, favorisant les industriels étatsuniens oeuvrant dans le sucre et augmentant la dépendance économique envers les États-Unis, puisque la majeure partie de la production y est exportée. Les structures étatiques visant la population sont quasi inexistantes.⁵⁸

Cependant, les quatorze points de Wilson donneront les moyens de pression suffisants à la petite bourgeoisie et à l'élite blanche, surtout militaire, afin de demander le retrait des marines étatsuniens du territoire dominicain.⁵⁹ Néanmoins, durant leur présence, les marines ont formé et renforcé la branche militaire, qui déjà à l'époque était la plus forte en termes de pouvoir.⁶⁰ Des élections seront organisées et un nouveau président sera élu. L'État dominicain commence à reprendre un peu plus d'ampleur et, suite à cette élection, il y aura peu à peu, une reconstruction des structures étatiques dominicaines. Par contre, en 1930, un coup d'État sera organisé, appuyé par les États-Unis. Celui prenant alors la tête de l'État, un jeune Général de brigade, nommé Rafael Leonidas Trujillo Molina, a été formé par les marines, y recevant l'éducation libérale étatsunienne.⁶¹

Cette période mouvementée de l'histoire de la République dominicaine démontre comment les bases politiques et les infrastructures de l'État ont été difficilement mises en place, mais surtout, que la bourgeoisie et l'élite locale ont peu de place dans l'érection d'un État fort, axé sur le bien-être de la population locale. Il s'agit plutôt d'un État construit sur des bases et infrastructures destinées à favoriser les intérêts des influences extérieures. Ce manque de structure et cette faiblesse de l'État se refléteront dans les décennies à suivre, et laisseront tout le loisir à Trujillo de le modeler à sa manière. Aujourd'hui, en République dominicaine, les bases et les liens historiques avec les États-Unis sont encore très présents, et

⁵⁸ Capdevila, Lauro. *La Dictature de Trujillo. République Dominicaine 1930-1961*, « Horizons Amériques Latines ». Paris, L'Harmattan, 1998, 303 p., p. 1-25

⁵⁹ *Ibid*

⁶⁰ Betances, *loc.cit.* p. 28

⁶¹ Capdevila, *op.cit.* p. 47

façonnent toujours les échanges économiques et la manière de gérer l'économie nationale. L'idéologie libérale de l'époque, est aujourd'hui néo-libérale, et a orienté de nombreuses prises de décisions menant à la reproduction de la polarisation sociale, tout au cours de l'histoire dominicaine.

Trujillo

Trujillo, ayant eu rapidement une carrière militaire fructueuse, provenait d'une famille de petits commerçants et de paysans. Ayant reçu peu d'éducation, sa rapide ascension au pouvoir démontre une forte volonté de la part du jeune homme.⁶²

Trujillo forma un gouvernement raciste et répressif, axé sur la personne du dictateur, sans développer les infrastructures nécessaires pour que la société dominicaine se développe convenablement. Il est possible de comprendre le manque de ressources attribuées à la population, mais également la répartition territoriale inégale de ces ressources, l'intérêt étant concentré vers la Capitale, Santo Domingo, renommée Ciudad Trujillo, là où réside la majorité de l'élite blanche.⁶³

Il y aura également, durant cette période, une vaste et rapide urbanisation, mais la mise en place d'infrastructures ne suivra pas le même rythme. Il est possible de tirer de ces informations que Trujillo se concentrera sur des projets d'infrastructures appuyant l'élitisme blanc, alors que la majorité de la population, à cette époque et encore aujourd'hui, est noire. C'est d'ailleurs sous son règne que s'amplifiera également le climat de violence et de racisme encore très présent aujourd'hui envers les Haïtiens, mais également, tout simplement, un racisme marqué.⁶⁴ Cette concentration sur l'élite blanche et son exacerbation aura pour effet de concentrer les infrastructures de l'État et leur utilisation vers un seul groupe minoritaire de la population. Il est possible d'en conclure que cette utilisation de l'État était donc limitée et les bases d'un État au service de l'ensemble de la population ne furent pas fondées durant cette période.

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Turits, Richard Lee. (2002) « A World Destroyed, A Nation Imposed: The 1937 Haitian Massacre in the Dominican Republic ». *Hispanic American Historical Review*, Vol. 82, No. 3, p. 589-635

Lors de ses 31 années au pouvoir, Trujillo coupera, tout au long de sa présidence, dans les services à la population déjà maigres; il est possible d'illustrer cette situation par une image frappante : plus de 75 % de la population est analphabète, et le régime renforcera le pouvoir et les structures des forces armées et tentera de rembourser la dette contractée précédemment, plutôt que de remédier à cette situation sociale. Cette utilisation des forces armées est justifiée par le projet de dominicanisation du pays, c'est à dire, une population plus blanche ainsi qu'un retrait de la population haïtienne.⁶⁵ Dans le même ordre d'idée, les projets de Trujillo pour l'éducation nationale sont relatifs à la construction identitaire dominicaine et à l'implantation des valeurs du régime trujilliste. Il utilise les institutions académiques à des fins de propagandes et de contrôle et la région frontalière sera une cible de choix puisque c'est le point d'entrée des Haïtiens. L'État y construit plusieurs écoles afin de dominicaniser la frontière et stopper l'influence de la culture haïtienne alors que l'accent mis sur l'éducation et la création d'écoles n'est pas aussi important ailleurs dans le pays.⁶⁶

Il y aura aussi, sous son règne, plusieurs épurations de la bureaucratie, le chef ne veut pas des fonctionnaires nécessairement efficaces, mais plutôt dociles et s'identifiant au même courant de pensée, à la même idéologie que Trujillo propage⁶⁷, soit celle basée sur sa personne et son pouvoir ainsi que sur l'édification de la « race » dominicaine. Cette manière de faire mènera à une structure étatique paralysée par les volontés du leader et une utilisation des infrastructures de l'État à des fins personnelles et idéologiques. De plus, comme les fonctionnaires et les bureaucrates en place sont ceux qui soutiennent le régime dictatorial, cette lourde bureaucratie nourrit la propagande trujilliste et reçoit en retour les promesses d'une vie plus facile.⁶⁸

L'ère de Trujillo aura marqué la société dominicaine, et ancré profondément les différences entre classes sociales et les inégalités politiques, économiques et sociales. Ces inégalités et les manières de faire les engendrant seront transmises aux prochains régimes. C'est pour ce la qu'il a sembler important de faire état des événements politiques et économiques précédants son régime, ainsi que de tracer un portrait global de sa longue domination de l'État dominicain. Sous son régime autoritaire, la polarisation sociale s'est

⁶⁵ *Ibid*,

⁶⁶ Capdevila, *op.cit.* p. 45

⁶⁷ *Ibid*, p. 89

⁶⁸ *Ibid*

précisée et exacerbée, et l'éducation fut sabrée, il est possible de constater que les événements historiques n'ont pas aidé à développer une société axée vers l'égalité. La prochaine partie illustrera la succession confuse du trujillisme.

La continuation du trujillisme

Suite à l'assassinat de Trujillo en 1961, plusieurs tentatives de démocratisation et plusieurs coups d'État eurent lieu, et ce, jusqu'en 1966 quand Balaguer est élu. Une guerre civile l'avait éloigné du pouvoir entre 1962 et 1966, alors qu'il s'exila aux États-Unis. Durant cette période, et ce, jusqu'à l'accession au pouvoir de Balaguer, le pays est de nouveau sous le protectorat étasunien, c'est-à-dire que le pays était dirigé par les États-Unis, puisque l'instabilité politique menaçait l'économie dominicaine et étatsunienne. L'élection apparaît clairement frauduleuse, mais la population, après ces années de turbulences, a envie de croire à la promesse de tranquillité que propose Balaguer.⁶⁹

Balaguer, homme de main de Trujillo, occupa plusieurs postes importants au sein de l'État dominicain. Il sera en poste jusqu'en 1978. S'inscrivant dans la tradition trujilliste, il n'édifiera pas beaucoup de structures servant la population, mais plutôt l'élite. En effet, Balaguer est aussi élitiste et raciste que Trujillo. Il renforcera également la branche militaire et suite, à la contestation étudiante, résultat de la fermeture de nombreuses écoles et universités, il fera entrer l'armée dans les écoles au début de l'année 1978.⁷⁰

Durant ce premier mandat, il n'y aura pas beaucoup de changements positifs, mais plutôt une continuation de l'idéologie trujilliste et la polarisation sociale s'accroîtra grandement.⁷¹ La pauvreté rurale et urbaine est grande, mais la situation rurale est davantage préoccupante, puisqu'il n'y a aucune infrastructure et Balaguer ne les développera pas. Aussi, les paysans n'ont que très peu de terres puisqu'elles appartiennent majoritairement aux grands industriels étatsuniens.⁷² Le premier mandat de Balaguer n'apporte donc pas de force aux structures étatiques, mais plutôt le contraire.

⁶⁹ Knippers Black, *op.cit.* p. 15-40

⁷⁰ *Ibid.*, p. 50

⁷¹ *Ibid.*, p. 57

⁷² *Ibid.*, p. 59

Cependant, une différence majeure entre Trujillo et Balaguer est la tenue d'élections, même si elles sont trafiquées. Néanmoins, en 1978, suite à des élections mouvementées et la pression de la part des États-Unis de faire respecter le résultat, Balaguer est remercié.⁷³

Durant quatre ans, Antonio Guzman prend le pouvoir et malgré quelques tentatives de remettre le pays sur pied, le pays est décimé par un ouragan qui entrainera une crise économique en 1979.⁷⁴ Guzman rapprochera également davantage le pays des intérêts étatsuniens, alors que Trujillo et Balaguer ont déjà créé de fortes relations, elles seront intensifiées. Bref, ces quatre années ne seront pas non plus un moment fort quant à la fortification des institutions étatiques. En utilisant contre lui les échecs de Guzman, Balaguer réussira à redorer son image, mais n'emportera pas les élections de 1982 et ce sera plutôt Salvador Jorge Blanco, représentant le PRD.⁷⁵ Ce dernier séduit la population avec des programmes plus axés vers le bien-être social. Cependant, les impacts de la crise économique, de l'accumulation de dettes et la conjoncture internationale de l'époque mèneront Blanco à appliquer le Plan d'ajustements structurels du FMI et de la Banque mondiale.

Sans revenir sur les moyens austères de ces institutions internationales, les impacts en République dominicaine seront grands : les rares compagnies étatiques seront fermées, la taille de l'État considérablement réduite, la dépendance aux États-Unis accrue, en plus de l'abolition des droits de douane dans plusieurs domaines. En un an, les prix de la nourriture ont augmenté de plus de 200 %, les salaires ont diminué, en plus d'un taux de chômage qui s'est accru sans cesse. Tous ces événements mèneront aux émeutes de la faim en 1984.⁷⁶

Comme le note Corten, ces émeutes n'ont rien donné puisqu'elles n'avaient pas de destinataire. Corten en vient à ces conclusions puisque l'État faible n'était pas en mesure de répondre aux besoins et exigences du peuple, considérant la fragilité de l'institutionnalisation étatique.⁷⁷ Blanco, qui voulait au départ tenter de changer la politique dominicaine et de construire des institutions permettant une amélioration sociale, n'a que perpétué la faiblesse de l'État dominicain et ancré davantage l'idéologie néo-libérale.

⁷³ *Ibid.*, p. 52-56

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ Corten, (1989) *op.cit.* p. 141-166

Balaguer reviendra au pouvoir en 1986 et poursuivra dans la même vague que son premier mandat.⁷⁸ Le seul changement sera la mise sur pied des grands travaux d'infrastructures en milieu urbain, donnant momentanément de l'emploi afin de répondre à la crise précédente, mais augmentant ainsi l'urbanisation.⁷⁹ Il développera également en partie le secteur public et les zones franches, mais aucun système de représentation ne sera édifié, la démocratisation ne sera pas une priorité.⁸⁰ En soi, les années post-Trujillo n'ont pas permis l'édification d'une structure étatique solide et ont renforcé la dépendance aux États-Unis ainsi que l'idéologie néo-libérale. Il est donc possible d'affirmer que l'État dominicain est resté faible et la continuation de l'esprit trujilliste a paralysé l'État et la population dominicaine. Les décisions administratives se font arbitrairement par la personne de Balaguer et le système bureaucratique est plutôt un appareil de façade de légitimation.⁸¹

En 1994, des élections sont trafiquées et il reste au pouvoir, mais les pressions de toutes parts issues de la population, mais aussi de l'extérieur le forceront à relancer des élections en 1996 et à promettre son retrait du pouvoir si la volonté de la population en était ainsi.⁸²

Cette période de l'histoire dominicaine a été mouvementée, mais les populations les plus pauvres n'ont pas eu accès à beaucoup plus de considération de la part des classes dirigeantes, et l'économie n'a pas été modifiée afin d'améliorer la polarisation sociale. La faible estime de Balaguer envers l'éducation des pauvres et son racisme marqué n'apporteront aucune amélioration quant à l'inégalité des classes dominicaines. De plus, les nombreuses accessions au pouvoir de différents gouvernements mal organisés n'ont pas aidé à renforcer l'institution étatique, ainsi incapable de répondre aux demandes sociales. Alors que Fernandez entrera au pouvoir, cette brèche entre les classes est déjà prononcée.

⁷⁸ Knippers Black, *op.cit.* p. 56

⁷⁹ Corten, André. « État et Système Politique » Chapitre in *L'État Faible, Haïti et République Dominicaine*, p. 169-192, Montréal, Les Éditions du CIDIHCA, 1989

⁸⁰ *Ibid*

⁸¹ Lozano, Wilfredo. (1996) « Tradición caudillista y cambio político en República Dominicana : 1966-1994 » *Perfiles Latinoamericanos*, Vol. 8, p. 46

⁸² Knippers Black, *op. cit.* p. 58

Une nouvelle ère

Lors des élections de 1996, Leonel Fernandez, représentant un vent de nouveauté espéré depuis des décennies en République dominicaine, remporte les élections contre Balaguer, qui se retire au deuxième tour et appuie la candidature de Fernandez. La nouvelle figure à la tête de l'État fut élue pour ses idées de démocratisation du pays, laissant derrière lui la longue tradition autoritariste et trujilliste.⁸³ Il apporte ce désir de démocratisation, l'espoir de redéfinition des secteurs sociaux et une intégration des besoins de la population aux réformes politiques.⁸⁴

Cependant, Fernandez prend la direction d'un État faible et d'une bureaucratie lente, paralysée par des années d'autoritarisme. D'ailleurs, les exigences de reproduction du système économique fonctionnent encore avec les leviers du système politique autoritaire et l'absence d'une bourgeoisie locale forte et la dépendance aux États-Unis rendent les changements politiques et économiques difficiles à implanter puisque les changements doivent plaire aux industriels étrangers, et ce, même si Fernandez a déjà clairement identifié son orientation néo-libérale, lors d'un discours suite à son élection.⁸⁵ Donc, malgré sa position face au peuple qui semble plus sociale-démocrate, en vérité, sa position est beaucoup plus vers la droite.

Les changements se feront donc graduellement, à cause de cette faiblesse de l'institutionnalisation de l'État ainsi que cette dépendance aux investissements étrangers. Néanmoins, est-ce que les changements attendus par la population auront vraiment lieu? Est-ce vraiment le projet global de Fernandez, ou y aura-t-il une continuité avec l'histoire du pays? Voyons comment Fernandez a modifié la structure étatique ainsi que l'idéologie politique et économique dominicaine.

⁸³ Cassa, Roberto. « Quelques Coordonnées Conjoncturelles sous le Gouvernement de la Libération Dominicaine ». In *La République Dominicaine et Haïti Face à l'Avenir*, sous la direction de Ruben Silie, p. 33-48, Montréal, Les Éditions du CIDIHCA, 2000, p. 34

⁸⁴ *Ibid*, p. 37

⁸⁵ *Ibid*, p. 38

L'idéologie politique et la bureaucratie dominicaine

La structure bureaucratique, les changements de Fernandez et l'idéologie néo-libérale

Comme la structure bureaucratique dominicaine a longtemps été paralysée par des fonctionnaires partisans et une présidence détenant et usant largement des pouvoirs exécutifs et législatifs, cette structure ne peut pas être changée instantanément. Avec l'arrivée du nouveau président en 1996, une réforme de l'État est envisagée et mise en branle, mais tout le poids de l'ancien régime fera en sorte de ralentir ces changements tant attendus et ils ne commenceront qu'à vraiment être significatifs qu'en 2000.⁸⁶

Dans la tradition autoritaire, les fonctionnaires ont l'habitude de répondre directement aux requêtes des plus hautes instances politiques et de répondre aux décisions arbitraires de la présidence,⁸⁷ ainsi que de son entourage, soit l'élite blanche toujours attachée à la manière de faire trujilliste. Aussi, la majeure partie des bureaucrates portent toujours allégeance aux traditions trujillistes et se sont habitués à obtenir leur poste par un processus politique clientéliste.⁸⁸

Ils n'ont donc pas toujours à cœur l'application des changements entrepris par Fernandez, et entravent le processus de réforme.⁸⁹ Il est clairement identifiable que ces processus favorisant une certaine partie de la population, soit l'élite blanche et les bureaucrates eux-mêmes, nuisent au processus démocratique que tente d'instaurer Fernandez, ainsi que son objectif d'amélioration des services publics et d'efficience des employés d'État.⁹⁰ Les principales réformes touchant le secteur bureaucratique dominicain, envisagées par Fernandez, sont axées vers une libéralisation, une démocratisation et une décentralisation de l'État. Voici quelques aspects avancés par la présidence quant à la réforme :

⁸⁶ Mejía-Ricart, Tirso. « La reforma del Estado en la República Dominicana », *VII Congreso Internacional del CLAD sobre la Reforma del Estado y de la Administración Pública*, Lisboa, Portugal, 8-11 Oct. 2002, p. 2

⁸⁷ Agosto Riera, Gabriela. « Presidencialismo en República Dominicana: análisis de las presidencias de Leonel Fernández e Hipólito Mejía », *IX Congreso Internacional del CLAD sobre la Reforma del Estado y de la Administración Pública*, Madrid, España, 2 - 5 Nov. 2004, p. 3

⁸⁸ Pina Toribio, Cesar. (2007) « La administración pública en la evolución constitucional dominicana », *In « La administración pública en el marco constitucional »* Oficina Nacional de Administración y Personal, Santo Domingo, p. 10

⁸⁹ Cassa, *op.cit.*, p. 37

⁹⁰ Veras Hernández, Moraima Isabel. (2007) « El liderazgo local de la República Dominicana en el periodo 1998-2006 : Elementos de comparación con el liderazgo político local de la comunidad autónoma de Andalucía, España. » *Unión Iberoamericana de Municipalistas, Centro de Estudios Andaluces*, Consejo Nacional de Reforma del Estado, CONARE, España, p. 10

- Générer ou mettre de l'avant une nouvelle culture politique et sociale afin de dominer la tendance autoritaire, le centralisme ainsi que le clientélisme, l'inefficacité et la corruption bureaucratique bien ancrés dans les politiques et l'administration de l'État dominicain.⁹¹
- Créer des mécanismes institutionnels permettant le libre exercice des droits politiques, économiques et sociaux de tous les citoyens de manière égale.⁹²
- Décentraliser progressivement la fonction publique en attribuant plus de ressources aux autorités subnationales et à la société civile.

Ces trois points seront cruciaux dans l'analyse puisqu'ils cernent les changements que Fernandez souhaitait apporter, mais qui ont été difficilement établis. Il y aura cependant une certaine réussite de cette réforme de l'État, mais elle sera très lente, et ce, à cause des éléments mentionnés plus tôt.

Par contre, la bureaucratie dominicaine est toujours pointée du doigt aujourd'hui. Après des années de tentatives d'amélioration du processus décisionnel, la bureaucratie dominicaine est encore considérée comme un des problèmes quant à l'avancée de la démocratie et de l'amélioration des services publics. La grande corruption et le manque de transparence sont parmi les principaux problèmes et reflètent bien les comportements de la précédente bureaucratie.⁹³ Un manque de confiance flagrant de la population envers les institutions étatiques, mais aussi envers le système judiciaire et exécutif, est perçu en République dominicaine.⁹⁴ Une des raisons principales de ce manque de confiance, outre la corruption et le manque de transparence, est la pratique généralisée du clientélisme politique. Ce système conduit à la difficulté d'appliquer et de diffuser les lois, les réformes et changements mis de l'avant par le gouvernement Fernandez puisque le clientélisme crée un système basé sur les relations et l'assistance personnelles et privée plutôt qu'un système de droit collectif.⁹⁵

Il devient donc difficile de créer des normes, des critères pour appliquer les changements législatifs aux systèmes exécutifs et judiciaires qui sont corrompus et appliquent alors de manière plus arbitraire les changements. Il est donc ardu de diffuser et de faire connaître les

⁹¹ Mejia-Ricart, *loc.cit.* p. 3

⁹² *Ibid*

⁹³ Polanco Morales, Vielka. (2007). « Situación de los derechos humanos en la frontera Norte entre República Dominicana y Haití » *Solidaridad Fronteriza*, Santo Domingo, p. 11

⁹⁴ Oficina de Desarrollo Humano, (2010). *Política social : Capacidades y derechos, análisis y propuestas de políticas sociales en República Dominicana*, Vol. 1, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, Santo Domingo, p. 30

⁹⁵ *Ibid.* p. 38-41

possibilités et recours législatifs à la population.⁹⁶ Un exemple de cette situation est la création du Cabinet social, une instance politique voulant gérer les programmes sociaux, mais qui doit être dirigée par plusieurs ministères et instances politiques, ce qui le rend difficilement opérable, tenant compte de la complexité de la bureaucratie dominicaine.⁹⁷

Il semble que malgré les changements de Fernandez au niveau structurel, il soit difficile de construire une image politique reflétant la stabilité et la confiance. Il est probable que ce soit à cause de l'exclusion sociale associée au clientélisme et des mauvaises redistributions des richesses nationales. Effectivement, depuis l'an 2000, le pourcentage des revenus attribué au 40 % de la population la plus pauvre est passé de 11,9 % à 9,9 % en 2006, et pour les 10 % les plus riches, de 38,8 % à 40,9 %.⁹⁸

Entre 2000 et 2004, Hipolito Meija accède au pouvoir. Ces quatre années seront peu fertiles en matière de réformes, et les changements établis lors de la précédente présidence de Fernandez suivront leur cours. Cependant, c'est vers la fin du mandat de Meija que la République dominicaine subira une des plus graves crises économiques de son histoire, accentuant la polarisation sociale. Depuis le retour de Fernandez en 2004, la création de richesse et la croissance se sont accrues, mais la polarisation sociale aussi, puisque l'économie dominicaine est gérée selon une logique d'accumulation, mais aussi à cause de la crise financière en 2003. En effet, la crise a affecté les plus pauvres, mais elle a peine écorché les plus riches, et ce, en raison de l'économie de marché tournée vers l'extérieure, avec un vaste bassin de main-d'œuvre interne, oeuvrant dans des milieux où les qualifications minimales requises sont très basses et où les salaires le sont aussi. Alors que les productions internes sont à bas revenus, les économies florissantes n'incluent qu'une minime partie de la population et délaissent la majorité des bénéfices de production.⁹⁹

Cette bureaucratie encore défaillante, même si elle a subi plusieurs améliorations en comparaison avec le régime précédent, affecte les services publics. Certains diront même que la bureaucratie dominicaine accorde beaucoup trop de temps et d'argent au privé, et ce, dans plusieurs domaines et puisqu'il y a toujours un manque de réponse sociale et institutionnelle,

⁹⁶ *Ibid*

⁹⁷ *Ibid*, p. 47

⁹⁸ *Ibid*, p. 33

⁹⁹ *Ibid*, p. 36-37

ainsi qu'une mauvaise redistribution des revenus, les services ne sont pas rendus à une majeure partie de la population et l'éducation en est un bon exemple.¹⁰⁰

Les ressources étatiques sont concentrées autour du pouvoir central et des économies de marché tournées vers l'extérieur, Fernandez tente d'équilibrer le tout avec des politiques sociales, pourtant, la part du PIB attribuée à l'éducation et la santé a chuté¹⁰¹ et se retrouve parmi les plus basses d'Amérique latine. Certains avancent que les priorités gouvernementales sont placées aux mauvais endroits, notamment, de nombreuses ressources sont attribuées à l'image présidentielle et la création des programmes sociaux et de réformes qui ne sont pas appliqués en réalité. Également, une grande part des ressources est attribuée au renforcement du clientélisme, c'est à dire, à améliorer les services et infrastructures accessibles aux économies proches du pôle du pouvoir ainsi qu'à l'industrie du tourisme.¹⁰²

Cependant, pour ce qui est de la décentralisation, le processus a eu un bon essor, appuyé par l'orientation néo-libérale affirmée de Fernandez.¹⁰³ Auparavant, l'orientation économique du pays était variable, selon les besoins et intérêts du centre et de l'élite, mais Fernandez doit affirmer clairement cette orientation et cette intention d'ouverture vers le marché puisque la majeure partie de l'économie repose, pour les raisons historiques citées plus haut, sur les investissements et les industriels étrangers.¹⁰⁴ Il doit, pour assurer leurs intérêts, soutenir une économie les favorisant.¹⁰⁵ Aussi, Fernandez ne peut s'appuyer sur une bourgeoisie locale, puisqu'elle est très peu développée.¹⁰⁶

Donc, cette réforme de l'État peut aussi être perçue, non seulement comme une redéfinition de l'administration, mais également comme une réduction de la taille de l'État, dans le courant d'ouverture sur le marché, de privatisation et d'imposition de l'idéologie néo-libérale. Les nouvelles politiques instaurées par Fernandez, les changements et les réformes, n'ont pas permis aux classes sociales les plus pauvres d'améliorer leurs situations, mais les plus nantis ont eu plusieurs opportunités, lors de changements et réformes amenés par Fernandez, d'améliorer les leurs, accentuant la polarisation sociale. Un autre aspect de cette

¹⁰⁰ OIT & IPEC. 2006. *Buenas practicas para la prevencion y erradicacion progresiva del trabajo Infantil en la agricultura en America Central y Republica dominicana*. San José, OIT & IPEC, [En ligne]

<http://www.ilo.org/ipecinfor/product/viewProduct.do?productId=7152>, Consultée le 6 octobre 2009, p. 55

¹⁰¹ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 37

¹⁰² *Ibid.*, p. 40

¹⁰³ Cassa, *op.cit.* p. 38

¹⁰⁴ Mejia-Ricart, *loc.cit.* p. 13

¹⁰⁵ Bonal, *loc.cit.* p. 29

¹⁰⁶ Cassa, *op. cit.* p. 39

réforme mise de l'avant par Fernandez est la décentralisation, qui affectera grandement les répercussions de l'éducation nationale. Ce sujet sera exploité plus loin, pour l'instant, la décentralisation sera étudiée.

La décentralisation

La décentralisation, comme mentionnée précédemment, est un facteur important de la réforme de Fernandez. Elle a réussi à diminuer la taille de l'État central¹⁰⁷ qui, dans l'histoire, était concentré à Santo Domingo. Cependant, la décentralisation n'a pas été accompagnée par ce désir d'égalité pour tous mentionnée par Fernandez. Comme le système politique est historiquement clientéliste et que les outils de contrôle et de surveillance n'ont jamais été mis en place, cette situation porte ainsi à une augmentation de la polarisation entre les régions et les ressources leur étant attribuées.¹⁰⁸

Certains auteurs affirment que les effets de la décentralisation sur l'éducation, dans un cadre manquant d'outil de contrôle, apporteront nécessairement des inégalités d'apprentissages puisque l'État perd un certain niveau de contrôle sur l'uniformité de l'enseignement, donc d'un enseignement égal pour tout un chacun.¹⁰⁹ Même si le président, dans l'application des réformes et de la décentralisation¹¹⁰, a mis en place quelques outils de contrôle, ils ne sont pas suffisants et sont entravés par la corruption et l'inefficience de la bureaucratie dominicaine, faisant en sorte que les décisions, les changements ou les ressources étatiques ne parviennent pas toujours à se rendre dans les régions plus éloignées où la représentation politique n'est pas toujours accessible.¹¹¹ Comme le pôle majeur de croissance économique se trouve près de pouvoir, la tentative de démocratisation par la décentralisation est plus efficace dans les lieux ayant déjà du pouvoir, c'est-à-dire en milieu urbain où l'institutionnalisation se fait plus facilement.¹¹²

¹⁰⁷ Mejia-Ricart, *loc.cit.* p. 11

¹⁰⁸ Morduchowicz, Alejandro, Mariana Aylin & Laurence Wolff. (2008). *Desarrollo de la capacidad institucional y de gestión de los ministerios de educación en Centroamérica y República dominicana*. Santiago, Programa de Promoción de la Reforma Educativa en América Latina y el Caribe, No. 42, p. 24

¹⁰⁹ Duru-Bellat, 2003, *loc.cit.* p. 74

¹¹⁰ Amaro Guzman, Raymundo. (2002) « Marco constitucional de la administracion publica dominicana ». In « La Administracion Publica en el Marco Constitucional » *Oficina Nacional de Administracion y Personal*, Santo Domingo, p. 25

¹¹¹ Morduchowicz *loc.cit.* p. 31

¹¹² Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 52

Alors que cette décentralisation devrait permettre une démocratisation plus large, vers les populations plus éloignées du centre ainsi que de les intégrer davantage au processus démocratique, elle amplifie la polarisation sociale. Cette polarisation serait due en partie à l'histoire élitiste dominicaine qui se répercute encore sur la polarisation sociale : le capital social et financier, concepts bourdieusiens exploitant la proximité et les liens sociaux ainsi que les ressources financières, procure ainsi aux personnes possédant ces capitaux, un accès préférentiel à diverses ressources et institution, mais également aux différents échelons du pouvoir.¹¹³ Donc, les disparités régionales préexistantes à la réforme de Fernandez auront des répercussions sur cette décentralisation qui s'effectuera de manière inégale, notamment entre les régions rurales et les régions urbaines, mais également selon les groupes sociaux.¹¹⁴

Dans un rapport de la Banque mondiale, il est avancé que les ressources accordées aux instances régionales décentralisées ne sont pas transférées en considérant les nouvelles responsabilités de cette instance, mais que ce processus s'effectue plutôt de manière discrétionnaire, c'est-à-dire que le choix n'est pas issu d'une décision responsable, mais plutôt selon des décisions clientélistes. Cet aspect de la décentralisation a fait augmenter la corruption, mais également l'indiscipline fiscale, puisque le contrôle est quasi inexistant.¹¹⁵ En 2004, près de 60 % de la population est considérée comme vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté et près de 40 % de la population n'a pas accès à l'eau courante.¹¹⁶ La décentralisation n'a donc pas permis d'atteindre une répartition égale des ressources et une meilleure démocratisation.

Il est donc possible de relever cette contradiction au sein du système étatique dominicain : le gouvernement veut réduire la taille de l'État, mais la bureaucratie, bien établie depuis plusieurs décennies, ne veut pas perdre sa place et son poids dans les processus décisionnels. Cette bureaucratie entrave les résultats de l'État, mais les logiques néolibérales instaurées par le gouvernement en place n'apporteront pas les changements escomptés. Cette décentralisation aura également un impact important quant au système d'éducation qui sera lourdement atteint par ces mesures.

¹¹³ Bourdieu, Pierre. (1980) « Le capital social, Notes provisoires ». *Actes de recherche en sciences sociales*, Vol. 31, No. 1 p. 2-3

¹¹⁴ Resendiz, 2006, *loc.cit.* p. 26

¹¹⁵ Tano Kouanme, Auguste & Al. (2004) « Sector educacion ». In *Republica Dominicana : Informe sobre el gasto publico. Reformando instituciones para una mejor administracion del gasto publico*. p. 41-52 Santo Domingo, World Bank, No. 23852-DO, p. 118

¹¹⁶ Resendiz, 2006, *loc.cit.* p. 15

La structure du système d'éducation dominicain

La structure du système dominicain influence la transmission et l'application de l'éducation des jeunes Dominicaines et Dominicains. C'est pourquoi cette partie servira à l'étude de ses structures, mais également des ressources octroyées à son fonctionnement et à son contrôle. Puisque, depuis l'arrivée au pouvoir de Fernandez, plusieurs changements au sein de la structure éducative ont eu lieu, notamment l'universalisation du système éducation primaire, cette partie aura également à l'étude les bienfaits et méfaits de cette universalisation. Puisque l'idéologie néo-libérale et l'orientation vers le marché ont été exposées précédemment, la privatisation de l'éducation, émanant de ces processus politiques, sera mise en lumière. Il s'agit ici de montrer que les changements provoqués par le gouvernement Fernandez, bien qu'ils aient apporté leur part d'impacts positifs, contribuent tout de même à la reproduction de la polarisation sociale, à l'échelle macro-politique.

La structure politique et les ressources

La structure

Puisque le système d'éducation est déterminé par une structure politique, il est adéquat de faire part de cette structure ainsi que les ressources nationales qu'elle retient. Pour ce qui est du système d'éducation dominicain, il a été sujet à plusieurs changements lors du siècle dernier, mais ceux étant les plus pertinents et étudiés ici sont ceux survenus suite à la réforme de 1997.¹¹⁷ Comme mentionné plus haut, l'histoire autoritaire dominicaine et son héritage bureaucratique ont rendu difficile l'application de changements profonds par la nouvelle présidence. Malgré des tentatives peu fructueuses d'application de nouvelles réformes éducatives, la transformation s'effectue lentement.¹¹⁸

¹¹⁷ Republica Dominicana, El Congreso Nacional de Republica. (1997) *Ley Organica de Educacion de la Republica Dominicana*. Ley No. 66-97, p. 6

Avec Fernandez et la nouvelle Loi sur l'éducation de 1997, la structure du système d'éducation se redéfinit ainsi : un niveau initial, un niveau de base, le niveau médian et le niveau supérieur.¹¹⁹ Les niveaux initiaux et de base, considérés ici comme la maternelle et l'éducation primaire, sont obligatoires et gratuits. Cette réforme a été importante, puisque Fernandez rendait l'éducation de base universelle, c'est-à-dire que tout un chacun allait avoir accès, au moins, à ce niveau d'éducation de base. Les niveaux médians et supérieurs, considérés ici comme le secondaire et l'université, sont optionnels. L'éducation secondaire se doit par contre d'être gratuite, mais les frais d'éducation supérieure doivent être payés par les étudiants. Pour avoir accès à ces niveaux d'éducation médian et supérieur, il faut avoir réussi le niveau basique.¹²⁰

Les journées d'école, pour le niveau basique et médian, sont divisées en deux, ou en trois, offrant parfois des cours le soir, afin de recevoir une partie des élèves en avant-midi, et l'autre partie en après-midi, faute d'avoir les ressources nécessaires pour offrir des journées complètes d'école.¹²¹ Cependant, alors que les élèves doivent bénéficier d'un certain cursus scolaire à l'intérieur d'un laps de temps désigné par l'État, les statistiques démontrent qu'il est courant que les heures d'enseignement prévues soient réduites. Dans les milieux pauvres, elles se situent plutôt autour de 60 % de ce que devrait être le temps d'école prévu.¹²²

Toutes les écoles publiques doivent suivre le programme national d'éducation, tel que prévu par la loi, et l'État met à la disposition des institutions scolaires du matériel didactique. Cependant, les institutions académiques privées ont le choix de modifier le programme à certains égards.¹²³

Donc, au niveau de la structure du système d'éducation, malgré les changements apportés par Fernandez en 1997, quelques améliorations ont été apportées et appliquées avec un succès mitigé. Cependant, la plupart des changements et améliorations prescrits dans la nouvelle loi n'ont jamais été mis en branle. Notamment, l'injection de l'équivalent de 4 % du PIB national pour financer l'éducation nationale n'a jamais été atteinte.¹²⁴

¹¹⁹ *Ibid*, p. 7

¹²⁰ *Ibid*, p. 7-11

¹²¹ *Ibid*

¹²² *Ibid*, Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit*. p. 80

¹²³ *Ibid*, Republica Dominicana, El Congreso Nacional de Republica, *loc.cit*

¹²⁴ *Ibid*

Les ressources

En République dominicaine, au moment où ce travail est écrit, les populations, soit sur le territoire national,¹²⁵ ou encore se trouvant aux États-Unis, réclament que 4 % du PIB national soit accordé à l'éducation.¹²⁶ Cette requête est loin d'être sans fondement puisque le gouvernement Fernandez n'investit qu'environ 2,4 % du PIB national pour l'éducation, alors qu'en 1997, alors que Fernandez réformait l'État et le système d'éducation, la nouvelle Loi sur l'éducation promettait d'investir un minimum de 4 % pour l'éducation.¹²⁷ La République dominicaine est le deuxième pays investissant le moins en éducation en Amérique latine.¹²⁸

Alors que les ressources monétaires sont basses, ce ne sont pas les seules ressources qui manquent à l'éducation. Un système de contrôle et d'évaluation manque cruellement, non seulement pour l'évaluation des apprentissages académiques des étudiants, mais aussi pour l'évaluation des compétences du corps professoral.¹²⁹ D'ailleurs, comme le manque de ressources affecte l'éducation nationale, la formation des professeurs est compromise et les outils de suivi et de formation complémentaire sont absents. Cependant, avec l'arrivée de Fernandez, on perçoit une amélioration de la formation et de l'accès au programme universitaire d'enseignement afin d'améliorer la qualité de l'éducation nationale.¹³⁰

L'État, dans un plan de réforme plus récent et rédigé en 2003, reprenant essentiellement les mêmes objectifs du précédent plan, a toutefois ajouté la possibilité de financement privé d'établissements publics, par le biais de parrainage.¹³¹ Cet instrument financier va dans le même sens que l'ouverture vers le marché de l'économie dominicaine, mais également, comme dans le domaine de l'éducation, l'ouverture vers la privatisation de plusieurs facettes de la société dominicaine.¹³²

¹²⁵ Santana, Antonio. « Otro método para exigir se invierta 4% PIB en Educación » *Dominicanos Hoy*, 5 avril 2011, Santo Domingo, [En ligne] <http://dominicanoshoy.com/articulos/archivos/2011/abril/articulo/otro-metido-para-exigir-se-invierta-4-pib-en-educacion/>, Consultée le 8 avril 2011

¹²⁶ Dominguez, Adalberto. « Reclaman en NY el 4% PIB para educación RD » *El Nacional*, 5 mars 2011, Santo Domingo, [En ligne] <http://www.elnacional.com.do/nacional/2011/3/5/76919/Reclaman-en-NY-el-4-PIB-para-educacion-RD>, Consultée le 2 avril 2011

¹²⁷ Republica Dominicana, *loc.cit.* p.40

¹²⁸ Canals, *loc.cit.* p. 35

¹²⁹ *Ibid*, p. 8

¹³⁰ *Ibid*, p. 28

¹³¹ UNESCO & IBE, *loc.cit.* p. 4

¹³² *Ibid*

Quant à l'ensemble de l'argent dépensé pour l'éducation en République dominicaine, 50 % du financement global provient de l'État et 39 % du financement provient des familles dominicaines dont les enfants fréquentent le système scolaire. Le 11 % restant provient de différents programmes de financement, des entreprises privées et d'organisations non gouvernementales.¹³³ Au niveau de la répartition du budget alloué à l'éducation, la majeure partie est destinée à l'éducation primaire. Selon l'année, le pourcentage du budget pour l'éducation destiné à l'éducation primaire oscille entre 46 et 57 %.¹³⁴ Cet aspect défavorise donc l'accès aux institutions d'éducation secondaire puisqu'avec si peu de ressources, ces institutions publiques se font rares. Ce sont donc majoritairement des institutions privées, et puisque la majeure partie de la population vit dans la pauvreté, ces institutions sont pratiquement inaccessibles.¹³⁵ L'universalisation, comme il sera mentionné plus loin lors de ce travail, accentuera le goulot d'étranglement au niveau du secondaire, ne permettant pas l'accès aux institutions d'éducation supérieure à une majeure partie de la population

Il est remarqué qu'en République dominicaine, les études universitaires reçoivent davantage de subsides de l'État, que les institutions secondaires, alors que le pourcentage d'élèves fréquentant le secondaire est beaucoup plus élevé que celui des étudiants fréquentant les institutions universitaires.¹³⁶ En fait, 25 % du budget dédié à l'éducation est attribué aux études universitaires.¹³⁷ Ce fait pourrait mener à la conclusion que le gouvernement subventionne davantage l'éducation supérieure donc l'éducation des mieux nantis. Ainsi, puisque l'éducation représente un atout de taille pour un individu, les plus riches auront accès à plus de possibilités que les plus pauvres, accentuant cette brèche sociale. Alors que presque 60 % du budget est attribué au primaire et 25 % aux études universitaires, il ne reste qu'une mince proportion attribuée au secondaire.

Il est clair que les ressources accordées par l'État au système d'éducation sont insuffisantes et ne permettent pas l'édification d'un système académique favorisant la réussite. Cependant, cette monopolisation quasi totale des ressources par le niveau primaire est due, en partie, par l'universalisation de ce niveau par le gouvernement. Mais comme

¹³³ *Ibid.*, p. 73

¹³⁴ *Ibid.*, p. 8

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ Tano Kouané, *loc.cit.* p. 48

¹³⁷ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 132

l'universalisation a causé une diminution de la qualité, les étudiants mettent beaucoup plus de temps à réussir un niveau scolaire. Dans plusieurs cas, un étudiant peut rester à l'école pendant plusieurs années et l'abandonner puisqu'il n'y a pas de capacité à la réussite. Donc, beaucoup de ressources sont attribuées pour le primaire puisque de nombreux élèves restent plus longtemps pour réussir le primaire ou ils abandonnent.¹³⁸

L'universalisation du système d'éducation

Selon Marchesi,¹³⁹ l'éducation ne peut être considérée comme universelle que lorsque l'État offre à tout un chacun un accès égal à des institutions de même qualité, sinon, le système d'éducation tend à la reproduction des inégalités sociales puisque ce ne sont pas tous les individus qui auront accès aux mêmes chances, aux mêmes connaissances, aux mêmes ressources, donc qui n'auront pas accès, par la suite, aux mêmes chances de réussites sociales et économiques, aux chances d'acquérir un emploi permettant un niveau de vie plus appréciable. Donc, la part du PIB qui est consentie à l'éducation, l'implication de l'État dans le domaine de l'éducation et la volonté d'intégration des plus pauvres dans le système académique permettent une meilleure chance de diminuer les inégalités et la pauvreté.

L'universalisation de l'éducation primaire répond à la demande sociale de formation et de prise en charge de l'enfant durant les journées de travail. Certaines réformes ont pris en considération l'expertise de certains regroupements de professeurs, mais c'est le secteur privé qui a le plus influencé la structure des réformes. De ce fait, l'éducation a donc pris un tournant plus axé vers le marché, malgré les intentions claires de rendre l'éducation plus accessible, de meilleure qualité et plus universelle, identifiées dans les nouvelles lois et réformes du gouvernement de Fernandez.¹⁴⁰

Avec Fernandez, les réformes éducatives ont contribué à une certaine amélioration de l'éducation et l'un des principaux objectifs du gouvernement fut l'amélioration de l'accès à l'éducation et son universalisation. Il est possible de constater que c'est partiellement le cas,

¹³⁸ *Ibid*, p. 44

¹³⁹ Marchesi, *loc.cit.*, p. 151

¹⁴⁰ Ziffer, *loc.cit.* p. 5-30

en considérant l'augmentation du taux d'alphabétisation,¹⁴¹ mais cette universalisation s'est faite au détriment de la qualité.

Depuis l'universalisation de l'éducation primaire, les écoles dominicaines ont grandement perdu en qualité et l'universalisation n'est pas complétée puisque plusieurs rapportent des chiffres différents démontrant qu'une bonne partie des enfants ne sont toujours pas inscrits à l'école primaire (une moyenne d'environ 1/3 des élèves ne sont pas inscrits) et tous s'entendent pour dire que le pourcentage d'élèves inscrits et assistant au niveau primaire est sous la moyenne de l'Amérique latine.¹⁴² De plus, malgré l'augmentation d'inscriptions, les résultats des épreuves nationales d'éducation du primaire démontrent clairement que l'éducation dominicaine ne permet pas l'acquisition de connaissances suffisantes pour réussir ces épreuves. Cependant, le taux de réussite des épreuves nationales des niveaux secondaires, depuis l'universalisation, est resté sensiblement le même.¹⁴³

Duru-Bellat avance que l'universalisation de l'éducation initiale n'est pas nécessairement garante d'une diminution des inégalités puisque les classes sociales ne perdent rien de leurs avantages, comme des écoles plus performantes ayant accès à plus de ressources et mieux structurées, et les classes sociales inférieures ont accès à un système d'éducation qui s'élargit soudainement, diminuant radicalement la qualité de son rendement.¹⁴⁴ Il apparaît clairement ici que l'universalisation, en faisant diminuer la qualité des institutions primaires des classes sociales les plus pauvres, a amoindri leurs chances d'apprentissage. Cependant, comme les institutions scolaires des enfants provenant des classes sociales plus hautes n'ont que peu été touchées par ces changements, et que leur qualité reste intacte, les chances éducatives se polarisent davantage. Ainsi, avec moins de chances d'apprentissage, les élèves moins nantis auront moins de possibilités futures à plusieurs niveaux, notamment celui de l'emploi.

Donc, l'universalisation a bel et bien amélioré l'accès à l'éducation, mais le gouvernement n'a pas réussi à atteindre toute la population ciblée. De plus, cette universalisation, en diminuant la qualité de l'éducation promulguée, n'améliore pas les chances de réussite et d'apprentissage. Cependant, en République dominicaine, le système

¹⁴¹ Tano Kouanme, *loc.cit.* p. 42

¹⁴² Canals, *loc.cit.* p. 15

¹⁴³ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 79

¹⁴⁴ Duru-Bellat, 2003, *loc.cit.* p. 61

d'éducation est à deux vitesses, et les parents, s'ils en ont les moyens, peuvent se tourner vers le privé.

La privatisation

Depuis les ajustements structurels sous Blanco, et sous la présidence de Fernandez, plusieurs institutions étatiques sont privatisées. Pour ce qui est de l'éducation, la privatisation est favorisée et valorisée afin d'orienter le système d'éducation vers le marché, en continuation avec l'idéologie néo-libérale de la présidence.

La privatisation des écoles en République dominicaine a été importante précédemment. Aujourd'hui, il reste qu'une grande majorité des écoles est privée. Ces écoles récoltent des ressources du gouvernement, mais également des familles, qui doivent déboursier pour que leurs enfants y poursuivent leurs études. Mizala démontre que dans plusieurs pays d'Amérique latine, comme la République dominicaine, ce sont les institutions privées qui ont le plus de ressources et où les élèves réussissent le mieux.¹⁴⁵

Elle avance trois modèles de système d'éducation : le premier, centralisé, où un ministère de l'Éducation s'occupe de la gestion des écoles publiques ayant toutes le même genre de ressources de la part de l'État et où les professeurs ont le même salaire, mais il énonce également des normes et régulations pour les écoles privées. Le deuxième modèle est la décentralisation où les écoles publiques et privées sont incitées à s'améliorer par la compétition et où l'État pousse le domaine de l'éducation vers le marché, tout en gardant un certain contrôle et en édictant certaines normes. Le troisième modèle est un système d'éducation complètement tourné vers le marché; alors, les écoles doivent construire leur réputation, en ayant des programmes orientés vers les demandes de la population et de bons professeurs, et lutter pour attirer et conserver les élèves ayant les moyens financiers pour payer les frais académiques.¹⁴⁶

En constatant les changements initiés par Fernandez, il est possible de conclure que le système d'éducation dominicain se retrouve entre la deuxième et la troisième catégorie, puisqu'avec la décentralisation de l'État, plusieurs pans de la structure du système scolaire

¹⁴⁵ Mizala, & Romaguera. *loc.cit.* p. 219-273

¹⁴⁶ *Ibid*

ont été décentralisés, mais également privatisés. Plus de 80 % des élèves du primaire en République dominicaine fréquentent des institutions publiques ou des institutions privées subventionnées en partie par l'État, le 20 % qui reste se retrouve dans des écoles privées non subventionnées. Cependant, ce ratio diminue au secondaire et encore plus au niveau des études supérieures.¹⁴⁷

Ce chapitre a donc permis de mettre en avant-plan les facteurs qui sont, selon le cadre analytique énoncé précédemment, pertinents à l'analyse. La dimension macro-politique semble avoir un impact direct sur les inégalités sociales et leur reproduction, puisque les décisions politiques et économiques de Fernandez semblent avoir été prises en fonction de certains intérêts. Même si l'universalisation est un effort intéressant pour améliorer l'accès à l'éducation à l'ensemble de la population, il apparaît que cette réforme n'a pas eu les effets escomptés, et n'a pas eu un impact si positif sur la polarisation sociale. Cette analyse sera développée lors du chapitre quatre. Ainsi, l'image dépeinte de la République dominicaine ne serait pas complète sans prendre en considération la dimension micro-politique, puisqu'elle représente l'ensemble des relations sociales régissant la société dominicaine ainsi qu'influençant l'effet d'établissement. La dimension micro-politique sera le sujet du chapitre suivant, ensuite, dans le chapitre quatre, les rapports entre les deux dimensions et les liens entre la reproduction de la polarisation sociale et l'éducation seront analysés.

¹⁴⁷ Tano Kounaé, *loc.cit.* p. 42

CHAPITRE 3

3. LA DIMENSION MICRO-POLITIQUE

Lors de ce chapitre, il s'agira de percevoir comment se déroule l'application de l'éducation au niveau des populations et de rendre compte des conditions dans lesquelles ces populations sont aptes à recevoir l'éducation. La dimension micro-politique permettra de cerner l'effet d'établissement et l'inégale distance, qui sont intimement liés avec la perspective macro, puisque ce sont les structures et les politiques de l'État et du système d'éducation qui influent sur les dimensions micro(s)-politiques. Ces concepts permettent l'analyse plus spécifique des facteurs sociétaux, dus à certaines politiques de l'État, mais également l'analyse d'autres facteurs issus de la culture dominicaine et de l'histoire, alimentant aujourd'hui les inégalités.

La dimension micro-politique soulève la question de l'implication de l'État auprès des institutions, des classes sociales et des familles. Les conjonctures sociales et économiques atteignent grandement les résultats et les performances académiques des étudiants et approfondissent la polarisation sociale puisque les étudiants, à cause de l'effet d'établissement et de l'inégale distance, ne réussissent pas tous de la même manière. Les inégalités d'apprentissage, qui sont considérables, ne permettent pas de se sortir de la pauvreté, reproduisant les inégalités sociales. Les liens entre les perspectives macros et

micros seront à développer davantage, mais il est possible, à plusieurs niveaux, de créer des liens entre ces deux aspects du cadre analytique.

L'effet d'établissement

L'effet d'établissement, comme expliqué lors du premier chapitre, est un concept englobant plusieurs facteurs afin d'évaluer et d'analyser les impacts de l'entourage de l'institution académique et de sa clientèle et de leurs incidences sur les résultats académiques et l'apprentissage des étudiants concernés. Les trois facteurs suivants seront utilisés afin de décortiquer ce concept et de mieux cerner ses conséquences : la situation géographique, les ressources et la mobilisation, et finalement, la clientèle. Ces facteurs seront déterminants afin d'analyser l'effet d'établissement et son rapport avec la polarisation sociale et de le mettre en relation avec l'inégale distance, l'autre concept micro-politique, ainsi que de le lier avec les facteurs macro-politiques, tels que la structure étatique et le système d'éducation.

La situation géographique

Selon Duru-Bellat,¹⁴⁸ la situation géographique et le climat social influent grandement sur les réussites académiques des étudiants. L'environnement de l'école détermine si le climat est favorable ou non à l'apprentissage. Certaines régions éloignées des centres urbains et les quartiers pauvres des grandes villes ont moins d'institutions et elles sont de moins bonnes qualités.¹⁴⁹ Ainsi, il est possible de percevoir que la situation géographique de l'établissement scolaire est un facteur déterminant dans l'inégalité des chances de réussite des étudiants dominicains.

La République dominicaine a été historiquement développée autour de la Capitale, Santo Domingo. Cet aspect du développement fut renforcé par la dictature de Trujillo, qui centralisa tous les pouvoirs en cet endroit, comme mentionné dans le chapitre précédent.

¹⁴⁸ Duru-Bellat, *loc.cit.* p. 67

¹⁴⁹ Canals, *loc.cit.* p. 31

Depuis plusieurs décennies et surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Trujillo, le clivage entre les populations rurales et urbaines s'est accentué.¹⁵⁰ Plus de 60 % de la population vit dans la pauvreté et la pauvreté extrême et une majeure partie de cette population se retrouve dans les zones rurales, où vit la minorité de la population, donc, les infrastructures et les services sont difficilement attribués dans ces régions.¹⁵¹

Pour ce qui est des populations moins bien nanties des zones urbaines, elles se retrouvent dans des zones restreintes où les services ne sont souvent pas attribués, mais il y a possibilité d'accès à plus de ressources, dû aux plus grandes possibilités offertes au sein des zones urbaines.¹⁵² Cette situation permet de dénoter ce que certains auteurs avancent quant à l'éloignement rural et les différentes formes de capitaux, notamment financiers, culturels humain et social, qui sont alors moins disponibles selon l'emplacement de l'établissement scolaire.

Plus un établissement est éloigné des centres urbains, plus son efficacité à remplir sa mission académique sera réduite.¹⁵³ Puisque les régions rurales sont difficilement desservies par les services essentiels, mais aussi par les transports collectifs, et qu'il y a moins d'établissements scolaires dans les régions rurales, il est alors plus ardu pour les enfants habitant les régions rurales de se déplacer jusqu'au lieu d'apprentissage. En zone rurale, il est fréquent que les enfants voulant rejoindre l'établissement scolaire aient à marcher une certaine distance pour pouvoir assister aux cours. Les inégalités territoriales sont, la plupart du temps, significatives d'inégalités en éducation.¹⁵⁴ Pour ce qui est de l'éducation secondaire, le nombre d'établissements est encore plus petit, et conséquemment, entraîne une limite de transport et de ressources pour se rendre sur les lieux scolaires, donc, l'offre scolaire est beaucoup plus rare.¹⁵⁵

Les infrastructures sont primaires dans certaines zones rurales, les établissements scolaires sont parfois démunis d'accès à l'eau ou à l'électricité,¹⁵⁶ et avec la décentralisation, la redistribution des ressources vers les milieux ruraux est moins efficace.¹⁵⁷ Il y a environ

¹⁵⁰ Capdevila, *op.cit.* p. 46

¹⁵¹ Resendiz, 2006, *loc.cit.* p. 38

¹⁵² *Ibid*

¹⁵³ Côté, Sylvain & John F. Heliwell. « Le capital social : Un concept utile? ». La croissance économique : À quel pris et pour qui? Québec, 2002, P. 1-32

¹⁵⁴ Broccolicho, *loc.cit.* P. 337-422

¹⁵⁵ Resendiz, *loc.cit.* p. 21

¹⁵⁶ *Ibid*

¹⁵⁷ Bonal, *loc.cit.* p. 18

60 % des écoles dominicaines qui ont accès à l'eau potable, environ 70 % qui ont des mesures d'hygiène, qu'elles soient suffisantes ou non, 39 % qui ont une quelconque bibliothèque et la majeure partie se retrouvent dans les zones urbaines, rarement dans les milieux ruraux. Également, il y a seulement 15 % des écoles qui donnent l'accès à un ou à des ordinateurs. Il y a aussi une restriction marquée de l'offre éducative en République dominicaine, dans les milieux ruraux, puisque parfois l'enseignement s'arrête au quatrième niveau, sur un total de huit, nécessaire à l'obtention du diplôme primaire.¹⁵⁸ Donc, même si certains écoliers dominicains ont accès à une institution primaire et y ont la possibilité de s'inscrire, il n'est pas garanti qu'ils aient accès à tout le cursus établi par l'État.

Selon Fernandes, l'inégalité territoriale, soit le fait d'étudier dans un milieu rural, est ce qui désavantage le plus les étudiants, plus que l'origine sociale ou de classe.¹⁵⁹ De plus, la décentralisation amenant une moins grande portée de l'État sur le contrôle des activités académique, avec l'éloignement rural, il devient encore plus difficile de rendre l'éducation de ces établissements de meilleure qualité.¹⁶⁰

En zone urbaine, les institutions se retrouvent dans un milieu surpeuplé, où la violence est grande, et où la discrimination est plus accentuée.¹⁶¹ Sur tout le territoire dominicain, le taux d'homicide a continuellement augmenté depuis 2002, et ce, de manière alarmante.¹⁶² Les établissements sont donc dans un environnement beaucoup plus dangereux. Les taux de criminalité dans le District National, nom communément donné à Santo Domingo, sont beaucoup plus hauts qu'ailleurs au pays, et les quartiers les plus pauvres sont les lieux de violence inouïe.¹⁶³ Cependant, à cause de la forte urbanisation, les écoles sont plus concentrées sur le territoire, ce qui permet aux habitants des zones urbaines de choisir les institutions où leurs enfants suivront les cours. Toutefois, cette perspective de choix est réservée seulement aux plus fortunés puisque les écoles privées et publiques de certaines zones ne sont pas accessibles aux plus pauvres.¹⁶⁴ Environ 58 % des institutions académiques primaires privées se retrouvent dans le District National. En effet, dans l'histoire

¹⁵⁸ Resendiz, Francisco. « Rendimiento por encima del esperado y resultados insuficientes en educación ». In *Informe sobre la pobreza en la República dominicana: Logrando un crecimiento económico que beneficie al cause de los pobres*, Santo Domingo, Banco Mundial & Banco Interamericano de Desarrollo, 2006, p. 141

¹⁵⁹ Cireno, *loc.cit.* p. 292

¹⁶⁰ Morduchowicz, *loc.cit.* p. 1-40

¹⁶¹ Pomeroy, *loc.cit.* p. 79

¹⁶² Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 224

¹⁶³ Oficina de Desarrollo Humano, *Informe sobre desarrollo humano República dominicana 2008, El desarrollo humano, una cuestión de poder*, Oficina de Desarrollo Humano, PNUD, Santo Domingo, 2008, p. 142

¹⁶⁴ Broccolicho, *loc.cit.* p. 299

dominicaine, lors de la chute de Trujillo, l'éducation privée s'est beaucoup développée afin de répondre aux besoins des populations urbaines élitistes, elle s'est donc développée en fonction des limitations du public et non comme une alternative.¹⁶⁵ Environ 46 % des institutions privées d'éducation secondaire se retrouvent à Santo Domingo, et 11 % à Santiago.¹⁶⁶

Ce ne sont cependant pas toutes les institutions privées qui sont de qualité, en fait, 53 % des collèges privés rencontrent les standards de qualité établis par l'État, et 75 % des meilleurs établissements se trouvent à Santo Domingo et à Santiago. Cependant, dans les quartiers les plus pauvres de Santo Domingo, se retrouvent les collèges privés ayant obtenu de très bas résultats de classement, ou, encore, ne possèdent pas d'institution privée.¹⁶⁷ Dans les régions les plus pauvres de la République dominicaine, il n'y a pas d'institution privée.

Or, la situation géographique est d'importance lors de l'analyse de l'effet d'établissement puisqu'elle permet de comprendre les dynamiques régionales et locales, ayant une influence certaine sur les milieux familiaux et scolaires, mais aussi de comprendre comment ces établissements ont accès aux ressources disponibles et comment la communauté est en mesure de les gérer. Comme il sera vu tout au long de ce travail, la situation géographique, soit dans le cadre du concept d'effet d'établissement, ou de l'inégale distance, est un facteur de polarisation sociale en République dominicaine. Lorsqu'une institution scolaire, à cause de son environnement immédiat, n'est pas en mesure d'offrir les mêmes ressources d'apprentissage aux élèves, qu'une autre institution, établie dans un environnement plus riche en ressources de toutes sortes, l'égalité des chances d'apprentissage seront amoindries, et accentueront les inégalités entre classes.

Les ressources et la mobilisation

Les ressources financières, matérielles et humaines, attribuées aux écoles favorisent ou défavorisent l'effet d'établissement. La qualité des professeurs disponibles et engagés ainsi

¹⁶⁵ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 101

¹⁶⁶ *Ibid*

¹⁶⁷ *Ibid*, p. 103

que la qualité de leur formation, la qualité et l'abondance des ressources matérielles ainsi que les ressources financières pour acquérir ce matériel ainsi que de pouvoir entretenir l'édifice même de l'institution sont des facteurs influents sur la qualité des services rendus à la population. Ces ressources et la manière dont elles sont utilisées par les établissements peuvent aider à comprendre l'effet d'établissement et à dégager des informations pertinentes pour l'analyse du sujet. En effet, il y a une différence de rendement académique, lors de l'évaluation nationale, entre les enfants provenant de familles riches et de familles pauvres, à cause, entre autres, de la différence de qualité de l'établissement scolaire qu'ils fréquentent, alimentant donc la polarisation sociale.¹⁶⁸

Comme les ressources sont limitées pour chaque établissement, et que leur utilisation dépend des acteurs présents et de leur mobilisation pour l'établissement et la communauté, ces deux aspects sont donc intrinsèquement liés.¹⁶⁹ Les ressources de l'établissement, en tenant compte de la décentralisation, sont donc gérées par la communauté. Une communauté plus pauvre aura moins de possibilités de gestion des ressources. Cet aspect de l'effet d'établissement est directement lié à la dimension macro-politique puisque les ressources sont majoritairement, dans le cas des établissements publics, attribuées par l'État, dans le cas des établissements publics.

Suite à la décentralisation prônée par le gouvernement Fernandez, des associations de parents ont été créées afin de responsabiliser les communautés et rendre les populations responsables et rattachées aux résultats de leurs institutions.¹⁷⁰ Ces associations ont généralement comme but d'assister au maintien et à la construction de l'établissement scolaire, et autres aspects logistiques; cependant, les communautés les plus pauvres n'ont pas autant de ressources, que ce soit de temps ou d'énergie, à attribuer à cette cause.¹⁷¹ Malgré cette apparente décentralisation quant à certaines tâches relatives à l'établissement scolaire et la qualité de l'éducation, une bonne partie des décisions reste centralisée.

Donc, il est possible d'avancer ici les liens certains entre l'importance attribuée à l'éducation par l'État et les possibilités de réussite académique. C'est l'éducation primaire qui reçoit le plus de ressources, mais c'est aussi là où se concentre la population étudiante.

¹⁶⁸ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 76

¹⁶⁹ Duru-Bellat, *loc.cit.* p.47

¹⁷⁰ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 113

¹⁷¹ *Ibid*

Cependant, à titre de ratio ressource/étudiant, ce sont les institutions d'études supérieures qui reçoivent le plus de ressources en République dominicaine.¹⁷²

Les écoles privées recevant une partie de financement de l'État, mais également d'une grande contribution des parents, ont accès à un financement beaucoup plus grand. Les institutions scolaires publiques, quant à elles, se retrouvent dans différentes situations, selon l'un des autres critères de l'effet d'établissement, soit la situation géographique. Selon l'emplacement de l'établissement, l'utilisation des ressources se fera d'une manière différente, tenant compte des capacités des communautés à se mobiliser socialement, mais également financièrement, pour subvenir aux exigences de l'établissement. Les zones rurales pauvres sont celles où ces ressources seront le plus difficilement attribuées, mais également mises en œuvre, ainsi que dans les zones urbaines pauvres. Cependant, les écoles publiques des zones urbaines bien nanties auront moins de problèmes à atteindre les ressources et à mobiliser les communautés.

La manière dont les ressources financières sont utilisées et attribuées dépend de la communauté et de la mobilisation puisque la décentralisation a laissé place à une grande responsabilisation des communautés quant à l'établissement scolaire. Au sein des régions plus riches, les communautés ont tendance à s'impliquer davantage auprès des écoles et font généralement en sorte que l'utilisation des ressources soit maximale.¹⁷³ Le capital social des classes supérieures favorise la préoccupation commune quant aux performances des institutions académiques locales : les parents ont plus tendance à s'impliquer afin que leurs enfants reçoivent une éducation de meilleure qualité et évoluent dans un environnement propice à l'apprentissage. Dans les milieux plus pauvres, les réseaux sociaux sont forts, mais les personnes ont moins de temps à consacrer à la mobilisation communautaire reliée à l'institution scolaire.¹⁷⁴ Avec la décentralisation de l'éducation en République dominicaine, l'État s'est reposé sur l'organisation communautaire, la mobilisation et le capital social pour responsabiliser les communautés et déléguer une part importante de l'organisation scolaire.

Cependant, les ressources ne représentent pas seulement le financement, mais également le matériel, le bâtiment, et les ressources humaines. Pour ce qui est du matériel, l'État est responsable de produire et de distribuer des manuels scolaires dirigeant et

¹⁷² Gamez, *loc.cit.* p. 27

¹⁷³ Broccolicho, *loc.cit.* p. 301

¹⁷⁴ *Ibid*

uniformisant l'apprentissage des Dominicains fréquentant les écoles primaires publiques. Cependant, ce matériel didactique n'est pas toujours attribué, notamment dans les régions rurales, où les structures et les services sont défectueux et où le matériel ne peut donc pas se rendre.

Une autre raison est le manque de production de ce matériel.¹⁷⁵ Il est donc évident, en utilisant ce cas de figure, qu'en République dominicaine, l'éloignement d'un établissement, sa situation géographique et démographique affecte ces ressources. Il en est de même pour les professeurs. Certains professeurs sont engagés selon leurs contacts avec l'instance politique locale et non selon leurs qualifications.¹⁷⁶ Les professeurs ayant les meilleures formations et les plus grandes compétences se retrouvent généralement dans les écoles privées puisqu'elles sont en mesure d'offrir des conditions beaucoup plus favorables, alors qu'au public, les conditions ne sont pas encore très attrayantes.

De plus, il n'y a pas vraiment de ressources disponibles afin d'améliorer la formation des enseignants, et la formation des professeurs n'est pas adéquate pour la plupart des environnements des institutions académiques dominicaines et ils ne sont pas en mesure de répondre aux divers besoins de cette population polarisée.¹⁷⁷

En 2006, 56 % des professeurs dominicains avaient les diplômes nécessaires pour l'enseignement et ceux ayant reçu les meilleures notes se retrouvent dans les régions les plus riches. Les provinces où se retrouvent la majeure partie des professeurs diplômés, avec des pourcentages entre 73 et 79 % de professeurs diplômés au sein de leur bassin d'enseignants, sont Monsenor Nouel, Duarte et Valverde,¹⁷⁸ toutes situées autour de la province de Santiago, qui historiquement, est le lieu où une grande partie de la bourgeoisie blanche s'est développée à travers l'histoire.¹⁷⁹ Ces provinces sont celles, qui, en 2002, avaient parmi les indices de qualité de vie les plus élevés de République dominicaine,¹⁸⁰ ainsi que parmi les taux les plus bas de foyers en situation de pauvreté extrême, en dehors des provinces où se situent les deux grandes villes du pays.¹⁸¹ Trois cartes illustrant les données fournies ici se

¹⁷⁵ Canals, *loc.cit.* p. 33

¹⁷⁶ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 37

¹⁷⁷ *Ibid*

¹⁷⁸ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 79

¹⁷⁹ Betances, *loc.cit.* p. 29

¹⁸⁰ Nacional de Planificación. 2005 *Atlas de la pobreza en Republica dominicana 2005*, Secretariado Técnico de la Presidencia Oficina, Santo Domingo, p. IV

¹⁸¹ *Ibid*, p. V

retrouvent en annexe de l'étude. Elles faciliteront, tout au long du travail, la compréhension des données géographiques de la pauvreté.

Les régions où se retrouvent le moins de professeurs diplômés au sein de leur bassin d'enseignant, avec 33 à 39 %, sont Pedernales, Elias Pina, et Independencia. Ces provinces se retrouvent près de la frontière avec Haïti et elles ont les plus bas indices de qualité de vie, Elias Pina étant la province ayant le plus bas indice de tout le pays.¹⁸² Elles ont également les plus hauts taux de foyers en situation de pauvreté extrême, ainsi que parmi les plus hauts taux de foyers vivant dans la pauvreté.¹⁸³ Il y a une relation évidente entre les endroits ayant moins de professeurs diplômés, un taux de pauvreté plus élevé et un taux de réussite plus bas.¹⁸⁴

Cependant, ce sont les salaires des professeurs qui, déjà bas, englobent la majeure partie des ressources financières dédiées à l'éducation,¹⁸⁵ et malgré une hausse générale du salaire du corps professoral, plus de 30 % des enseignants du primaire ont un deuxième emploi demandant en moyenne 20 heures de travail par semaine en plus de leur charge scolaire et plus de 83 % des enseignants du secondaire ont un deuxième emploi leur demandant en moyenne plus de 24 heures de travail par semaine.¹⁸⁶ Or, comme les salaires représentent la majeure partie du budget attribué à l'éducation, il ne reste que peu d'argent pour investir dans les bâtiments, qui, dans les régions pauvres, sont dans de piètres états.¹⁸⁷ Cette situation démontre que les ressources financières accordées par l'État à l'éducation sont largement insuffisantes.

Alors que l'éducation est promulguée de manière si inégale en République dominicaine, à cause de ces divers facteurs influençant grandement l'effet d'établissement, les enfants fréquentant des établissements moins fortunés, auront moins de chances d'apprentissage, et auront moins possibilité de se sortir de la pauvreté. L'effet d'établissement influence les résultats scolaires, et comme les institutions scolaires sont inégales, les résultats le seront aussi, reproduisant l'inégalité sociale.

¹⁸² *Ibid.*, p. IV

¹⁸³ *Ibid.*, p. V- VI

¹⁸⁴ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 79

¹⁸⁵ Tano Kouanme, *loc.cit.* p. 76

¹⁸⁶ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 113

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 112

La clientèle

L'effet d'établissement permet de constater l'incidence d'une institution sur les élèves et donc de percevoir qu'un établissement situé dans une région urbaine, dans un milieu aisé, recevant davantage de ressources, aura un taux de réussite plus élevé qu'une école située dans une région rurale pauvre, éloignée des centres névralgiques et recevant moins de ressources.¹⁸⁸ Avec l'universalisation de l'éducation primaire, une plus grande partie de la population a eu accès aux institutions scolaires puisque ceux étant considérés comme vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté eurent maintenant accès à l'éducation.

La clientèle des établissements scolaires venait donc de se transformer soudainement en accueillant ainsi une clientèle qui n'y avait précédemment pas accès, et qui provient des milieux les plus pauvres. Plus de 80 % de la population étudiante se trouve dans les établissements publics et les établissements privés subventionnés par l'État.¹⁸⁹ Cependant, ce pourcentage diminue grandement selon les paliers d'éducation puisque les plus pauvres, qui représentent la majeure partie de la population, n'ont souvent pas l'opportunité de gravir les échelons académiques.¹⁹⁰ Il y a une différence d'en moyenne 10 années d'étude entre les étudiants provenant des familles les plus pauvres, ayant accès à l'éducation, et les étudiants provenant des familles les plus riches.¹⁹¹ Seulement 40 % des étudiants ayant fréquenté le primaire continuent les études secondaires,¹⁹² et 13 % d'entre eux proviennent des milieux ruraux et seulement 8 % de ces étudiants atteignent les études universitaires.¹⁹³

Depuis l'universalisation, il y a plus d'élèves qui réussissent et qui complètent le niveau primaire. Cependant, malgré ce taux de réussite, il y a un inconvénient majeur. La plupart des étudiants, ceux réussissant et ceux échouant ou abandonnant le font sur beaucoup plus de temps que la normale.¹⁹⁴ Donc, les premiers niveaux du primaire sont généralement débordés dû au redoublement répandu au sein de la population étudiante.¹⁹⁵ Les étudiants dominicains démontrent un grand taux d'échec et d'abandon. Plus la clientèle d'un établissement est pauvre, plus ce taux sera grand.

¹⁸⁸ Cousin, Olivier. *L'efficacité des collèges. Sociologie de l'effet d'établissement*. Paris, PUF, 1998, p. 5

¹⁸⁹ Tano Kouanme, *loc.cit.* p. 86

¹⁹⁰ *Ibid*

¹⁹¹ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 85

¹⁹² Canals, *loc.cit.* p. 36

¹⁹³ Vargas Pena, Daniel. *Informe Nacional Sobre Educacion Superior en Republica Dominicana*. IESALC & UNESCO, 2002, p.

12

¹⁹⁴ Canals, *loc.cit.* p. 37

¹⁹⁵ *Ibid*

Bien que le taux d'élèves complétant le niveau primaire a augmenté, le taux d'échec et d'abandon est très élevé, sept élèves sur dix achèveront leur parcours académique initial beaucoup plus tard que ce que préconise le parcours normal. Cependant, le taux d'abandon a diminué après les années 2000, mais a augmenté durant et pendant les répercussions subséquentes à la crise économique de 2003, et ce, surtout dans les milieux ruraux, là où la crise a été plus sévère.¹⁹⁶ Les étudiants plus pauvres resteront plus longtemps à l'école sans pourtant atteindre un niveau d'apprentissage suffisant, alors que les étudiants provenant des milieux aisés terminent normalement leur parcours dans les temps.¹⁹⁷ En troisième année du primaire, plus de 40 % des écoliers ont un retard de plus de deux ans sur le parcours normal, ce qui crée une situation d'engorgement, et augmente le nombre d'élèves dans les classes, faisant ainsi diminuer la qualité, puisque les classes n'y sont pas préparées.¹⁹⁸ Afin de compenser avec le débordement des classes dû au redoublement et aux échecs des étudiants du primaire et du secondaire, il est fréquent qu'ils reçoivent l'autorisation de passer au niveau supérieur sans avoir acquis les connaissances nécessaires. Cette situation mène généralement vers l'abandon puisque les étudiants ne sont plus capables de suivre le parcours académique.¹⁹⁹

Ainsi, alors que la majeure partie des nouveaux étudiants, amenés par l'universalisation du primaire, proviennent de milieux pauvres, et de familles avec peu d'éducation, il semble que cet accès à l'éducation soit insuffisant pour assurer des chances d'apprentissage égales. Les différences des conditions de vie des classes sociales influent directement sur leur apprentissage, puisqu'il manque d'appui d'une autre instance pour pallier ces différences. Ce manque d'appui pour combler la différence entre les étudiants est aussi un facteur de la reproduction des inégalités, puisqu'ils ne seront pas tous en mesure de réussir ou compléter un cheminement académique propice à l'amélioration des conditions de vie.

¹⁹⁶ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 94

¹⁹⁷ Canals, *loc.cit.* p. 38

¹⁹⁸ Resendiz, 2006, *loc.cit.* p. 143

¹⁹⁹ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 84

L'inégale distance

Le concept d'inégale distance a précédemment été développé lors du premier chapitre. Duru-Bellat²⁰⁰ parle des différences d'origines sociales, du niveau d'éducation des parents et de leur implication auprès de leurs enfants, de l'accès aux ressources, qu'elles soient financières ou matérielles, appuyant la réussite, ou encore la capacité des parents à choisir l'institution académique. L'inégale distance regroupe les différences qui influent sur la réussite scolaire ou sur le comportement des enfants en classe, bref, les qualités cognitives du quotidien qui favorisent ou non cette réussite, comme la nutrition, l'environnement, le milieu familial, l'état de santé, les conditions de vie en général. Ce concept sera donc divisé en deux sections, la première regroupant les origines sociales et le milieu familial, et la deuxième, l'accès aux ressources et le travail.

Les origines sociales et le milieu familial

Avec son histoire mouvementée et orientée vers la discrimination raciale, les Dominicaines et les Dominicains vivent toujours sous la contrainte raciale, même si elle s'est relativement atténuée avec les années. Cette discrimination est discernable notamment envers les Haïtiennes et Haïtiens, qui sont considérés par plusieurs Dominicaines et Dominicains comme étant inférieurs, mais également parmi les gens arborant une peau plus claire envers ceux ayant une peau plus foncée. L'exclusion sociale des Haïtiens et Haïtiennes n'est souvent pas considérée dans les chiffres officiels mais ils représentent une grande partie de la main-d'œuvre bon marché, alors que leurs droits sont éclipsés, leur situation pouvant parfois être comparée à de l'esclavage. Il est donc évident que leur situation académique est pauvre.²⁰¹ Ce phénomène perdure depuis longtemps et a été encouragé lors de la dictature de Trujillo²⁰²; ce dernier voulait renforcer une identité dominicaine plus blanche et se distinguer du peuple haïtien, mais également symboliser l'importance de l'origine et de la couleur de la peau.

Cette idée de l'élitisme blanc se poursuivra au-delà de l'ère de Trujillo puisque l'idée d'élitisme blanc aura fait son sillage au sein des croyances populaires, et ce, encore

²⁰⁰ *Ibid*, Gamez

²⁰¹ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 41

²⁰² Turits, *op. cit.* p. 589-635

aujourd'hui. Les origines sociales importent toujours beaucoup et tendent à contribuer à la reproduction des inégalités et la pauvreté. Selon Howard,²⁰³ les origines sociales et la couleur de la peau hiérarchisent la société dominicaine et depuis longtemps; la violence et la discrimination raciale sont présentes dans toutes les sphères de la société.

Howard soutient que la construction identitaire en cours, en vigueur depuis si longtemps contribue à la hiérarchisation et la méritocratie raciale. Ceci facilite l'accès à de meilleurs postes pour les personnes ayant la peau plus pâle au sein de la population, qui accepte relativement bien cette catégorisation selon la couleur. Comme les enfants ayant la peau la plus foncée sont généralement issus des familles les plus pauvres et que le système d'éducation est plutôt modelé pour les enfants provenant de familles des classes moyennes et riches, comme on peut le constater dans la loi, davantage modelée par les élites, l'ensemble de la population, plutôt noire et pauvre n'est pas favorisée.²⁰⁴

Le système scolaire tente de former de « bons Dominicains », restant dans la lignée, bien que beaucoup moins contraignante et discriminante, des lois racistes de Trujillo. On veut axer l'éducation sur les valeurs catholiques,²⁰⁵ alors qu'une grande partie de la population est d'origine haïtienne et a d'autres coutumes et pratiques religieuses.²⁰⁶ Les différences de cultures ou de manière de vivre, que ce soit causé par les coutumes ou par un manque de ressources et le besoin de travailler, ayant besoin d'un revenu de plus, ne sont pas pris en compte dans le système d'éducation. De plus, plusieurs familles haïtiennes et dominicaines pauvres n'ont pas d'extrait de naissance pour les enfants et sans ce document, les enfants n'ont accès qu'à l'éducation primaire jusqu'à la sixième année,²⁰⁷ limitant donc l'avancée académique d'une partie de la population dominicaine.

De manière générale, le niveau d'éducation diminue selon le niveau de pauvreté.²⁰⁸ Le milieu familial, le niveau d'éducation des parents et leur sensibilisation à l'éducation contribuent à la réussite académique des enfants. Un milieu familial pauvre, où les parents ont peu de moments libres pour s'occuper du développement académique de l'enfant favorise moins la réussite académique qu'un milieu familial riche, où les parents ont soit plus de

²⁰³ Howard, *loc.cit.* p. 725-738

²⁰⁴ El Congreso Nacional de Republica Dominicana. *loc.cit.* p. 1-45

²⁰⁵ *Ibid*

²⁰⁶ Howard, *loc.cit.* p. 740

²⁰⁷ Resendiz, Francisco. « Rendimiento por encima del Esperado y Resultados Insuficientes en Educacion ». *loc.cit.* p. 148

²⁰⁸ Jacinto, *loc.cit.* p. 67-102

temps ou plus de ressources à consacrer à leurs enfants.²⁰⁹ La situation familiale de pauvreté peut inciter les parents à sacrifier l'éducation de l'enfant pour obtenir un revenu de plus, selon Diaz Rios.²¹⁰

Les meilleurs taux d'assistance des étudiants inscrits au niveau primaire, se situant autour de 94 % des élèves aux cours sont dans les provinces de Duarte, Santiago Rodriguez, et Hermanas Mirabal,²¹¹ anciennement Salcedo, provinces relativement riches, se situant près de Santiago. À l'exception de Santiago Rodriguez, qui se classe moyennement quant à l'indice de qualité de vie, les deux autres sont dans les meilleures de République dominicaine.²¹² Le taux d'assistance est ici compris en terme d'heures d'assistance aux cours. Au niveau primaire, l'élève doit assister à 5 heures de classe par jour, durant 40 semaines, donnant un total de 1000 heures pour compléter l'année scolaire.²¹³

Les plus bas taux d'assistance, se situant entre 72 et 80 %, sont dans les provinces de Seybo, Romana et San Pedro de Macoris.²¹⁴ Ces provinces sont des hauts lieux du tourisme dominicain, mais aussi de culture de canne à sucre. Le taux de foyers dans une situation de pauvreté extrême n'est pas aussi élevé dans ces provinces que dans celles à la frontière du pays avec Haïti, mais le taux de foyers dans une situation de pauvreté est presque aussi élevé.²¹⁵

En République dominicaine, le taux de chômage est d'environ 14,2 %; si l'on considère que les chiffres officiels en cette matière sont exacts, cela mène les enfants vers le travail informel afin que les familles aient accès à un revenu de plus. Le taux de chômage est plus élevé en ville qu'en zone rurale, mais en zone rurale, certains emplois ne sont pas rémunérés,²¹⁶ donc, les travailleurs ne devraient pas être considérés dans les statistiques. Le taux de chômage est plus élevé chez les personnes ayant seulement fréquenté les institutions d'éducation primaire. Les gens n'ayant aucune éducation représentent un moins grand pourcentage relativement au taux de chômage puisqu'ils occupent des emplois à très bas revenus, ne demandant aucune formation.²¹⁷ Les habitants de la zone rurale, l'agriculture

²⁰⁹ Marchesi, *loc.cit.* p. 147

²¹⁰ Diaz Rios, *loc.cit.* p. 1-31

²¹¹ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 80

²¹² Nacional de Planificación, *loc.cit.* p. IV-VI

²¹³ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 80

²¹⁴ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. 1, *loc.cit.* p. 80

²¹⁵ Nacional de Planificación, *loc.cit.* p. IV-VI

²¹⁶ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. II, *loc.cit.* p. 13-19

²¹⁷ *Ibid*

devenant de moins en moins importante en rapport aux secteurs des services et du tourisme, perdent de plus en plus leurs emplois, car chaque année, le taux de chômage rural augmente. Le travail des enfants devient très important dans ce genre de situation puisque tous les revenus supplémentaires pour appuyer la survie familiale sont primordiaux.

Ainsi, les enfants dominicains, qui ont accès à un système public d'éducation faible, qui n'offre que des demi-journées d'école, par manque de ressources, vont fréquemment manquer des étapes importantes du parcours académique ou tout simplement abandonner, lorsque la survie la famille et le revenu supplémentaire procuré par le travail de l'enfant devient plus importants.²¹⁸ Quelques programmes gouvernementaux protégeant l'enfant et l'adolescent dans le cadre de l'emploi, de concert avec l'OIT, ont vu le jour depuis l'arrivée de Fernandez au pouvoir. Ils ont amélioré les lois concernant le travail des enfants et amélioré les situations et la sécurité des enfants, mais la situation demeure toutefois inquiétante, notamment quant au travail informel, et tout ce qui concerne la prostitution des jeunes Dominicains et Dominicaines, secteur de l'économie informelle prenant de l'expansion en même temps que l'industrie touristique.²¹⁹

Selon Billings,²²⁰ l'implication des parents dans l'éducation des enfants est primordiale pour leur réussite académique. Des parents ayant un faible niveau d'éducation, ou étant analphabètes, ne seront pas en mesure d'appuyer l'évolution scolaire des enfants, et réduiront leurs chances de réussite. Le taux d'analphabétisme est élevé en République dominicaine,²²¹ entre 15 à 20 % selon le groupe de population, considérant que plusieurs habitants ne sont pas recensés, donc ne sont pas pris en compte dans les statistiques nationales.²²² Cette donnée sur l'analphabétisme révèle qu'il sera difficile pour les parents d'appuyer les enfants dans leurs apprentissages. Il est mentionné dans plusieurs études que le niveau d'éducation des parents et leur niveau de sensibilisation quant à l'importance de l'éducation sont très bas en République dominicaine.

Un autre facteur important du manque d'éducation et de l'abandon des adolescentes, surtout, mais aussi des adolescents, est l'activité sexuelle précoce et le manque de précaution

²¹⁸ Neira Gomez, I. « Educacion y desarrollo economico : El papel de la cooperacion internacional en el desarrollo del tercer mundo ». *Euro-American Association of Economic Development*, Working Paper no. 47 (2000) p. 1-17, [En ligne] <http://www.eumed.net/cursecon/colaboraciones/aeede47.pdf>. Consultée le 8 octobre 2009

²¹⁹ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. II, *loc.cit.* p. 73

²²⁰ Billings, *loc.cit.* p. 252-269.

²²¹ Gamez, Susana. *Financiamiento de la educacion superior en Republica dominicana*. Caracas, Financiamiento de la educacion superior, UNESCO, 2003, p. 27

²²² Neira Gomez, *loc.cit.* p. 8

et de sensibilisation quant à la protection face aux maladies transmises sexuellement, mais surtout, la grossesse non désirée. La proportion de grossesses chez les adolescentes augmente chaque année, même si en 2007 il y a eu un petit déclin, les proportions restent hautes, avec plus de 20 % des jeunes filles âgées de 15 et 19 ans étant enceintes ou étant déjà mères.²²³ Cependant, lacune majeure de ces statistiques, certaines jeunes filles deviennent mères à un plus jeune âge. Les statistiques démontrent que près de 27 % de jeunes filles de milieux ruraux et 18 % de jeunes filles des milieux urbains sont déjà mères ou sont enceintes. Il est aussi vérifié que ce taux diminue lorsque les jeunes filles ont accès au système d'éducation, et que plus elles sont éduquées, moins il y aura de grossesses précoces et non désirées. Un peu moins de la moitié d'entre elles n'ont jamais assisté à l'école, et près de 40 % d'entre celles fréquentant le primaire n'ont pas atteint le quatrième niveau.²²⁴ Les autres qui ont eu accès à l'éducation doivent souvent abandonner pour pouvoir faire vivre leur progéniture. La sexualité chez les jeunes Dominicaines est un facteur déterminant dans leur parcours académique et est nécessairement à prendre en compte lorsqu'il s'agit de polarisation sociale.

Comme mentionnée à plusieurs reprises, l'inégalité sociale de la population dominicaine est prononcée, il est donc difficile pour les familles les plus pauvres de donner un soutien et un suivi au parcours académique de leurs enfants, étant donné leurs limites éducatives, exacerbant le cercle vicieux de la polarisation sociale. Les enfants pauvres ont moins de chance de réussite que les enfants plus riches. Cependant, cette limite prend plus d'ampleur encore puisqu'elle est jumelée également avec les ressources financières et l'accès au travail. En effet, les limites sociales ne peuvent pas ici être considérées sans les limites financières, étant, dans ce cas, intimement liées.

L'accès aux ressources et le travail

L'accès aux ressources et au travail varie pour les familles dominicaines, représentant un facteur important de l'inégale distance. Ces accès détermineront la facilité de permettre l'éducation aux enfants. Les ressources d'une famille, telles que l'habitation où les ressources financières permettent l'acquisition de ressources matérielles telles que des vêtements, du

²²³ Oficina de Desarrollo Humano, *loc.cit.* p. 335

²²⁴ *Ibid*

matériel scolaire ou pédagogique, ou encore des ressources alimentaires, et auront un impact majeur sur la réussite d'un étudiant au cours de son cheminement académique.²²⁵

Pour les familles pauvres vivant dans les milieux ruraux, 59 % du coût de l'éducation des enfants est accaparé par le transport pour se rendre sur les lieux d'apprentissage ainsi que la nourriture nécessaire aux enfants durant la période scolaire.²²⁶

Alors que le salaire journalier pour une journée de 10 heures de travail dans les champs est l'équivalent de 3,50 dollars canadiens, le salaire mensuel minimal d'un employé des zones franches étant l'équivalent de 90 dollars canadiens et le salaire minimal d'employé d'entreprises privées de tout acabit varie, selon la taille de l'entreprise, entre 90 et 150 dollars par mois.²²⁷ En 2010, en République dominicaine, l'Indice de développement humain est de 0,663, il n'a pas beaucoup fluctué depuis plusieurs années.²²⁸ Après la fin de la crise économique de 2003, le PIB de la République dominicaine a rapidement augmenté, mais non la redistribution, donc, plusieurs familles se retrouvent toujours dans une situation d'extrême pauvreté alors que le pays et les investisseurs s'enrichissent.²²⁹ Ainsi, les plus pauvres n'ont plus le luxe de l'éducation, le revenu supplémentaire de l'enfant qui travaille devient nécessaire, alors que pour le plus riche, l'éducation est toujours autant accessible.

Selon les statistiques officielles, les taux d'emploi des Dominicains et Dominicaines varient peu selon l'environnement, soit urbain et rural. Cependant, les taux d'emploi entre les hommes et les femmes varient selon le milieu, le pourcentage entre les hommes et les femmes varie plus en milieu rural qu'en milieu urbain où les femmes sont moins à l'emploi que les hommes. Cette statistique est associée au travail domestique des femmes.²³⁰

Le travail informel est cependant très important en République dominicaine et le pourcentage de personnes en situation de travail informel est plus haut que ceux ayant un emploi formel. En 2008, le pourcentage de gens ayant un emploi informel rémunéré était de 53 %, ceux ayant un travail formel rémunéré, 43 %.²³¹ Le revenu généré par le travail informel est beaucoup plus bas, considérant que le travailleur informel reçoit l'équivalent de

²²⁵ Duru-Bellat, *loc.cit.* p. 67

²²⁶ Oficina de Desarrollo Humano, Vol.I, *loc.cit.* p. 117

²²⁷ Oficina de Desarrollo Humano, *Política social : Capacidades y derechos, análisis y propuestas de políticas sociales en República dominicana*, Vol. II, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, Santo Domingo, 2010, p. 54

²²⁸ PNUD, *Rapport sur le Développement Humain 2010*, [En ligne] http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2010_FR_Tables.pdf, Consultée le 20 août 2011, p. 4

²²⁹ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. II, *loc.cit.* p. 5

²³⁰ *Ibid.*, p. 8

²³¹ *Ibid.*, p. 11

70 % du salaire d'un employé formel. Cependant, les travailleurs informels se retrouvant dans les 20 % des plus pauvres recevront autour de 38 % du salaire d'un travailleur du secteur formel, étant dans le même quintile de pauvreté.²³² La majorité des gens ayant un emploi formel se trouve en zone urbaine et beaucoup plus de personnes ayant un emploi informel sont aussi en ville. Cependant, considérant seulement le milieu rural, le taux d'emploi informel est plus élevé, le double, que l'emploi formel.²³³ Il est possible de faire le lien entre le haut taux de travail informel des familles résident dans les zones rurales, et les piètres taux d'assistance scolaire dans ces zones, puisque les familles ont nécessairement besoin d'un revenu de plus. Selon Klilsberg, la réussite des enfants est nécessairement liée au niveau d'éducation des parents et du milieu dans lequel l'enfant évolue. Plus une famille est pauvre, moins le milieu familial est propice à l'apprentissage scolaire.²³⁴ L'apprentissage et l'évolution scolaire sont donc différents selon le milieu et les conditions de vie telles que la pauvreté, le nombre de personnes vivant sous le même toit ou encore de l'organisation familiale. Par exemple, une femme monoparentale aura moins de temps à accorder à l'éducation de ses enfants qu'une famille comportant deux parents ayant des emplois bien rémunérés.²³⁵

En République dominicaine, comme mentionné précédemment, le taux de pauvreté étant très élevé, les familles ont peu de moyens pour répondre aux besoins primaires des enfants fréquentant l'école. Les populations les plus pauvres, lors de moments financiers difficiles, ou au quotidien, ont plus de préoccupations régulières comme le revenu où nourrir leur famille, alors que les plus riches peuvent consacrer un peu plus de temps à l'organisation et l'amélioration de l'institution scolaire de la communauté.²³⁶

Il y a plus de 25 % de la population qui souffre de dénutrition et ce phénomène est présent dans les milieux urbains et ruraux,²³⁷ ceci étant un exemple flagrant du manque de répartition des ressources du pays et de la polarisation sociale dominicaine. Dans les quartiers les plus pauvres des villes, les problèmes sanitaires affectent la santé des habitants, mais ils

²³² *Ibid*, p. 21

²³³ *Ibid*, p. 13

²³⁴ Klilsberg, Bernardo « Desigualdad y Desarrollo en America Latina : El Debate Postergado ». Buenos Aires Sin Fronteras : Un Espacio para el Dialogo, Buenos Aires, 1999 of Conference, p. 10-25

²³⁵ *Ibid*

²³⁶ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. I, *loc.cit.* p. 73

²³⁷ Gonzalez, Roberto. *Combatiendo las peores formas del trabajo infantil en el municipio de Constanza, República dominicana*. OIT & IPEC, 2004, p. 54 [En ligne] <http://www.ilo.org/ipecinfor/product/viewProduct.do?productId=1279>, Consultée le 6 octobre 2009 (

ont accès à davantage de services de soins de santé que dans les milieux ruraux.²³⁸ Le climat tropical de la République dominicaine permet la propagation rapide des maladies et le manque d'installations et de services sanitaires n'améliore pas la situation. Le manque d'offre de services du système de santé dominicain ne permet pas de maintenir l'ensemble de la population en santé.

La faible couverture du territoire dominicain par le système de santé et les différences de qualité d'administration des soins et des installations entre les régions riches et pauvres déterminent que les populations plus pauvres n'auront pas toujours accès à des soins de santé adéquats.²³⁹ La santé mentale et physique est nécessaire à l'apprentissage et à la présence en classe. Les taux de maladies graves et récurrentes ainsi que le VIH sont plus hauts près de la frontière avec Haïti, dans les provinces les plus pauvres.²⁴⁰ De plus, le taux de décès à la naissance et durant l'enfance décroît grandement selon les quintiles économiques, des plus pauvres aux plus riches.²⁴¹

Selon une étude, ce ne sont pas uniquement les facteurs strictement économiques qui influencent l'état de santé des enfants dominicains, mais également le niveau d'éducation des parents. Plus le niveau d'éducation est élevé, moins il y a de chance de maladie et de mortalité. La probabilité de mortalité avant l'âge de cinq ans d'un enfant provenant d'une famille n'ayant pas reçu d'éducation formelle sera 3 fois plus importante que celle pour un enfant provenant d'une famille ayant accédé à l'éducation formelle.²⁴² Cette statistique ne s'est pas améliorée depuis 2002 et le système de santé est toujours faible. L'élévation des taux d'éducation des familles, mais surtout des mères dominicaines, permettrait l'élévation du niveau de santé des enfants, mais également de réduire le taux de mortalité infantile.²⁴³

Le taux de mortalité infantile dû à la diarrhée, à la malnutrition ou la dénutrition et aux infections respiratoires aiguës sont les plus hauts dans les provinces de Batoruco, Barahona, Pedernales, Independencia, Peravia, Valverde y Sánchez Ramírez, ces provinces se retrouvant majoritairement aux frontières avec Haïti, là où les taux de foyers vivants dans une situation de pauvreté extrême sont parmi les plus élevés au pays ainsi qu'ayant les

²³⁸ Pomeroy, *loc.cit.* p. 83

²³⁹ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. II, *loc.cit.* p. 214

²⁴⁰ *Ibid*

²⁴¹ *Ibid*

²⁴² *Ibid*, p. 215

²⁴³ *Ibid*

indices de qualité de vie les plus bas.²⁴⁴ Dans ces provinces, ce sont les zones rurales qui sont le plus affectées.²⁴⁵ Alors que, comme mentionné précédemment, les taux d'assistance, mais également d'abandon et d'échec sont plus élevés en zones rurales, il est possible d'établir le rapport entre le mauvais état de santé des enfants et leur réussite scolaire.

L'accès à l'eau potable et l'assainissement des eaux sont restreints en République dominicaine, l'eau potable étant onéreuse et ainsi difficile d'accès pour une partie de la population. L'accès à de l'eau potable et à des installations et services sanitaires pourraient améliorer les conditions de salubrité et de santé des enfants. Seulement 37 % des Dominicains et Dominicaines ont accès à l'eau courante et certains d'entre eux n'y ont accès que quelques heures par jour.²⁴⁶ Il en est de même pour l'électricité, peu y ont accès et les coupures sont constantes, la République dominicaine ayant le système électrique le moins fiable d'Amérique latine.²⁴⁷

Depuis 1997, le taux de pauvreté n'a pas diminué et depuis cette crise économique importante en République dominicaine, en 2003, ce taux a radicalement augmenté, a fait grandir la polarisation sociale et a donc fait diminuer la redistribution des ressources. Notamment, il y a eu une diminution importante des salaires des plus pauvres.²⁴⁸ De 1996 à 2000, il y a eu une constante augmentation du nombre d'inscriptions à l'école, mais, durant la crise de 2003, le taux a diminué. Il n'y a pas assez d'aide pour les plus pauvres qui doivent retirer leurs enfants de l'école lorsqu'une situation financière difficile se présente.²⁴⁹

Les Dominicains et Dominicaines ayant les meilleures formations sont ceux recevant les salaires les plus hauts et ceux ayant moins de formation perdent leur emploi ou se voient retirer une partie de leur salaire.²⁵⁰ Étant donné qu'en 2007, 26 % de la population considérée comme faisant partie de la population active avait obtenu un diplôme d'éducation primaire et 20 % son diplôme d'études secondaires,²⁵¹ il devient de plus en plus difficile pour une Dominicaine ou un Dominicain d'avoir un emploi qui permet une rémunération acceptable pour atteindre un niveau de vie suffisant dans le cadre national actuel. Malgré le manque

²⁴⁴ Nacional de Planificación, *loc.cit.* p. IV-VI

²⁴⁵ Oficina de Desarrollo Humano, *loc.cit.* p. 217

²⁴⁶ Resendiz, Francisco. « Factores determinantes de la pobreza y la desigualdad, *loc.cit.* p. 152

²⁴⁷ *Ibid*

²⁴⁸ *Ibid*

²⁴⁹ Oficina de Desarrollo Humano, *loc.cit.* p. 73

²⁵⁰ Resendiz, Francisco. « Factores determinantes de la pobreza y la desigualdad, *loc.cit.* p. 153

²⁵¹ Oficina de Desarrollo Humano, *loc.cit.* p. 83

d'offre éducative, on demande de plus en plus de qualifications aux Dominicains et Dominicaines et il y a une baisse des offres d'emploi, augmentant ainsi le taux d'emploi informel et diminuant la possibilité des parents d'obtenir des ressources financières pour appuyer l'éducation de leurs enfants.

Le domaine agricole est de plus en plus laissé de côté, menant également vers une augmentation du travail informel, l'exode rural et une plus grande précarité.²⁵² Le taux d'urbanisation de la République dominicaine est maintenant de 69 %, environ 30 % demeurant dans la Capitale, Santo Domingo, et un peu moins de 20 % à Santiago, deuxième ville du pays.²⁵³ Cette population se retrouve dans les milieux urbains puisque les secteurs ayant le plus d'emplois sont les services et le tourisme, alors qu'il y a 40 ans, moins d'un tiers des Dominicains vivaient dans les villes puisque le secteur d'importance était l'agriculture de la canne à sucre.²⁵⁴

Cette difficulté de trouver du travail et d'avoir un revenu, pour une majeure partie de la population, rend la situation plus difficile lorsqu'il s'agit d'aider les enfants à faire leurs devoirs ou faire un suivi de leur apprentissage. Lorsque les parents doivent plutôt mettre l'énergie à trouver une source de revenus en ayant plusieurs emplois informels pour pouvoir assurer un certain niveau de bien-être pour la famille, l'éducation, qui n'est déjà pas dans les priorités des familles dominicaines moins nanties,²⁵⁵ est relayée à l'arrière-plan. En effet, comme le système d'éducation n'est pas en mesure d'offrir une qualité acceptable et que la réussite des enfants est généralement lente et ne mène généralement pas aux résultats escomptés, les parents ne voient pas l'intérêt de se passer d'un revenu supplémentaire au profit de l'éducation.²⁵⁶

Ce manque de ressources entraîne un déséquilibre certain entre les classes sociales puisque les mieux nantis sont en mesure de fournir les ressources matérielles nécessaires à l'apprentissage et leurs enfants ne sont pas poussés à trouver un emploi informel pour combler le déficit financier. Le travail des enfants est un des aspects importants de l'inégalité des chances de réussite entre les classes sociales dominicaines.

²⁵² Pomeroy, Carlton & Steve Jacob, *loc.cit.* p. 73-107

²⁵³ The World Fact Book, *loc.cit.*

²⁵⁴ Oficina de Desarrollo Humano, *loc.cit.* p. 29

²⁵⁵ Gonzalez, *loc.cit.* p. 54

²⁵⁶ OIT & IPEC, *loc.cit.* p. 49

Le travail des enfants est une stratégie de survie pour les familles dominicaines pauvres puisque l'enfant ayant un emploi permet de rapporter un revenu de plus à la famille. Les enfants qui travaillent auront moins de temps et d'énergie à consacrer à l'école, mais au-delà de ces considérations, il y a aussi la sécurité et l'intégrité des enfants. En effet, les enfants des milieux ruraux qui doivent travailler pour appuyer la famille le font souvent dans un milieu beaucoup moins hasardeux puisqu'ils le font souvent au sein de la famille. Cependant, les enfants des milieux urbains se verront souvent obligés de travailler dans la rue, ou comme domestiques chez des particuliers,²⁵⁷ les exposants à plusieurs risques et un entourage moins compatissant.²⁵⁸ Les enfants travaillant dans les milieux urbains sont exposés très jeunes à la criminalité et cela constitue un autre motif d'abandon scolaire, le crime pouvant représenter un revenu supplémentaire.²⁵⁹ Toutefois, les enfants provenant de familles riches ou de classes moyennes n'ont pas l'obligation de faire travailler leurs enfants, puisqu'elles n'ont généralement pas le besoin de se procurer un revenu supplémentaire.²⁶⁰

Ce chapitre démontre qu'au niveau micro-politique, les difficultés financières des établissements publics ainsi qu'une grande partie des familles dominicaines entraînent une polarisation et une inégalité des chances d'apprentissage chez les enfants des différentes classes sociales dominicaines. Dans le prochain chapitre, il sera question d'analyser les liens entre les niveaux macro et micro-politiques afin de percevoir si, depuis l'arrivée au pouvoir de Leonel Fernandez et les changements proposés et appliqués à la politique dominicaine auront eu quelconques effets sur l'éducation et la polarisation sociale.

²⁵⁷ Gonzalez, *loc.cit.* p. 57

²⁵⁸ OIT & IPEC. *loc.cit.* p. 66

²⁵⁹ Pomeroy, *loc.cit.* p. 79

²⁶⁰ Ariza-Castillo, Marina. (1994) « Familias y pobreza. Menores deambulantes en Republica dominicana ». *Nueva Sociedad*, No. 129, p. 90-103

CHAPITRE 4

4. L'ANALYSE DE LA SITUATION DOMINICAINE

Lors de ce dernier chapitre, les liens entre les dimensions macro et micro-politiques seront développés afin de vérifier l'hypothèse de départ de ce travail. En appliquant le cadre analytique élaboré lors du premier chapitre, l'analyse des faits présentés lors des deux chapitres précédents sera faite. Elle permettra de trouver réponses aux questions posées ultérieurement.

Ce chapitre sera divisé de manière à rendre explicites les liens entre les dimensions politiques exposées et à démontrer que les changements apportés par Fernandez ont conduit à diverses conséquences quant à la polarisation, mais que, somme toute, les inégalités sociales perdurent. En premier lieu, il s'agira de faire l'analyse du niveau macro-politique et micro-politique. Par la suite, ces niveaux seront mis en relation afin de mieux comprendre la dynamique dominicaine quant aux services éducationnels offerts et leurs impacts sur la polarisation sociale. Cette partie sera essentielle afin de démontrer le rapport entre les niveaux et les impacts entre ces dimensions et les effets sur la polarisation.

Il s'agira d'analyser les différents faits et statistiques présentés dans les chapitres précédents. L'analyse qui sera faite servira à répondre aux questions précédentes, la prédominance étant relative aux impacts des changements dus à l'arrivée de Fernandez sur l'éducation et sur la reproduction de la polarisation sociale. Il s'agit de démontrer que, malgré des politiques éducatives nouvelles et une certaine avancée à ce niveau, le budget insuffisant alloué à ce domaine et les fragiles liens structuraux entre les deux dimensions politiques ne créent pas une conjoncture adéquate à l'apprentissage.

L'idéologie du gouvernement Fernandez et les réformes économiques adoptées ont certes amélioré la croissance économique et le PIB, mais comme les liens entre les dimensions politiques sont insuffisants et faibles et que la redistribution est défailante, l'évolution de la population dominicaine ; qui pourrait être améliorée par l'éducation ; est compromise et alimente la reproduction de la polarisation sociale. Ce qui sera démontré ici, c'est que les liens entre les dimensions politiques nuisent à l'application, au bon fonctionnement et au succès du système dominicain d'éducation, soit de former la population. Cette démonstration sera faite à l'aide des faits et données récoltées lors de ce travail, en illustrant les manques entre les dimensions politiques.

La mise en relation des niveaux politiques

Les paramètres structurels de l'État et l'inégale distance

Comme constatés lors de cette recherche, les paramètres structurels de l'État influencent nécessairement et directement l'inégale distance, et ce, de plusieurs manières. Depuis l'arrivée de Fernandez, les changements apportés à l'État ont été positifs dans le sens qu'ils ont sorti le pays des sillages du régime dictatorial de Trujillo. Après sa mort, l'État dominicain est tout de même resté sous l'emprise de son influence, en ayant à sa tête, des successeurs du régime trujilliste. Cependant, alors que plusieurs croient que les changements apportés à la tête de l'État provoqueront un grand pas en avant en matière d'inégalités sociales, les changements seront plutôt subtils et lents.

Comme le courant économique et politique emprunté par Fernandez pour diriger le pays est le néo-libéralisme, cet espoir qu'avaient les Dominicaines et Dominicains de voir leur pays et sa société évoluer a ralenti. Comme le néo-libéralisme met généralement l'emphase sur les lois du marché et son ouverture, Fernandez et son gouvernement, loin de s'en détacher, appliquent cette vision du néo-libéralisme à la manière dominicaine. Cette manière de faire aboutira éventuellement vers une augmentation du PIB intéressante, comme mentionné précédemment, cependant, cette augmentation du PIB ne se reflètera pas dans les statistiques sociales. En effet, comme l'indiquent ces statistiques, l'indice de qualité de vie et le pourcentage de foyers vivants dans l'extrême pauvreté et dans la pauvreté ne reflètent pas une société égale, mais plutôt très polarisée. C'est ce qu'indique également le coefficient de Gini, démontrant l'inégalité présente au pays.

Il faut aussi tenir compte de l'histoire dominicaine autoritaire et raciste et l'association avec le FMI, les programmes d'ajustements structurels, le manque d'implications dans les infrastructures et les services à la population. L'exclusion ethnique demeure un défi considérable en République dominicaine et soulève bien des tollés au niveau national et international puisque l'État ne réagit pas de manière adéquate à cette situation. Le facteur d'ethnicité représente une dimension de l'inégale distance que l'État ne semble pas être en mesure de régler. Les déportations massives d'Haïtiens, même ceux nés sur le sol dominicain, sont toujours nombreuses et certaines lois dominicaines sont clairement établies afin d'exclure, de certains domaines, les personnes d'origine haïtienne.²⁶¹ Par exemple, il est établi par la loi que 80 % des employés d'une entreprise doivent être d'origine dominicaine,²⁶² cependant, cette loi est clairement discriminante puisqu'une partie de la population est d'origine haïtienne et la plupart d'entre eux ont la peau plus foncée; et ceci est généralement un critère d'identification de l'origine, privant ainsi les personnes à la peau plus foncée de l'accès au marché du travail.²⁶³ Ce facteur fait partie des aspects influençant l'inégale distance et compromet l'éducation des enfants puisque le milieu familial n'est pas en mesure d'acquérir les ressources suffisantes, en raison des origines et des décisions étatiques y étant reliées.

²⁶¹ Oficina de Desarrollo Humano, *Política Social : Capacidades y Derechos, Análisis y propuestas de políticas sociales en República Dominicana*, Vol. III, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, Santo Domingo, 2010, p. 108

²⁶² *Ibid*

²⁶³ *Ibid*, p.109

Même s'il est vrai que la création et l'application des réformes se font difficilement et qu'il est compliqué de rejoindre l'ensemble des populations dominicaines, soit à cause du manque de concertation entre les structures législatives, exécutives et juridiques et du clientélisme, mais aussi à cause de la bureaucratie toujours avilie par les valeurs trujillistes, ces difficultés d'imposition des réformes et des changements ne sont pas les seules responsables de cette polarisation sociale.

Il est évident que ces aspects sont grandement responsables (d'une grande partie) du manque de redistribution et du manque de proximité avec une grande partie de la population dominicaine puisque seule l'élite a pu avoir un contact privilégié avec l'État. Cette relation préétablie entre l'État d'avant Fernandez et les différentes classes sociales dominicaines ancrerait déjà la polarisation sociale comme norme. Comme exposées précédemment, les richesses du pays sont réparties inégalement et ce sont les 10 % des plus riches qui détiennent la majorité des ressources.

Bien qu'il faille considérer, dans ce cas-ci, cette difficulté bureaucratique, les réformes d'austérité économique et le clientélisme comme étant nuisibles à la redistribution vers l'ensemble de la population, exacerbant la polarisation sociale avant l'arrivée au pouvoir de Fernandez et leur continuation lors du changement de régime, il faut également considérer les politiques et décisions économiques du gouvernement Fernandez. Même si son arrivée se fait dans un milieu politique et économique difficilement malléable, les statistiques et les données depuis son accession au pouvoir ne démontrent pas les possibilités de changements tant espérées par la population et ne démontrent pas une évolution considérable de l'inégale distance.

En effet, comme mentionnés précédemment, l'économie et le marché dominicain, de par les volontés structurelles du gouvernement Fernandez, ont été tournés vers l'extérieur augmentant ainsi le taux de croissance et le PIB national. Cependant, cette économie de marché a été bonifiée par un investissement de l'État dans les secteurs productifs tels que le textile, dans les zones franches où les qualifications requises y sont basses ainsi que les salaires.²⁶⁴ C'est aussi dans ces secteurs, mais également au niveau de l'agriculture, pendant et après la crise financière, que les coupures budgétaires ont le plus affecté les salaires alors que les gens ayant des emplois

²⁶⁴ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. II, *loc.cit.* p. 78

les mieux rémunérés ou occupant des postes importants au sein de la fonction publique ont à peine été touchés par les mesures d'austérité économique. Il est évident que ces mesures n'ont fait qu'augmenter la brèche économique entre les deux principales classes sociales dominicaines, puisque les conditions se sont détériorées pour l'une, et améliorées pour l'autre.

Afin de faire augmenter la productivité et la croissance brute des secteurs les plus atteints par la crise, l'État a coupé dans les salaires, et comme ces secteurs étaient ceux engageant les plus pauvres et les moins formés, ce sont eux qui ont le plus été touchés par la crise.²⁶⁵ Il est clair que ce genre d'action économique entreprise par le gouvernement ne favorise pas l'amélioration des concepts englobés par l'inégale distance, comme l'accès au travail et aux ressources, ainsi que l'environnement sociétal. Alors que le pourcentage du PIB accordé pour des services essentiels comme la santé ou l'accès à l'eau potable est très bas, il est difficile pour les populations vivant dans l'extrême pauvreté ou la pauvreté de fournir des conditions favorables à l'apprentissage pour leurs enfants puisque les politiques et programmes sociaux sont insuffisants et ne permettent pas une aide suffisante pour que ces populations se hissent hors de cette situation précaire. Cette situation précaire constitue une conjoncture difficile et réduit l'égalité des chances d'apprentissage.

Un des aspects de l'effet d'établissement et de l'inégale distance qui semble être négligé par les politiques actuelles est l'environnement rural. L'ensemble des ressources est beaucoup plus concentré dans les zones urbaines, donnant un accès plus large à ces populations à des services, qu'ils soient de base ou plus élaboré, comme l'accès aux bibliothèques ou autres ressources culturelles, défavorisant au niveau de l'apprentissage les étudiants vivant dans les zones rurales. Également, le secteur de l'emploi est moins large en zone rurale et comme l'État a orienté la production vers les services, plus développés en zone urbaine, la production de biens manufacturés pour l'extérieur et le tourisme, le domaine de l'agriculture a nettement diminué et le taux de chômage est plus élevé en zone rurale.²⁶⁶

Comme ce sont les principales activités générant de la croissance ces dernières années en République dominicaine et que le milieu rural n'est généralement pas un endroit propice pour ce genre d'activités, la zone rurale devient moins intéressante pour l'économie de marché et la productivité dominicaine. L'urbanisation grandissante est notamment un des

²⁶⁵ *Ibid.*, p. 39

²⁶⁶ *Ibid.*, p. 11

effets du manque de services, d'emploi et d'offre éducative de ces régions. En devenant un secteur moins important, les habitants des zones rurales ont alors accès à moins de services et de ressources. L'offre éducative est nettement moins présente dans les zones rurales, et les institutions sont de moins bonne qualité, l'inégale distance est plus prononcée, ces facteurs réunis mènent certainement vers une brèche entre les classes sociales.

Les liens entre les politiques, les décisions gouvernementales et les réussites éducatives des enfants dominicains sont en partie expliquées ici puisque les liens macro et micro-politiques — l'implication de l'État et sa mission économique versus l'inégale distance — sont faibles, mais les liens sont également déficients à plusieurs autres degrés. Une des décisions importantes du gouvernement Fernandez fut la décentralisation, citée lors de ce travail comme un des objectifs principaux à atteindre par le gouvernement.

La décentralisation, l'effet d'établissement et l'inégale distance

La décision de réduire la taille de l'État dominicain par la décentralisation a créé diverses situations. L'objectif gouvernemental quant à la décentralisation était de créer une responsabilisation sociale, de développer le capital social et l'autonomisation de la population. Cependant, il semble que la décentralisation, dans ce cas-ci, a atteint ses buts avec une certaine partie de la population dominicaine, soit ceux qui avaient le moins besoin de développement de son capital social et d'autonomisation. Effectivement, ce sont les classes les plus riches qui ont profité de cette décentralisation, ayant dorénavant plus de liberté quant aux décisions dans certaines sphères de la vie publique et politique.

Comme établi précédemment, dans la partie sur l'inégale distance et l'effet d'établissement, les personnes n'ayant pas à se préoccuper de leurs ressources financières ont beaucoup plus de temps pour s'immiscer dans les décisions, généralement locales, afin de servir leurs propres intérêts. Comme leurs conditions de vie, ici considérées comme les facteurs englobés par l'inégale distance, ne sont pas une contrainte, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas besoin de s'inquiéter d'avoir accès à un toit, à l'eau potable, à l'électricité, au transport, à l'emploi, mais aussi à des ressources culturelles et sociales. Tandis que, pour la majeure partie de la population dominicaine vivant dans l'extrême pauvreté ou la pauvreté, alors que

les aspects de base des conditions de vie sont difficilement atteints, l'accent sera mis sur d'autres aspects comme l'acquisition de ce qui est nécessaire pour la survie de leur famille. Ainsi, en considérant la mauvaise redistribution mentionnée précédemment, ainsi qu'un détachement de l'État dans plusieurs sphères de la vie publique et politique, les institutions des communautés les plus pauvres se verront défavorisées puisque leur succès dépendra grandement de l'implication des gens habitant la communauté.

L'État dominicain compte sur les relations de voisinage dans les communautés pauvres pour régler certains manques que l'État ne semble pas en mesure de combler, notamment l'obtention d'emplois, l'assistance aux personnes handicapées ou malades, l'appui en cas de manque de nourriture, le soin des personnes âgées et des enfants.²⁶⁷ Cependant, dans les milieux pauvres, le voisinage pallie déjà au mieux aux manques de la communauté, mais il faudrait une intervention extérieure puisque leurs ressources ne sont pas suffisantes, et c'est ici le sujet principal, maintenir et améliorer l'institution académique locale, tandis que les gens des communautés nanties, n'ayant pas autant de préoccupations, ont plus de ressources et de temps. C'est donc ici que la décentralisation devient un obstacle pour certains et une opportunité pour d'autres, alimentant et reproduisant la polarisation sociale. En assumant que la décentralisation sera un succès en s'appuyant sur le concept de capital social, l'État assume que les communautés seront en mesure de prendre en charge une bonne partie des éléments décentralisés.

La décentralisation crée une polarisation entre les différentes municipalités et communautés et c'est un point important quant à l'éducation. Comme les communautés plus riches ont un accès plus facile au pouvoir, alimenté par le clientélisme des divers niveaux politiques, il est plus facile, dans ces milieux, alors que l'inégale distance n'est pas un problème, de s'impliquer dans l'évolution et l'amélioration des institutions académiques, notamment parce qu'elles sont majoritairement privées. L'inclusion plus marquée de la communauté et de leurs valeurs et intérêts dans le système d'éducation accentue la différence entre les institutions notamment privées et publiques, mais aussi des communautés riches et plus pauvres.

En décentralisant, l'État perd une partie de son contrôle dans certains domaines, aux profits de ces communautés ayant les possibilités et la volonté de prendre ce contrôle. Alors

²⁶⁷ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. III, *loc.cit.* p. 198

qu'il a été établi que l'inégale distance ne permet pas aux populations plus pauvres de s'impliquer, comme l'impose l'État par la décentralisation, pour l'éducation de la communauté, c'est à dire, dans le cadre de cette étude, de modifier l'effet d'établissement. L'État délaisse une partie du contrôle par la décentralisation sur l'éducation des populations par la décentralisation, mais il en délaissait déjà une partie en favorisant la privatisation de l'éducation puisque les institutions privées avaient déjà une plus grande liberté de choix quant aux cursus éducatifs. Tous ces facteurs variant d'une communauté à l'autre, dans le cadre de la décentralisation, mais aussi dans le cadre d'un État favorisant la privatisation et favorisant le clientélisme, formeront la qualité de l'établissement local selon les capacités de mobilisation financière, sociale, mais également de temps.

Un autre élément est important dans cette analyse : avec la décentralisation, mais également avec le clientélisme politique et des pôles économiques de croissance urbaine, les milieux ruraux ont moins d'importances, et sont délaissés du processus démocratique. Un des objectifs de la décentralisation clairement établis par le gouvernement Fernandez est l'augmentation de la participation populaire au processus démocratique. Cependant, il a été établi que les structures défaillantes de la bureaucratie dominicaine et les faibles liens avec les instances juridiques et exécutives ainsi que les autres niveaux politiques ne supportent pas cette volonté de démocratisation. Les populations rurales, qui sont déjà, au niveau économique, victime d'une certaine exclusion, et qui géographiquement, sont souvent éloignées des centres de pouvoir et d'économie, se retrouvent souvent quelque peu en dehors des processus démocratiques. Ces constatations exacerbent la polarisation entre les communautés et leurs chances d'améliorer leurs institutions, notamment académiques.

Ainsi, la décentralisation, décision politique du gouvernement Fernandez, a affecté et exacerbé les différences entre les communautés dominicaines. Celles ayant déjà les ressources nécessaires à la réalisation des institutions et, dans ce cas-ci, de l'éducation ont eu l'opportunité, avec la décentralisation, de prendre une place plus importante au sein des décisions concernées. Cependant, dans les communautés plus pauvres, les concepts englobés par l'inégale distance n'ont pas permis aux populations de se mobiliser et d'avoir un effet positif sur l'effet d'établissement des institutions d'éducation.

Donc, les politiques de décentralisation de Fernandez, de concert avec l'idée néo-libérale de réduction d'État, et avec les difficultés bureaucratiques, qui amoindrissent la

facilité d'approche de la population, les communautés dominicaines ont été davantage polarisées et, selon le cas, il y eut une répercussion différente sur la qualité de l'éducation. Considérant que l'éducation est un facteur important dans l'édification d'une société plus égalitaire,²⁶⁸ les décisions politiques actuelles accentuent la reproduction de la polarisation sociale. Cependant, d'autres raisons entrent en ligne de compte dans cette analyse, notamment le lien entre la structure du système d'éducation et l'effet d'établissement.

La structure du système d'éducation et l'effet d'établissement

La structure du système d'éducation influence nécessairement l'effet d'établissement et nécessairement la polarisation sociale, de par l'inefficacité des liens les unissant.

Il nous semble cohérent que l'universalisation de l'éducation ne puisse être condamnable, puisque tenter d'offrir une éducation minimale à l'ensemble de la population n'est pas négligeable. Cependant, selon les principes de Marchesi, l'accès universel n'est qu'une étape vers une universalisation de l'éducation puisque l'accès universel n'est pas garant de la qualité des institutions. Comme l'universalisation de l'éducation est d'offrir aux enfants d'un pays les mêmes chances éducatives, le même genre de ressources et d'enseignement, il est clair que, considérée de cette façon, l'universalisation n'est pas achevée en République dominicaine.

Cependant, comme le système d'éducation était très peu développé avant l'arrivée de Fernandez au pouvoir, il est toutefois louable que le gouvernement ait fait un effort aussi considérable. L'universalisation de l'accès à l'éducation primaire a signifié construire de nouvelles écoles et engager davantage de professeurs et de personnel technique. Afin d'améliorer le bassin de professeurs disponibles, l'État et le système national d'éducation ont facilité l'accès et amélioré le cursus du programme de formation des enseignants.²⁶⁹

Cependant, comme mentionné précédemment, la plupart des enseignants ayant une formation adéquate se retrouvent dans les institutions des communautés les mieux nanties. Ainsi, malgré un effort fourni pour la formation de nouveaux professeurs, ceux ayant les

²⁶⁸ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. I, II, III, *loc.cit*

²⁶⁹ *Ibid*

meilleurs résultats servent souvent, plutôt que le système d'éducation publique, le secteur privé puisque ce sont généralement les écoles offrant les meilleures ressources.²⁷⁰

Ainsi, le lien entre le système d'éducation et certains aspects de l'effet d'établissement, ici la situation géographique et les ressources de l'établissement, entrent directement en ligne de compte. De plus, comme les enfants qui avaient déjà accès à des institutions de qualité proviennent généralement de familles riches et que l'universalisation de l'accès à l'éducation primaire n'a pas vraiment bouleversé leurs acquis, il n'y a pas de différence de qualité dans le rendement de leur institution académique. Aussi, comme les mieux nantis ont le choix des institutions scolaires, ils sont ainsi en mesure de sélectionner l'établissement offrant les meilleures conditions d'apprentissage, donc le meilleur effet d'établissement pour assurer l'éducation de leurs enfants. Les familles les plus pauvres n'ont pas le choix, surtout celles résidant en zones rurales. Cette notion de choix, d'emblée, indique une iniquité du système d'éducation et réduit l'égalité des chances d'apprentissage, reproduisant la polarisation sociale.

L'accès universel aux institutions primaires, malgré l'effort et les ressources nécessaires pour le mettre en place, n'est pas garant de diminution de la polarisation de l'apprentissage. Comme le pourcentage du PIB alloué à l'éducation est très bas; il faut se rappeler que le 4 % du PIB destiné à l'éducation, établi par la Loi sur l'éducation dominicaine, n'a jamais été respecté²⁷¹; le bon maintien de ce système, avec si peu de ressources, est peu probable. Ainsi, la qualité des institutions publiques des classes moyennes et pauvres a diminué, par la soudaine augmentation d'inscriptions causée par l'universalisation, demandant des ressources plus grandes pour la majeure partie des institutions ciblées. Ce ne sont pas les écoles recevant les enfants de familles riches qui ont soudain eu accès à l'éducation puisqu'elle leur était déjà accordée. Ce sont plutôt les enfants des familles les plus pauvres, celles pour qui, auparavant, l'éducation était un luxe. Les écoles ont donc dû recevoir des enfants qui venaient de milieux ne favorisant pas d'emblée l'apprentissage, augmentant les charges éducatives des professeurs, qui, de manière générale, ont moins de compétence dans les régions moins riches.

²⁷⁰ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. II, *loc.cit.* p. 253

²⁷¹ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. I, *loc.cit.* p. 264

Cette augmentation de la fréquentation, combinée au manque de budget alloué à l'éducation, les variations d'effet d'établissement et d'inégale distance ont entraîné une augmentation de l'échec, de la répétition des années et de l'abandon. Ainsi, comme les enfants restent beaucoup plus longtemps à l'école pour atteindre la réussite du primaire, il en coûte cher au système d'éducation, qui encourage alors, dans l'esprit d'économie de marché et de la décentralisation, la privatisation des écoles et la recherche de sources de financement extérieures à l'État.

Cette situation découlant de l'universalisation de l'accès à l'éducation primaire est aussi en partie responsable de la création et du déplacement d'un nouveau goulot d'étranglement au niveau du secondaire. Comme les conditions d'apprentissage sont difficiles au niveau primaire et que le système d'éducation ne finance pas assez l'éducation secondaire, une bonne partie des ressources étant engouffrées dans l'inefficacité du primaire, la plupart des enfants n'ont pas accès à l'éducation secondaire, encore moins universitaire.

Donc, auparavant, le diplôme d'éducation primaire valait beaucoup plus puisqu'il était moins commun pour les Dominicaines et Dominicains d'avoir eu accès à l'éducation. L'universalisation a fait diminuer la qualité de l'éducation dans les institutions des communautés pauvres, mais n'a pas atteint l'éducation des plus riches, creusant ainsi davantage le fossé d'égalité des chances d'apprentissage et comme le goulot d'étranglement ne laisse pas beaucoup d'élèves passer au niveau supérieur et que le financement de l'État n'aide pas, la polarisation s'accroît. Le niveau secondaire est le moins financé, plusieurs institutions sont privées et le pourcentage de la présence de ces institutions diminue grandement en zone rurale.²⁷²

Comme seulement une faible partie de la population a accès au secondaire, une plus petite partie encore a accès à l'université, pourtant, au niveau du ratio d'étudiants et du budget alloué, l'université reçoit beaucoup plus d'argent que le secondaire. Ceci signifierait que l'État dominicain finance l'éducation des mieux nantis puisque ce sont eux, qui majoritairement, fréquentent les institutions d'éducation supérieure.²⁷³

Il apparaît clairement ici que malgré les réformes entamées par l'État dominicain au niveau de l'éducation, le parcours académique des plus pauvres est souvent entravé par ce qui

²⁷² *Ibid*

²⁷³ *Ibid*

le permet à la base, soit l'universalisation. Le rendement du système d'éducation, comme établi précédemment, est faible, et conduit l'État à se retourner vers le financement des institutions privées, qui sont généralement plus productives, donc plus rentables puisqu'elles sont soumises à la compétition du marché, et délaisse ainsi davantage le public. Le système d'éducation dominicain est un véritable cercle vicieux. Les composantes de l'effet d'établissement et de l'inégale distance, mais également les politiques et réformes du gouvernement Fernandez ont, malgré certains efforts, reproduit la polarisation de la société dominicaine, l'éducation étant un avantage indéniable de l'avancement de toute population.

L'éducation et la reproduction de la polarisation sociale

Cette dernière section est nécessairement la synthèse de tout ce travail, afin de préciser toutes les réponses à la question de recherche de départ.

Depuis 1998, les résultats des évaluations nationales de la huitième année du primaire ont diminué de plus de 12 %.²⁷⁴ La qualité de l'éducation s'est véritablement détériorée, mais également les conditions de vie d'une grande partie de la population. Ce constat est lié et relié, l'un ne va pas sans l'autre.

Même si l'État a tenté de favoriser l'accès à l'éducation, sa qualité se détériore et ne permet pas une éducation convenable; et comme les conditions de vie se détériorent, elles ne permettent pas un apprentissage convenable. Si l'un s'améliore, l'autre aura tendance à s'améliorer et vice-versa. Les conditions nécessaires pour se sortir de la pauvreté comprennent nécessairement une éducation de qualité, mais la réussite de l'éducation requiert nécessairement des conditions de vie plus évoluées.

Les politiques de Fernandez, les politiques d'austérité postérieures à son arrivée et les années de dictature ont créé un climat social difficile, mais également des infrastructures inégales. Les services à la population sont inégaux et créent des différences notables dans la qualité de vie des habitants des différentes communautés. Comme établies lors de ce travail, les conditions de vie en milieu rural et urbain, ou en milieu riche ou pauvre diffèrent

²⁷⁴ Lizardo, Jeffrey. (2010) *Evaluación de costos de la educación básica en la República Dominicana: Insumos para una canasta de costos mínimos para una educación de calidad*, Proyecto EDUCA/FLACSO/PUCMM-CIEDHUMANO, Programa de Promoción de la Reforma Educativa en América Latina (PREAL), Santo Domingo, p. 13

grandement, créant des conditions d'apprentissage inégales, sabotant l'égalité des chances éducatives.

Alors que des centaines d'institutions privées dominicaines augmentent les coûts d'inscription et autres frais de scolarité, le tout appuyé par l'État, et ce, entre 1,6 % à 41,7 % de pesos dominicains,²⁷⁵ ces institutions deviennent de moins en moins accessibles pour une grande partie de la population. La différence de coût entre les frais reliés à l'éducation publique et l'éducation privée est déjà élevée, d'une moyenne entre les institutions moyennes publiques et privées de 140 dollars canadiens,²⁷⁶ et s'exacerbe davantage. Considérant que les salaires moyens se situent entre 90 et 150 dollars canadiens par mois et que la plupart des travailleurs reçoivent des salaires beaucoup plus bas, il est difficile d'avoir accès à ce type d'institutions d'éducation.²⁷⁷ La majeure partie de ces institutions se situe dans les provinces de La Vega, Puerto Plata et Santo Domingo,²⁷⁸ provinces où l'indice de qualité de vie est élevé par rapport au reste de la République dominicaine, et où le pourcentage de pauvreté est plus bas que la moyenne.²⁷⁹

Cette ségrégation éducative a été démontrée tout au long de ce travail, par de nombreuses statistiques et données sur l'état actuel de la qualité de vie et du système d'éducation en République dominicaine. Le choix de l'établissement scolaire, variant en qualité, qu'il soit public ou privé, selon les régions et les communautés, n'est pas possible pour tous. Bien que l'option du public soit relativement accessible à tous, l'option de la qualité, elle, ne l'est pas. Cette qualité éducative, soit la qualité de l'effet d'établissement, n'est accessible qu'à la partie supérieure des classes sociales dominicaines. Ainsi, en ayant accès, dès leur plus jeune âge, à une offre éducative qui diffère de celle offerte aux autres classes sociales, la polarisation sociale déjà présente au cœur des classes de la population dominicaine ne fera que se reproduire et s'exacerber. L'universalisation a, bien entendu, offert une nouvelle opportunité d'éducation, mais les ressources financières accordées au système d'éducation ne sont pas suffisantes pour élever l'universalisation de la qualité de l'éducation.

²⁷⁵ Matos, Carmen. « Educación autoriza 166 colegios a subir tarifas entre 1 y 41% » *Hoy, Santo Domingo*, 31 septembre 2011, [En ligne] <http://www.hoy.com.do/el-pais/2011/8/31/391139/Educacion-autoriza-166-colegios-a-subir-tarifas-entre-1-y-41>, Consultée le 1 septembre 2011

²⁷⁶ Javier, José. « Costo por estudiante de escuela publica es 311 dolares anuales. », *Diario Libre*, Santo Domingo, 15 juin 2011 [En ligne] http://www.diariolibre.com/noticias_det.php?id=294317&l=1, Consultée le 28 août 2011

²⁷⁷ Oficina de Desarrollo Humano, Vol. II, *loc.cit.* p. 54

²⁷⁸ Matos, *loc.cit.*

²⁷⁹ Atlas de la Pobreza, *loc.cit.* p. V

La décentralisation est un autre facteur, même s'il est aussi appliqué à l'éducation, qui a touché l'ensemble de la population dominicaine, de manière différente et a accentué et reproduit, de diverses façons, l'inégalité sociale entre les communautés dominicaines. Cette décentralisation, politique de Fernandez, a touché l'éducation puisque les communautés se retrouvent avec plus de charges, à certains niveaux, mais certaines sont en mesure de les assumer, alors que d'autres, formées par des populations plus pauvres, n'ont pas les moyens, qu'ils soient financiers, ou reliés au manque de connaissances, de temps et d'aptitudes dans certains domaines, de supporter davantage de charges, qu'elles soient sociales, culturelles, financières ou autres. Ces différences assurent une reproduction de la polarisation sociale puisque les communautés ne peuvent pas toutes se mobiliser de la même manière.

Il est évident, suite à toutes les constatations faites lors de cette étude, que l'effet d'établissement et l'inégale distance varient selon les classes sociales. Ainsi, ces concepts englobant divers aspects des qualités cognitives nécessaires à l'apprentissage ne sont pas semblables pour tous. Cette iniquité est présente puisque l'État dominicain, son histoire et les politiques actuelles du gouvernement Fernandez n'ont pas réussi, ou n'ont pas considéré, à créer un environnement propice à l'amélioration de ces qualités cognitives à l'apprentissage. Elles ont été laissées entre les mains des particuliers, et comme l'État actuel, malgré la croissance, ne redistribue pas de manière adéquate les revenus générés et n'alloue pas des budgets adéquats aux services aux populations, les qualités cognitives nécessaires à l'apprentissage seront difficilement réunies par les classes sociales les plus démunies. Une étude récente sur le terrain, analysant sept différentes institutions académiques publiques et privées, les ressources reçues et leur environnement, parvient aux mêmes conclusions.²⁸⁰ L'éducation est primordiale pour élever la population dominicaine hors de la pauvreté, mais la pauvreté empêche l'éducation.

²⁸⁰ Lizardo, *loc.cit.* p. 13

CONCLUSION

La République dominicaine, depuis 1996, est sortie de la succession du régime trujilliste, en élisant Leonel Fernandez à la tête du gouvernement. Il est possible, suite à cette étude, de rendre compte de l'impact des changements amorcés par ce nouveau président jusqu'à aujourd'hui. Le rendement du système d'éducation, suite à ces changements, est le cœur et le but de ce travail, qui est divisé selon deux niveaux politiques, la dimension macro-politique et micro-politique.

Suite à cette analyse, il est donc possible de conclure cette étude, dont le but premier était de répondre à la question suivante : les politiques et les réformes ont-elles transformé les structures étatiques et éducatives? Ces changements de structure ont-ils permis de changer substantiellement l'effet d'établissement et l'inégale distance pour éviter la reproduction de la polarisation sociale?

L'objectif fixé, était de répondre à ces questions et de brosser un tableau des plus exacts possible, quant à l'impact de l'éducation dans l'évolution d'une société vers l'équité sociale et politique, dans le cadre de la société actuelle de la République dominicaine. Afin d'y arriver, il s'agissait de lier les deux principales dimensions politiques et leurs différents aspects, pour répondre de la manière la plus près de la réalité dominicaine et de rendre compte de l'importance des liens sociaux, politiques et économiques apportés et créés par l'éducation nationale.

Les réponses furent mitigées puisqu'il est impossible d'affirmer que les changements furent seulement positifs, ou seulement négatifs. Cependant, il est clair qu'il y a un manque certain d'implication étatique relatif au système national d'éducation et que, malgré les

résultats précédents, un cadre analytique fut créé afin d'avoir une structure fiable et complète, dirigeant la collecte de données, de faits et de statistiques relatifs à la République dominicaine, son État, sa société et son système d'éducation. Il y eut clairement une amélioration du système d'éducation dominicain, mais son impact sur la polarisation sociale n'est toujours pas perceptible, du moins pour l'instant. L'idéologie empruntée par le gouvernement actuel favorise plutôt une économie de marché et l'ensemble des facteurs sociaux affectés par ces types de réformes et applications économiques et politiques, créant un environnement social, familial et éducatif qui rend l'apprentissage difficile pour une grande partie des enfants dominicains.

Comme les conditions de vie et l'indice de qualité de vie n'ont pas augmenté alors que le PIB, pour sa part, a connu une croissance indéniable, il est possible d'affirmer, que bien que le gouvernement Fernandez ait appliqué des changements positifs quant à l'éducation, ils ne sont pas suffisants afin d'améliorer le taux de personnes ayant améliorées leurs conditions de vie grâce à l'accès au système d'éducation puisque leurs conditions de vie et la redistribution ne sont pas suffisantes pour que l'apprentissage se fasse dans un milieu propice. Ainsi, le gouvernement Fernandez, bien qu'ayant permis l'universalisation du primaire, par une mauvaise redistribution, nuit aux chances éducatives d'une grande partie de la population, et de par ce fait même, reproduit la polarisation sociale et sabre les efforts et les ressources injectés pour l'amélioration du système d'éducation dominicain.

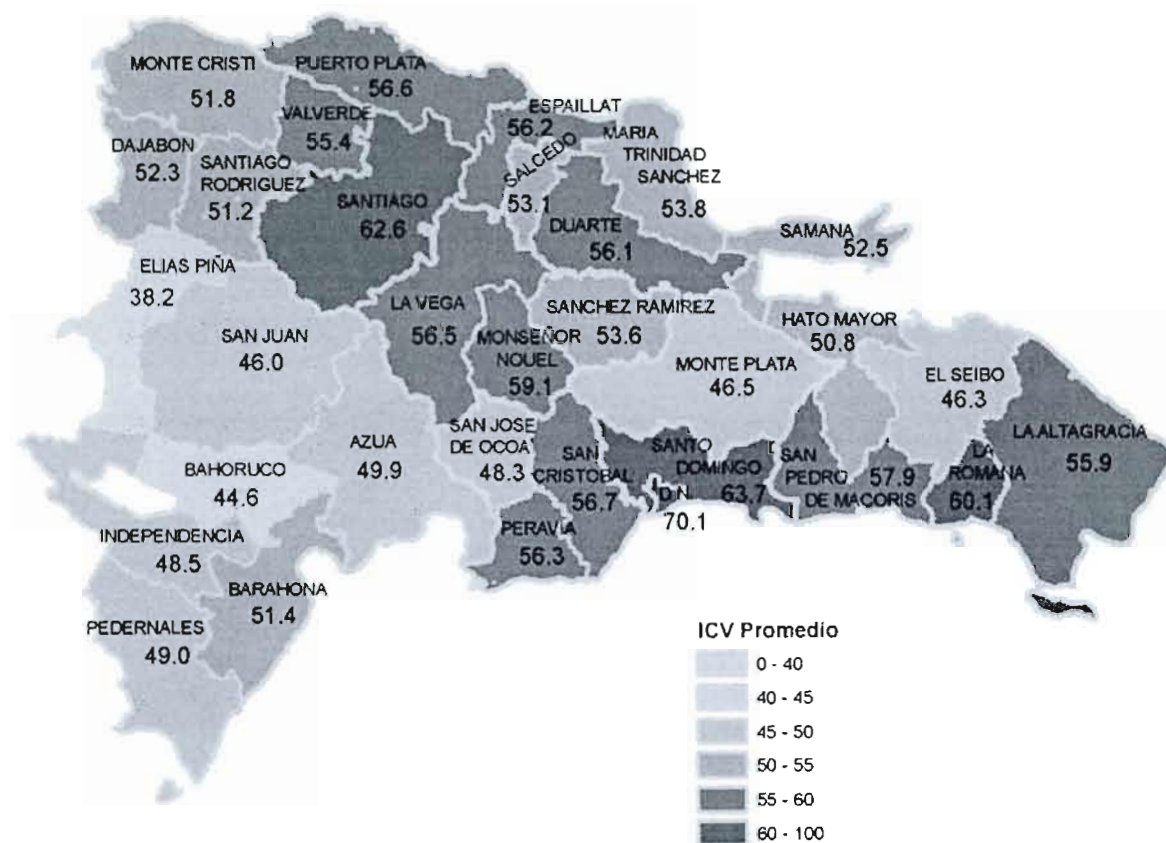
Pour conclure, il est clair que les changements éducatifs doivent être accompagnés de beaucoup plus si l'on espère modifier les rapports inégalitaires en République dominicaine. Le gouvernement Fernandez n'a mis l'accent que sur une des nombreuses conditions de succès éducatifs, et ce, en offrant un accès limité et inégal aux familles dominicaines, mais en n'améliorant pas les autres aspects significatifs de l'effet d'établissement et de l'inégale distance. De plus, le maigre pourcentage du PIB accordé à l'éducation ne permet pas d'arriver à accomplir les objectifs fixés par le gouvernement lui-même.

Ainsi, malgré les avancées et la venue d'une nouvelle manière de faire au niveau politique en République dominicaine, il reste que la polarisation sociale est toujours préoccupante et peut-être qu'à l'avenir, un plus grand accès à l'éducation, tranquillement, fera changer les choses.

ANNEXES

Annexe I :

Carte de la République dominicaine
Indice de qualité de vie par province, 2002

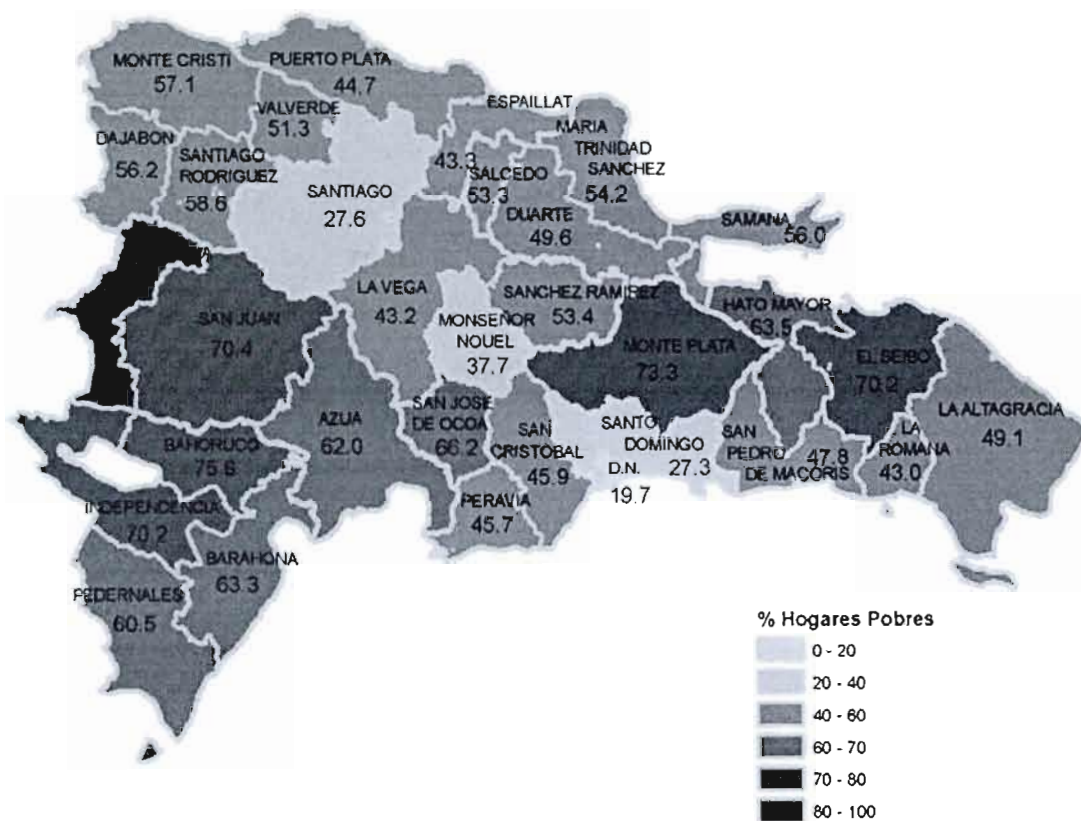


Source : Atlas de la Pobreza, 2005

Annexe III :

Carte de la République dominicaine

Pourcentage de foyers en situation de pauvreté par province, 2002



Source : Atlas de la Pobreza, 2005

BIBLIOGRAPHIE

- Alfonseca Giner de Los Rios, Juan. « Escolarización y minorías étnicas en la República dominicana, 1918-1944 ». *Cuadernos interculturales*, vol. 6, no. 11, 2008, p. 17-45
- Agosto Riera, Gabriela. « Presidencialismo en República dominicana: Análisis de las presidencias de Leonel Fernández e Hipólito Mejía », *IX Congreso internacional del CLAD sobre la reforma del Estado y de la administración pública*, Madrid, España, 2 - 5 Noviembre, 2004, 23 p.
- Amaro Guzman, Raymundo. « Marco constitucional de la administración pública Dominicana ». In « La administración pública en el marco constitucional » Oficina nacional de administración y personal, Santo Domingo, 2007, 168 p.
- Ariza-Castillo, Marina. « Familias y pobreza. menores deambulantes en República dominicana ». *Nueva sociedad*, no. 129, 1994, p. 90-103
- Betances, Emilio. R. « Social Classes and the Origin of the Modern State: The Dominican Republic 1844-1930 ». *Latin American Perspectives*, vol. 22, no. 20, 1995, p. 20-40
- Billings, Elsa S. « El alfabetismo y las familias latinas: A Critical Perspective on the Literacy Values and Practices of Latino Families With Young Children ». *Journal of Latinos and Education*, vol. 8, no. 4, 2009, p. 252-269.
- Bonal, Xavier. « Globalización y política educativa: un análisis crítico de la agenda del Banco Mundial para América Latina ». *Revista mexicana de sociología*, vol. 64, no. 3, 2002, p. 3-35
- Bourdieu, Pierre. « Le capital social : Notes provisoires ». *Actes de recherche en sciences sociales*, vol. 31, no. 1, 1980, p. 2-3
- Broccolicho, Sylvain, & Choukri Ben-Ayed & Danièle Trancart. « Quatrième partie : Transversalité ». *Les inégalités socio-spatiales d'éducation : Processus ségrégatifs, capital social et politiques territoriales*, France, Ministère de l'Éducation Nationale, 2006, p. 337-422,
- Canals, Yanet. *Informe de progreso educativo República dominicana*. Santo Domingo, PREAL & EDUCA, 2006, p. 1-44 [En ligne]
http://www.preal.org/Biblioteca.asp?Id_Carpeta=270&Camino=63|Preal%20Publicaciones/262|Informes%20de%20Progreso%20Educativo/270|Informes%20Nacionales

- Capdevila, Lauro. *La dictature de Trujillo. République dominicaine 1930-1961*, « Horizons Amériques Latines ». Paris, L'Harmattan, 1998, 303 p.
- Cassa, Roberto. « Quelques coordonnées conjoncturelles sous le Gouvernement de la Libération Dominicaine ». In *La République dominicaine et Haïti face à l'avenir*, sous la direction de Ruben Silie, Montréal, Les Éditions du CIDIHCA, 2000, p. 33-48,
- Cireno Fernandes, Danielle & Jorge Alexandre Neves. « Urban Bias in Development and Educational Attainment in Brazil ». *The Journal of Developing Areas*, vol. 43, no. 2, printemps 2010, p. 271-288
- Corten, André. « État et système politique » Chapitre in *L'État faible, Haïti et République dominicaine*, p. 169-192, Montréal, Les Éditions du CIDIHCA, 1989
- Corten, André. « Un mouvement social sans destinataire » Chapitre in *L'État faible, Haïti et République dominicaine*, p. 141-165, Montréal, Les Éditions du CIDIHCA, 1989
- Côté, Sylvain & John F. Heliwell. *Le capital social : Un concept utile? Acte du Congrès des Économistes québécois : « La croissance économique : À quel pris et pour qui? »*, Québec, 2002, 32 p.
- Cousin, Olivier. *L'efficacité des collèges. Sociologie de l'effet d'établissement*. Paris, PUF, 1998, 227 p.
- Diaz Rios, Claudia Milena. « Trabajo, familia y desigualdad : La educacion en las estrategias familiares frente a la crisis de la relacion laboral ». *Informe final del concurso: Transformaciones en el mundo del trabajo: efectos socio-económicos y culturales en América Latina y el Caribe*. Programa Regional de Becas CLACSO. 2006, p. 1-31, [En ligne]
<http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/becas/2005/2005/trabjov/diaz.pdf>
- Dominguez, Adalberto. « Reclaman en NY el 4% PIB para educación RD » *El Nacional*, 5 mars 2011, Santo Domingo, [En ligne]
<http://www.elnacional.com.do/nacional/2011/3/5/76919/Reclaman-en-NY-el-4-PIB-para-educacion-RD>,
- Duarte, Isis & Rosario Espinal, *Reformas políticas en America latina : Republica dominicana*, Instituto de Investigaciones Juridicas, UNAM, Biblioteca Juridica Virtual del Instituto de Investigaciones Juridicas, 1978, p. 866-903 [En Ligne]
www.juridicas.unam.mx,
- Duru-Bellat, Marie. *Inégalités sociales à l'école et politiques éducatives*. Paris, UNESCO, Institut International de Planification de l'Éducation, 2003, p. 1-99

- El Congreso Nacional de Republica Dominicana. *Ley organica de educacion de la Republica dominicana*. Ley No. 66-97, 1997, p. 1-45
- Gamez, Susana. *Financiamiento de la educacion superior en Republica dominicana*, Financiamiento de la educacion superior UNESCO, Caracas, 2003, p. 1-41
- Gonzalez, Roberto. *Combatiendo las peores formas del trabajo infantil en el municipio de constanza, República dominicana*. OIT & IPEC, 2004, p. 1-89 [En ligne]
<http://www.ilo.org/ipeinfo/product/viewProduct.do?productId=1279>,
- Howard, David. « Development, Racism, and Discrimination in the Dominican Republic ». *Development in Practice*, vol. 17, no. 6, 2007, p. 725-738
- Jacinto, Claudia. *Los jovenes, la educacion y el trabajo en America latina. Nuevos temas, debates y dilemas*. Proyecto : Estrategias de mejoramiento de la equidad educativa en America Latina UNESCO, Montevideo, 1999, p. 67-102, [En ligne]
www.cinterfor.org.uy/public/spanish/region/.../jacinto.pdf,
- Javier, José. « Costo por estudiante de escuela publica es 311 dolares anuales », *Diario Libre*, Santo Domingo, 15 juin 2011 [En ligne]
http://www.diariolibre.com/noticias_det.php?id=294317&l=1
- Kirby, Douglas. «The Impact of Schools and School Programs upon Adolescent Sexual Behavior », *Journal of Sex Research*, vol. 39, no.1, 2002, p.27- 33
- Klilsberg, Bernardo « Desigualdad y desarrollo en America Latina : El Debate Postergado ». *Buenos Aires Sin Fronteras : Un Espacio para el Dialogo*, Buenos Aires, 1999, p. 1-48
- Knippers Black, Jan. *The Dominican Republic, Politics and Development in an Unsovereign State*, Boston Éditions Allen & Unwin, 1986, 163 p.
- Léger, Alain. « L'effet d'Établissement ». *Cours de licence de sociologie, Université de Caen*, Centre de Télé-Enseignement Universitaire de l'Université de Caen, France, 2003, 102 pages.
- Lizardo, Jeffrey. *Evaluación de costos de la educación básica en la República Dominicana: Insumos para una canasta de costos mínimos para una educación de calidad*, Proyecto EDUCA/FLACSO/PUCMM-CIEDHUMANO, Programa de Promoción de la Reforma Educativa en América Latina (PREAL), Santo Domingo, 2010, 80 p.
- Lozano, Wilfredo. « Tradicion caudillista y cambio politico en Republica dominicana : 1966-1994 » *Perfiles Latinoamericanos*, vol. 8, 1996, p. 29-50

- Marchesi, Alvaro. « Un sistema de indicadores de desigualdad educativa ». *Revista Iberoamericana de Educacion*, no. 23, 2000, p. 135-163
- Matos, Carmen. « Educación autoriza 166 colegios a subir tarifas entre 1 y 41% » *Hoy*, Santo Domingo, 31 septembre 2011, [En ligne] <http://www.hoy.com.do/el-pais/2011/8/31/391139/Educacion-autoriza-166-colegios-a-subir-tarifas-entre-1-y-41>,
- Mejía-Ricart, Tirso. « La reforma del Estado en la República dominicana », *VII Congreso Internacional del CLAD sobre la reforma del Estado y de la administración pública*, Lisboa, Portugal, 8-11 Octubre, 2002, 20 p.
- Mizala, Alejandra & Pilar Romaguera. « Equity and Educational Performance ». *Economia*, vol. 2, no. 2, 2002, p. 219-273
- Mons, Nathalie. « Politique de décentralisation en éducation : Diversité internationale, légitimations théoriques et justifications empiriques. », *Revue Française de Pédagogie*, no. 146, 2004, p. 41-52
- Morduchowicz, Alejandro, Mariana Aylin & Laurence Wolff. « Desarrollo de la capacidad institucional y de gestión de los ministerios de educación en Centroamérica y República dominicana. » Santiago, Programa de promoción de la reforma educativa en América atina y el Caribe, no. 42, 2008, 40 p.
- Nacional de Planificación, *Atlas de la pobreza en Republica dominicana 2005*, Secretariado Técnico de la Presidencia Oficina, Santo Domingo, 2005, 509 pages
- Neira Gomez, Isabel. « Educacion y desarrollo economico : El papel de la cooperacion internacional en el desarrollo del Tercer mundo ». *Euro-American Association of Economic Development*, Working Paper no. 47, 2000, p. 1-17, [En ligne] <http://www.eumed.net/cursecon/colaboraciones/aeade47.pdf>.
- Oficina de Desarrollo Humano, *Informe sobre desarrollo humano Republica dominicana 2008, El desarrollo humano, una cuestion de poder*, Oficina de desarrollo humano, Santo Domingo, 2008, 560 p.
- Oficina de Desarrollo Humano, *Politica social : Capacidades y derechos, análisis y propuestas de políticas sociales en República dominicana*, vol. I, Programa de las Naciones Unidas para el desarrollo, Santo Domingo, 2010, 379 p.
- Oficina de Desarrollo Humano, *Politica social : Capacidades y derechos, análisis y propuestas de políticas sociales en República dominicana*, vol. 2, Programa de las Naciones Unidas para el desarrollo, Santo Domingo, 2010, 470 p.
- Oficina de Desarrollo Humano, *Politica social : Capacidades y derechos, análisis y propuestas de políticas sociales en República dominicana*, vol. III, Programa de las Naciones Unidas para el desarrollo, Santo Domingo, 2010, 403 p.

- OIT & IPEC. *Buenas practicas para la prevencion y erradicacion progresiva del trabajo infantil en la agricultura en America central y Republica dominicana*. San José, OIT & IPEC, 2006, p. 1-98 [En ligne]
<http://www.ilo.org/ipecinfo/product/viewProduct.do?productId=7152>,
- Pina Toribio, Cesar. « La administración pública en la evolución constitucional dominicana » In *La administracion publica en el marco constitutional*, Oficina Nacional de administracion y personal, Santo Domingo, 2007, p. 2-11
- Polanco Morales, Vielka. « Situación de los derechos humanos en la frontera norte entre República dominicana y Haití » *Solidaridad Fronteriza*, SJRM, Santo Domingo, 2007, 102 p.
- Pomeroy, Carlton & Steve Jacob. « From Mangos to Manufacturing : Uneven Development and its Impact on Social Well-Being in the Dominican Republic ». *Social Indicator Research*, no. 65, 2002, p. 73-107
- Rama, German W. « Educacion y cambios en la estructura social de America latina ». *Proyecto principal de educacion*, no. 35, 1999, p. 9-21
- Resendiz, Francisco. « Crecimiento economico, pobreza y desigualdad ». In *Informe sobre la pobreza en la República dominicana: Logrando un crecimiento económico que beneficie a los pobres*. p. 1 -35, Santo Domingo, Banco Mundial & Banco Interamericano de Desarrollo, 2006
- Resendiz, Francisco. « Rendimiento por encima del esperado y resultados insuficientes en educacion ». In *Informe sobre la pobreza en la República dominicana: Logrando un crecimiento económico que beneficie a los Pobres*. p. 134-160, Santo Domingo, Banco Mundial & Banco Interamericano de Desarrollo, 2006
- Santana, Antonio. « Otro método para exigir se invierta 4% PIB en Educación » *Dominicanos Hoy*, 5 avril 2011, Santo Domingo, [En ligne]
<http://dominicanoshoy.com/articulos/archivos/2011/abril/articulo/otro-metido-para-exigir-se-invierta-4-pib-en-educacion/>,
- Tano Kouanme, Auguste & Al. « Sector educacion ». In *Republica dominicana : Informe sobre el gasto publico. Reformando instituciones para una mejor adminsitracion del gasto publico*. p. 41-52, Santo Domingo, World Bank, No. 23852-DO, 2004
- The World Fact Book, *Dominican Republic*, [En ligne]
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/dr.html>

- Turits, Richard Lee. « A World Destroyed, A Nation Imposed: The 1937 Haitian Massacre in the Dominican Republic ». *Hispanic American Historical Review*, vol. 82, no. 3, 2002 p. 589-635
- UNESCO & IBE. *Dominican Republic*. UNESCO & IBE, World Data on Education, 2006, p. 1-30 [En ligne] <http://www.ibe.unesco.org/Countries/WDE/2006/index.html>
- Vargas Pena, Daniel. *Informe Nacional Sobre Educacion Superior en Republica Dominicana*. IESALC & UNESCO, 2002, 141 p.
- Veras Hernández, Moraima Isabel. « El liderazgo local de la Republica dominicana en el periodo 1998-2006 Elementos de comparacion con el liderazgo politico local de la Comunidad Autonoma de Andalucia, Espana. » Unión Iberoamericana de Municipalistas, Centro de Estudios Andaluces, Consejo Nacional de Reforma del Estado, CONARE, 2007, 71 p.
- Zajda, Josph. *Decentralisation and Privatisation in Education. The Role of the State*. Springer, Pays-Bas, 2006, 240 p.
- Ziffer, Alicia. *Los Procesos Participativos de Planificacion y Gestion Educativa. La Experiencia del Plan Decenal de Educacion en la Republica Dominicana*. Buenos Aires, CLACSO, 2005, p. 1-30